



Colloque

Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV

« Religion, paix et développement »



Colloque de la Fondation Konrad Adenauer,
13 – 14 novembre 2012

Table des matières

Programme	1
Allocutions, Contributions et Ateliers	
Allocution de la Représentante Résidente de la FKA - Andrea Kolb	3
Les travaux du comité scientifique sur le dialogue interreligieux en 2011/2012 - Ute G. Bocandé	6
Diagnostic de la cohabitation religieuse au Sénégal - Terrciel Prosper Akolin'Gadzania	9
Atelier - Terrciel Prosper Akolin'Gadzania	17
La crise malienne - Bakary Sambe	18
Atelier - Alioune Diop	27
Genèse et évolution du mouvement islamique du Sénégal – Mohammed Barro	30
Atelier – Souleyman Ba	48
Comment les religions sont-elles traitées dans la presse - Mamadou Kassé	49
Atelier - Omar Diouf	53
Le rôle des religions dans la construction de la nation, la promotion de la citoyenneté, de la paix et du développement - Eli Sommer	56
Roles des leaders religieux ! – Adama Diouf	103
Impacts des valeurs et des religions traditionnelles dans la promotion de la citoyenneté – Pierre Boubane	111
Clôture – Andrea Kolb	119
Cérémonie de clôture – Nonce Apostolique	122
Rapports	
Synthèse – Sidy Dieng	124
Rapport final – Souleymane Ba	126

Articles de presse

APS	145
Le Soleil	152
Nouvel Horizon	153

Contributions après le colloque

Esquisse sur la loi de laïcité et du dialogue interreligieux au Sénégal – Terrciel Prosper Akolin’Gadzania	158
Pourquoi dialoguer et avec qui ? - Issa Laye Thiaw	160
Religion, vecteur de paix ou de discorde ? - Moïse Takougang	168
Le rôle de la Communication dans la construction de ponts de Compréhension, de Dialogue et de Coopération entre adeptes de toutes les religions - Albert Kabamba	173



Ambassade d'Israël



Colloque

Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV

« Religion, paix et développement »

13 – 14 novembre 2012

Lieu : Fondation Konrad Adenauer
(Stèle Mermoz, Dakar)

Programme

13 novembre 2012

- 8h30 Installation des invités et des participants
- 9h00 Allocution de bienvenue (Représentante Résidente FKA Mme Kolb)
- Introduction de la thématique (Mme Bocandé)
- Présentation de l'évaluation du questionnaire sur la cohabitation inter-religieuse (Terreciel Akoli)
- 9h 30 Pause café
- Panel 1 Géopolitique, menace islamiste sur le Sahel, impact des média**
- 10h00 La crise au Mali et ses répercussions dans la région du Sahel (Bakary Sambe)
- 10h30 Débat (Modération : Abderrahmane Ngaidé)
- 11h00 L'évolution du mouvement islamique au Sénégal (Mouhamed Barro)
- 11h30 Débat (Modération : Pape Beye)
- 12h00 Le traitement des religions dans les médias (Mamadou Kassé)
- 12h30 Débat (Modération : Fanta Diallo)
- 13h00 Déjeuner
- 15h00 Ateliers
- 17h00 Présentation des résultats des ateliers, échanges, préparation des rapports

14 novembre 2012

Panel 2 Le rôle des religions dans la construction de la nation, la promotion de citoyenneté, de la paix et du développement

9h00 La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société (Elie Sommer)

9h30 Débat (Modération : Abdoul Aziz Kébé)

10h00 Pause café

10h30 L'impact des valeurs et des religions traditionnelles dans la promotion de la citoyenneté (Pierre Boubane)

11h00 Débat (Modération : Abbé Dominique Mendy)

11h30 Le rôle des religieux dans la promotion de la paix et du développement. Exemple concret (Pasteur Adama Diouf)

12h00 Débat (Modération : Selly Ba)

12h30 Pause déjeuner et échanges

Durant la pause, les rapporteurs rédigeront la première version du rapport qu'ils présenteront pendant la cérémonie de clôture.

15h30 **Cérémonie de clôture**

Synthèse des travaux, lecture du rapport et des conclusions

Présidence : Ministre de l'Intérieur

Allocutions

Sénateur Sidy Dieng avec la lecture du rapport et des conclusions

Andrea Kolb

Recteur UCAD

Ambassadeur Israël

Nonce Apostolique

Ministre

16h30 Cocktail

Enracinement et ouverture IV Plaidoyer pour le dialogue interreligieux

Religions, paix et développement
Dakar, le 13 et 14 novembre 2012

Allocution de la Représentante Résidente de la FKA
Andrea Kolb

Excellence, Monsieur le Représentant du Nonce Apostolique de Dakar,
Honorable Sénateur Sidy Dieng,
Honorables Députés,
Monsieur le Professeur Abdoul Aziz Kébé, Représentant du Recteur de l'Université Cheikh
Anta Diop,
Chers collaborateurs de l'Ambassade d'Israël à Dakar,
Eminents conférenciers,
Messieurs les représentants des communautés, congrégations et confréries religieuses du
Sénégal,
Honorables invités,
Chers participants,

Au nom de la Fondation Konrad Adenauer, je vous souhaite la bienvenue au colloque international « Enracinement et ouverture Plaidoyer pour le dialogue interreligieux, quatrième édition ».

Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation au dialogue interreligieux. Mes remerciements sincères s'adressent à nos partenaires, l'Ambassade d'Israël, L'Université de Dakar et ASECOD, ainsi qu'à tous les membres du comité scientifique de préparation du colloque.

Je remercie particulièrement ma collègue Ute Bocandé, c'est grâce à elle que ce dialogue a pris une telle dynamique et continuité. Un très grand merci s'adresse à notre expert venu d'Israël, le Dr. Elis Sommer, qui a bien voulu faire des milliers de kilomètres pour participer à nos travaux.

La plupart de nos invités connaissent bien la Fondation Konrad Adenauer qui est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne qui fut un des politiciens les plus marquants et importants de son époque. Elle a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle soutient aujourd'hui des projets dans plus de 120 pays du monde.

C'est avec une grande joie que nous organisons ce dialogue interreligieux avec nos partenaires. Ce colloque reflète clairement une des priorités de la Fondation Konrad Adenauer et du Gouvernement du Sénégal : le dialogue et la communication entre les différentes religions et cultures.

Le Sénégal est connu comme étant un pays modèle de dialogue interreligieux. Il existe, dans la société actuelle, une multitude d'initiatives pour promouvoir le dialogue entre les religions. La Fondation Konrad Adenauer s'inscrit dans cette dynamique en organisant des fora, des formations et des publications. Au Sénégal, Dieu merci !, les religions ne sont aucunement facteur de division, bien au contraire.

Le Sénégal est un des rares pays dans notre monde actuel que l'on met toujours en avant pour prouver qu'une cohabitation harmonieuse et fructueuse entre les peuples et entre les fidèles de différentes religions est possible.

Les Sénégalais de tous bords vivent dans une parfaite communion, ceci est visible par exemple lors des fêtes religieuses auxquelles les fidèles des autres religions sont toujours associés d'une manière ou d'une autre. Cependant, le Sénégal n'est pas une île dans les mouvances du temps, et il n'est pas exclu que certaines tendances néfastes, existantes sous d'autres cieux, prennent pied au Sénégal.

Il est d'une extrême importance d'être vigilant et de prendre les devants afin que le Sénégal ne connaisse jamais des situations comme certains pays de la sous région !

Depuis plusieurs mois, le Mali vit dans la tourmente. La partie nord est tombée entre les mains des islamistes, les institutions sont déstabilisées, les populations vivent dans une précarité et angoisse extrêmes.

Au Nigéria, régulièrement nous entendons des confrontations interreligieuses, d'ailleurs également dans d'autres pays du continent. Nous avons l'impression que le monde est devenu plus fragile. La mondialisation a rapproché les hommes, mais les a éloignés aus-

si. La recherche d'identité des différentes cultures peut amener à une division entre communautés, et cela peut même amener à des guerres.

Il est donc urgent de pousser la réflexion, par exemple dans ce cadre de notre série de colloques sur le dialogue interreligieux. Pour paraphraser Senghor que nous appelons « Apôtre du dialogue entre les religions et les cultures », il faut être enraciné dans sa propre culture et religion afin de pouvoir s'ouvrir librement et sans préjugés à la religion et à la culture de l'autre.

Le sujet de notre colloque de cette année est « Religions, paix et développement ». En effet, les religions, au lieu d'être facteurs de division, doivent se faire artisans de la paix. Et la paix est le préalable de tout développement. C'est ainsi que nous allons, dans une première partie, parler des problèmes actuels du continent africain, particulièrement de la menace islamiste émanant du Mali et le risque de contamination du Sénégal.

Dans la seconde partie, aujourd'hui, nous allons passer au rôle des médias : comment traitent-ils les religions ? Demain sera la journée qui montrera comment et en quelle mesure les religions peuvent contribuer à instaurer un climat de paix, à promouvoir la démocratie et la citoyenneté.

Je suis heureux de pouvoir souhaiter la bienvenue aujourd'hui à des éminentes personnalités venues, particulièrement le professeur Elie Sommer venu d'Israël. Je remercie très cordialement aussi le professeur Bakary Sambe qui nous parlera de la crise au Mali, Monsieur Barro qui fera l'état des lieux des mouvements islamistes au Sénégal et le professeur Kassé qui introduira le sujet du traitement des religions dans les médias.

Tous mes remerciements vont à nos partenaires et amis, l'Ambassade d'Israël et ses collaborateurs, le diocèse de Dakar, l'université de Dakar représenté par le chef du département d'Arabe M. Abdoul Aziz Kébé, l'Asecod avec le Sénateur Sidy Dieng.

J'espère que je n'ai oublié personne, sinon je voudrais vous remercier tous qui êtes venus ce matin de participer au dialogue interreligieux quatrième édition qui jettera les jalons d'une nouvelle vision du dialogue et de la cohabitation interreligieuse en Afrique, nous l'espérons.

Que Dieu bénisse cette rencontre.
Je vous remercie de votre attention.



**Les travaux du comité scientifique sur le dialogue interreligieux en
2011/2012**

Chers participants, chers invités,

Au nom du comité scientifique qui a préparé le colloque sur le dialogue interreligieux, je vous souhaite la bienvenue ce matin.

Cette année, nous avons changé légèrement de méthode. En effet, à l'issue du colloque de la dernière année, Abbé Léon Diouf nous avait suggéré de former plusieurs groupes de travail pour préparer le colloque de cette année. Nous avons demandé aux participants intéressés à s'inscrire dans les listes et avons commencé les travaux. Finalement, les quatre groupes se sont fondus en un seul, pour des raisons de temps et d'organisation, et ce groupe se constitue de quelques anciens, comme je les appelle, comme le Sénateur Sidy Dieng, Abbé Dominique Mendy, le professeur Abdoul Aziz Kébé, Pape Beye, Daniel Diyombo, Thomas Garrick, Albert Kabamba, Maire-Louise Djandy et moi-même. Ensuite, nous avons une dizaine de jeunes membres très motivés et engagés.

Au début de nos travaux, nous nous sommes posé la question à savoir quel est l'état réel de la cohabitation religieuse au Sénégal, pays de la Teranga et réputé pour sa cohabitation paisible et harmonieuse des communautés. Cependant, déjà au cours de nos derniers colloques, nous avons constaté que tout ne baigne pas dans l'huile, qu'il existe quand-même de petits et des fois même de grands problèmes dans la cohabitation.

C'est ainsi que nos jeunes membres ont proposé d'établir un questionnaire sur le dialogue interreligieux et tout le monde était partant. L'élaboration de ce questionnaire fut un travail assez difficile, car seul Hubert Mendy – notre collaborateur – maî-

trisait le programme Sphinx approprié à élaborer et à évaluer des questionnaires. Heureusement qu'il nous a établi le questionnaire avant son départ en Casamance où il était affecté. Nous nous félicitons aussi de l'initiative de Pape Beye qui a conçu un « vademecum », un mode d'emploi destiné aux utilisateurs du questionnaire, qui a beaucoup facilité la tâche aux enquêteurs. Finalement, ce sont les membres du comité scientifique qui ont fait circuler et remplir les questionnaires dans les régions du pays.

L'exploitation proprement dite fut faite par Terreciel Acoli que Hubert avait initié dans la technique de l'évaluation du questionnaire, et il va le présenter tout à l'heure. Nous remercions vivement Terreciel qui a sacrifié une bonne partie de ses vacances pour venir tous les jours au bureau de la FKA exploiter et évaluer les questionnaires, un travail de titan. Et bien entendu, nous remercions très cordialement tous les enquêteurs membres du comité ou partenaires qui ont pris sur eux la tâche de faire remplir les questionnaires, souvent dans des conditions pas trop faciles.

Au cours des travaux du comité, nous avons ébauché petit à petit le thème et le déroulement de notre colloque de cette année. Bien entendu, c'est l'actualité qui nous a inspirés à mettre au centre de nos réflexions la Paix, car c'est surtout quand on manque de quelque chose qu'on s'en languit. La situation au Mali est plus que préoccupante, et le risque de contamination du Sénégal et des autres pays limitrophes n'est pas à exclure. C'est dans cette perspective que nous avons consacré la première journée de notre colloque aux problèmes actuels : la crise au Mali, le mouvement islamiste au Sénégal, le traitement des religions par les médias.

Les ateliers dans la soirée sont destinés à approfondir les réflexions émises dans les panels et à préparer la journée de demain, à réfléchir sur une implication plus intensive des fidèles des différentes religions dans la recherche de la paix.

Demain matin, nous aurons le plaisir d'entendre trois communications qui nous présenteront des exemples assez concrets pour répondre à l'interrogation si et dans quelle mesure les religions peuvent servir de vivier d'idées et de valeurs afin de renforcer la démocratie, la citoyenneté voire la nation.

Fondation Konrad Adenauer

32 Stèle Mermoz, Route de la Pyrotechnie
B.P. 5740 Dakar-Fann / Sénégal
Tél: +221 33 869 77 78
Fax: +221 33 860 24 30
Email: Buerodakar@kas.de



Nous tenons à remercier très cordialement tous les membres du comité scientifique qui, tout au long de l'année, ont abattu un travail considérable, un travail qui a conduit au colloque sur le dialogue interreligieux 4^{ème} édition. Nous remercions également les éminentes personnalités qui ont soutenu notre comité scientifique de près et de loin, comme les honorables députés Samba Diouldé Thiam et Sekou Sambou, Abbé Léon Diouf et particulièrement Monseigneur Montemayor, le Nonce Apostolique du Sénégal qui nous accompagne depuis la première édition du colloque avec ses précieux conseils et la collaboration de la Nonciature.

Nous espérons que les travaux de cette année seront fructueux, à l'instar des autres colloques, et jetteront les jalons d'une réflexion sereine et porteuse d'espoir sur les crises actuelles et leur solution.

A présent, je donne la parole à Terrciel Acoli qui présentera les résultats de notre enquête sur la cohabitation religieuse au Sénégal.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Dr. Ute Gierczynski-Bocandé
Pour le comité scientifique



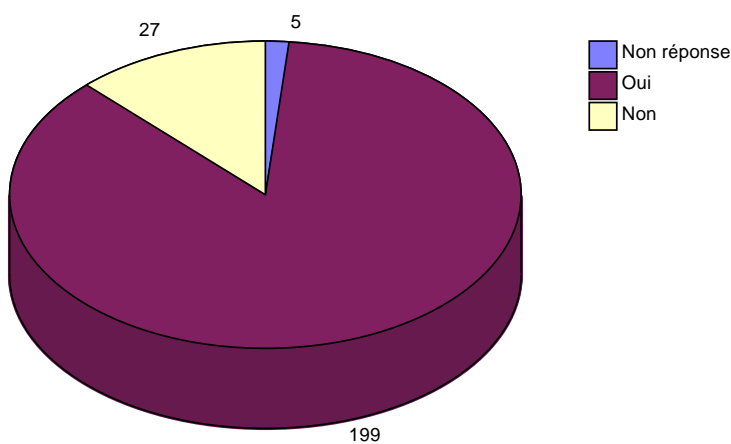
DIAGNOSTIC DE LA COHABITATION RELIGIEUSE AU SENEGAL

Mai – Juin 2012 – Fondation Konrad Adenauer de Dakar

Ce présent diagnostic à été initié par le comité scientifique de suivi du dialogue interreligieux pour établir une cartographie du dialogue interreligieux au Sénégal. Les résultats sont basés sur l'évaluation de 670 questionnaires remplis dans les différentes régions du pays.

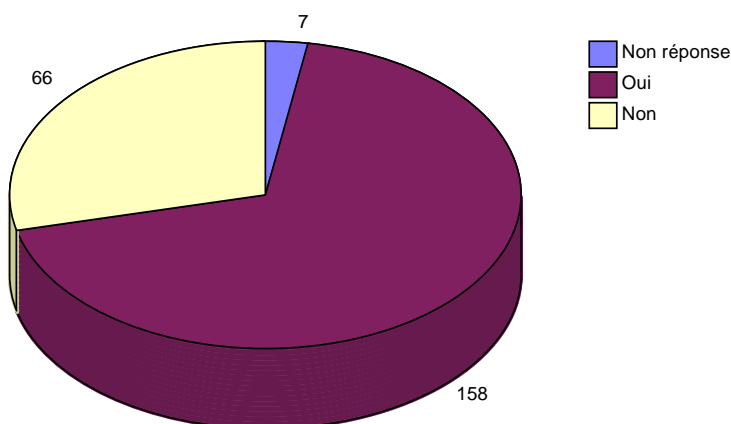
VOYEZ-VOUS LA NECESSITE DE FAIRE UN DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Région x Voyez-vous la nécessité de faire un dial : Dakar



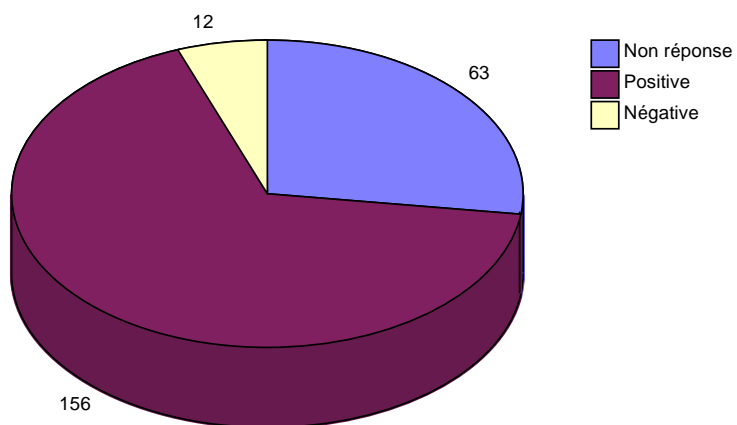
AVEZ-VOUS PERSONNELLEMENT VECU LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Région x Avez-vous personnellement vécu le dialog : Dakar



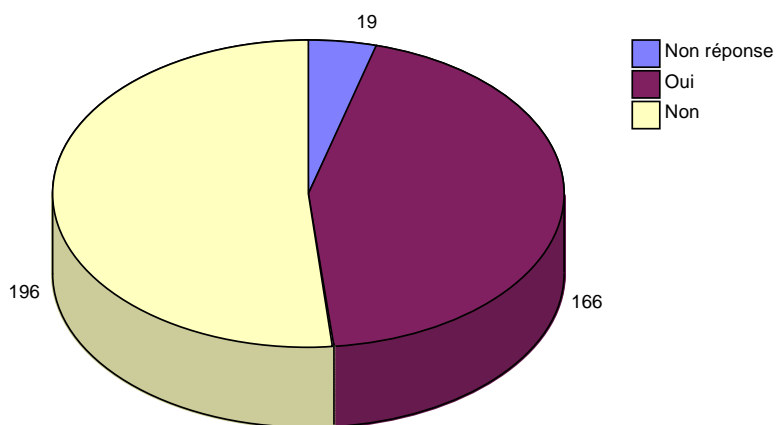
SI OUI ? COMMENT A ETE VOTRE EXPERIENCE ?

Région x Si oui, comment a été votre expérience? : Dakar



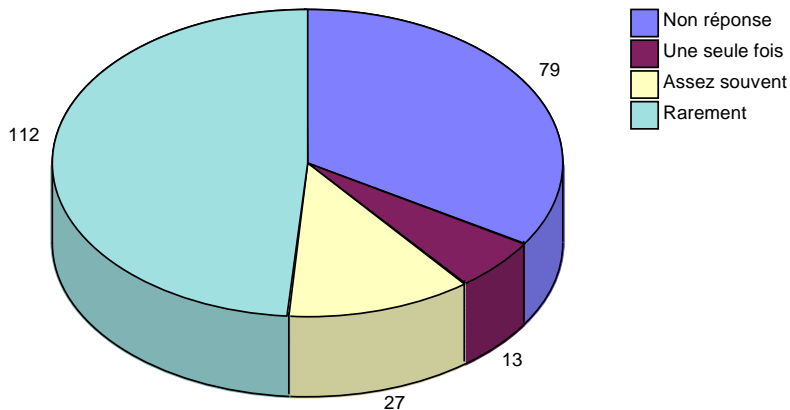
VOUS ARRIVE-T-IL DE PRIER ENSEMBLE AVEC LES ADEPTES D'UNE AUTRE RELIGION

Religion x Vous arrive-t-il de prier ensemble avec : Islam



SI OUI, QUELLE EST LA FREQUENCE ?

Région x Si oui, quelle est la fréquence? : Dakar



QUEL SONT LES ATOUTS DONT DISPOSE LA COMMUNAUTE POUR UNE BONNE COHABITATION RELIGIEUSE ?

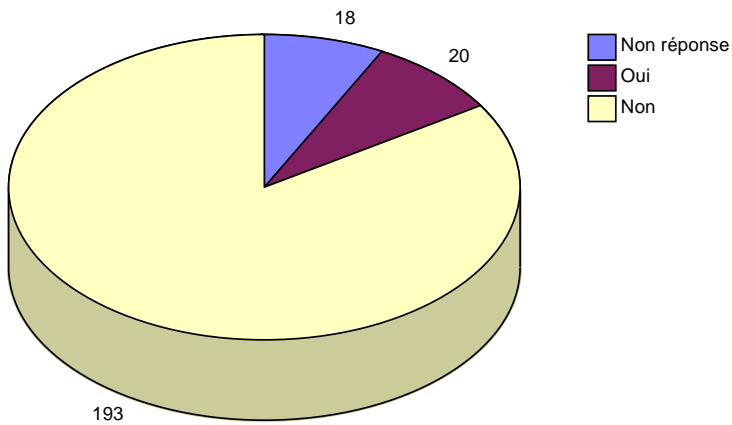
Les valeurs ci dessous sont les pourcentages en ligne établi sur 670 citations à choix multiple :

La cohabitation par le biais de la religion, famille, et l'éthnie est à 18,8%. Le respect d'autrui est à plus de 18,8%. L'unité du peuple via la culture, la religion, l'histoire, valeurs universelles et un avenir commun est à 12%. La tolérance mutuelle est à plus de 10,8%. La solidarité pendant les fêtes religieuses, décès, funérailles, baptêmes et autre est de 10%. Le dialogue est à plus de 7,8%. Le mariage mixte est à plus de 7,4%. Le cousinage à plaisanterie est à plus de 4,6%. La cohésion sociale est à plus de 4,4%. Les relations de bon voisinage est à plus de 3%. L'entente est à plus de 3%. L'acceptation de l'autre est à plus de 2,4%. La laïcité est à plus de 1,8%.

Voici le taux des atouts dont dispose la communauté pour une bonne cohabitation religieuse.

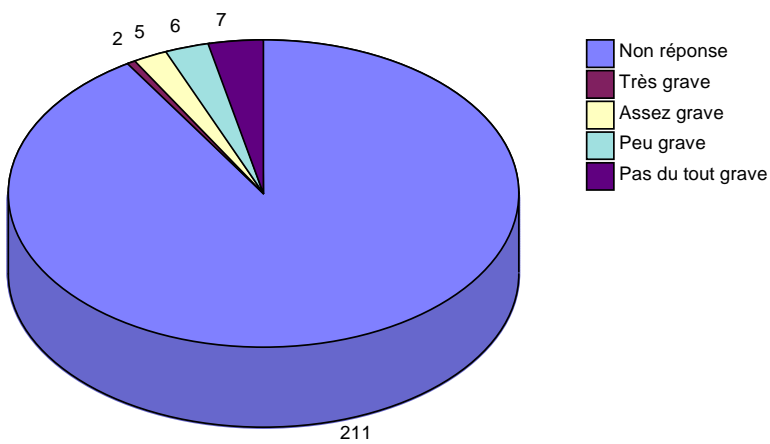
AVEZ-VOUS VECU UNE SITUATION CONFLICTUELLE LIEE A LA COHABITATION RELIGIEUSE ?

Région x Avez-vous vécu une situation conflictuel : Dakar

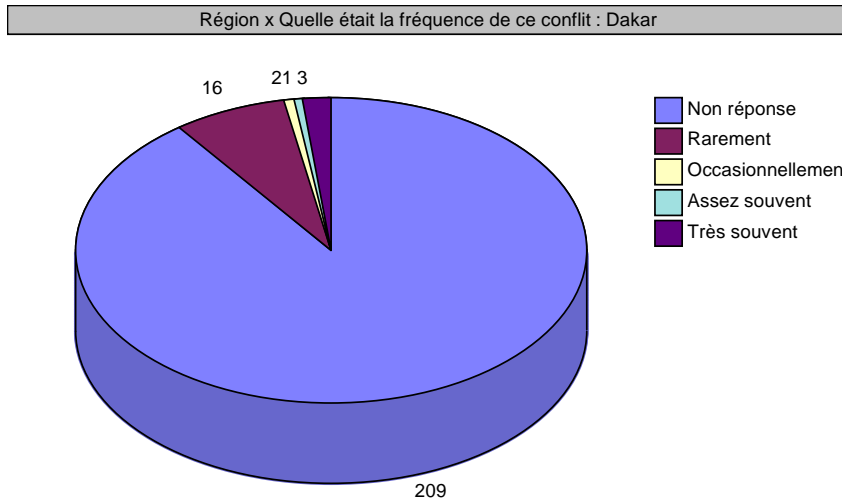


SI OUI, QUELLE ETAIT L'EMPLEUR DE CE CONFLIT ?

Région x Si oui, quelle était l'ampleur de ce con : Dakar



QUELLE ETAIT LA FREQUENCE DE CE CONFLIT ?



DONNEZ LES FAITS

Les échanges qui finissent par des discordances au sujet de Jésus et de Mahomet sont à plus de 28%.

Mariage interreligieux (divorce, refus d'union, l'avenir religieux des enfants) est à plus de 11,3%. Animaux errants (l'incursion des porcs dans les champs et maison de musulmans) est à plus de 7%. Le partage de la cour commune entre musulmans et chrétiens est source de problème à plus de 7%.

Les constructions et les saccages des églises est source de conflit à plus de 7%.

Achat et consommation des boissons alcoolisées est sujet des disputes et querelles à 2,8%.

En outre, on peut citer : les nuisances sonores pendant les activités religieuses, l'incompréhension au sujet des religions sont des réel problèmes au sein de la société.

QUELLES ONT ETE LES PRINCIPALES CAUSES DE CE CONFLIT ?

L'incompréhension et l'imposition d'une religion aux enfants est source des disputes à plus de 35,6%.

Divagation des porcs et le refus d'échange des ustensiles de cuisines est à plus de 14,8%.

La discrimination religieuse qui conduit même au refus de certains enfants aux établissements scolaires est à plus de 6,4%.

Le manque de dialogue est à plus de 6,4%.

La construction et l'inauguration des églises est source de conflit à plus de 4,8%.

Les aliments sont sujet des querelles dans les familles et des cours communes à plus de 4,8%. La consommation d'alcool et la nuisance sonore. Une confrontation au sein de musulman suite à la date de Korité. Les disciples de la religion traditionnelle demandaient un cimetière pour eux.

QUELLES ONT ETE LES CONSEQUENCES

Rupture de la relation; Le locataire à été mit dehors ; Des pertes des biens matériels ; Séparation avec la personne ; Mécontentement de la communauté chrétienne ; Absence de dialogue ; Les animaux sont souvent blessés ; Un conflit long entre les deux communautés ; Division dans la famille; méfiance, haine et agressivité ; conflits et débat entre les parents d'élèves et le collègue ; Dislocation des quartiers chrétiens vers un autre site ; Abandon et l'arrêt de notre relation ; Une bagarre entre les chefs de famille.

COMMENT AVEZ-VOUS VECU CE CONFLIT ?

Difficile ; Tristement ; Abstinence par mépris ; Très mal ; Pas normal ; Affecté, j'ai pleuré sans avoir la solution d'autant que c'était une amie proche ; Malaise, peine et meurtri ; Mal à l'aise ; très gêné ; Très déçu ; douloureux ; Très difficile ; passivement ; Dans la honte et le découragement.

QUELLES LECONS AVEZ-VOUS TIREES DE CE CONFLIT ?

Certains ne comprennent pas que nous partageons beaucoup de valeurs (Religions révélées) ; La question ethnique est hypersensible ; Il faut d'abord avoir une forte connaissance de sa religion ; beaucoup prier pour renforcer sa Foi ; Respect d'autrui ; Mieux discuter avec la personne de religion différente ; La nécessité d'une bonne cohabitation religieuse ; Ne plus faire deux fêtes de Korité ; Non respect des croyances de l'autre ; Disfonctionnement social ; Les chrétiens sont méprisés dans ce pays ; Nécessité d'un dialogue franc et sincère entre les deux religions ; Besoin de mieux apprendre et comprendre les points fondamentaux de la doctrine chrétienne ; Ne jamais agir avec violence, il faut toujours communiqué ; Éviter de parler de la religion de l'autre. La

lecture des documents qui parle des autres religions ; La retenue ; La sagesse de la communauté chrétienne qui à renoncé à l'inauguration de l'église transformée en CEM ; Ne plus discuter des thèmes délicats ; Que chaque personne garde sa propre religion ; Dialogue ; Les soulèvements et les discussions ne résout jamais des problèmes ; Le respect est important dans une relation ; Manque de civilisation ; Le regret ; La religion est relative ; Bonne cohabitation, manque de civisme ; Sensibilisation, manque d'implication des autorités et des chefs religieux ; Un problème non traité reste un conflit. On devait se respecter et éviter les critiques religieuses ; L'union entre les religions.

QUELLES SOLUTION PRECONISEZ-VOUS ?

Renforcer et pérenniser le dialogue interreligieux. Accepter la différence.

La solution réside dans le respect des croyances de son voisin. Dialogue interreligieux. Organiser des activités religieuses pour promouvoir la foi en sa religion. Il faut que les leaders religieux éduquent leurs partisans et disciples sur le respect de la foi des autres. Associer tous les musulman, afin d'avoir une seule fête de Korité et d'informer tous le monde au même moment. Multiplier les rencontres interculturelles et favoriser la connaissance mutuelle et le respect des différences. Que les porcs soient parqués loin des habitations. Que les animaux ne soient pas caillasses car ce sont des êtres innocents.

S'il y a conflit, la seule solution c'est le dialogue car le Sénégal est un pays de dialogue. On trouve toujours dans ce cas une solution. Une connaissance approfondie de la religion; un dialogue interreligieux permanent. Préservation de la paix; peut être laisser à l'autre le soin de le faire. Que chacun vive sa religion en acceptant l'autre. Compréhension de l'autre, l'acceptation et le respect des cultes de l'autre. Communication. Instauration d'un dialogue interreligieux permanent. Créant des associations pour promouvoir le dialogue interreligieux. Le respect de tout un chacun et la liberté des cultes. Créant des clubs de sensibilisation qui regroupent en son sein les membres de toutes les religions pour une bonne sensibilisation. Dialogue, respect, solidarité. Les personnes qui sensibilisent les citoyens à croire à Dieu et au Prophète, doivent aussi aider le citoyen à vivre bien avec son voisin. Respect des pratiques culturelles et religieuses. Cultiver les esprits pour éradiquer les conflits. Sensibiliser les citoyens. Sensibilisation sur le bon voisinage, dialogue interreligieux avec implication des anciens. Être seulement solidaire. Se mettre autour d'une table de négociation. Des réflexions, des sensibilisations. Raffermer les rapports, unissant les personnes de religion différente; renforcer la fraternité. Cultiver les esprits de parenté, voisinage. Il est primordial que les différentes communautés communiquent entre elles; apprennent à se connaître à débattre, à prier ensemble pour les mêmes sujets. Le dialogue et les conseils au sujet de la

morale. Échange culturel et acceptation des différences. Le respect mutuel, la compréhension. Et essayer de nourrir un esprit de paix et de tolérance. Que les parents laissent leurs enfants fréquenter les amis qui sont membres une autre religion. Des rencontres entre les chefs religieux de toutes les obédiences. Sensibilisations de la population. Le dialogue interreligieux et la liberté de choisir sa religion. La politique étatique. Trouver les lieux de prières décentes dans les quartiers afin de ne plus déranger les autres. Il faut leur trouver un cimetière pour les religieux traditionnalistes Africaine (RTA). Faire une projection des religions qui existent dans un territoire afin qu'on puisse parler" de cohabitation. Organisations des conférences interreligieuses au niveau des lieux éducatifs. Une politique de sensibilisation sur la tolérance, la solidarité, le pardon. Approfondir les études Bibliques et Coraniques, car tous ces conflits sont dus à l'ignorance des principes des religions révélées. Acceptation de l'homme en tant que l'homme avant même d'être religieux. Cultiver l'esprit de la laïcité et le pardon. Il faut revoir certaines pratiques religieuses quand on vit dans une communauté dont les membres ne partagent pas la même religion.

Propos rassemblés par Terreciel Acoli

Rapport Atelier sur les enquêtes

Terreciel Prosper AKOLI N'GADZANIA
Rapporteur et Membre du comité Scientifique.

Pouvoir2010@gmail.com

Tél. : (221) 77 433 95 69.

Réflexion sur l'emploi du mot tolérance, de quelle tolérance s'agit-il dans le cas d'espèce? Dans certain cas d'espèce ; A la 1^{ère} vue : le genre humain est égale à la reconnaissance de la dignité. Le respect de la diversité signifie reconnaître que l'autre à quelque chose de bon. Et cela nous épargneraient des frustrations. Tout en précision que la tolérance c'est pratiquer sa foi sans pour autant chercher à plaire ou déplaire à qui que ce soit. En outre la chrétienté n'admet pas le mot tolérance.

La famille est le fondement premier du dialogue entre l'Islam, Religion Traditionnelle Africaine (RTA), et le Christianisme car l'éducation famille est le socle d'une bonne cohabitation religieuse. Ainsi que les acteurs politiques qui par ailleurs doivent faire attention à leurs propos tenus en public, leurs rôle dans la cohabitation religieuse est de taille.

Le prophète Mohamed (PSL) s'était réfugié dans un monastère lorsqu'il a été poursuivi par ses détracteurs. Il avait dit : traiter les chrétien avec respect et parler leur de la meilleure manière qui soit. Cela nous renseigne sur la cohabitation religieuse prônée par nos patriarches spirituels dont nous devons suivent l'exemple.

L'ignorance source de tous les conflits interreligieux. Or le brassage interculturel et religieux dans les familles, le dogme de l'unicité en Dieu, et la laïcité de la Nation Sénégalaise sont les trois (3) fondements d'une bonne cohabitation religieuse.

Cependant, la thèse de l'exception Sénégalais en matière du dialogue interreligieux est erronée, car il existe aussi ailleurs en Afrique (Gambie, Mali etc.) une bonne cohabitation religieuse.

En outre, l'existence d'une sécularisation ; renforce le concept Etat-Nation et la démocratie.

Ebauche de Solution : mettre de côté le débat sur les doctrines religieuses mais favoriser plutôt l'affection mutuelle, l'amour, le respect, les valeurs sociale.

Ne pas utiliser la religion comme un moyen pour combattre l'autre. Ne pas discuter sur les dogmes ; et ne pas les remettre en question. S'atteler à construire un Etat-Nation.

Laisser chacun s'exprimer librement dans sa religion et l'accepter au tant que tel (exemple de la viande sacrifié et le porc).

Les populations sont principalement acteurs, il ne faut pas tout attendre de l'Etat ou des autorités.

Au sujet du dialogue interreligieux, le mieux s'est l'observation ; plutôt que parler de dialogue d'acteurs religieux car les religions ne dialogue pas entre elles, elles ont leurs dogmes. Ce sont les gens des religions qui dialoguent.

Crise malienne : origines, développements et répercussions dans la sous-région

Dr. Bakary Sambe, Enseignant-Chercheur Université Gaston Berger, Saint-Louis (Senegal), Senior Fellow, European Foundation for Democracy (Brussels)

La crise malienne est très complexe dans le sens où elle est entourée d'ambiguïtés. Elle a une dimension interne et affecte la souveraineté du Mali dont la cohésion territoriale est menacée mais elle fait aussi planer des inquiétudes sur une bonne partie du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. C'est donc une crise à double facette : une dimension institutionnelle depuis le coup d'Etat ayant provoqué la chute du Président Amadou Toumani Touré aggravée par la prise du Nord du pays par le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA). Mais cette crise est rendue plus difficile à résoudre par la multiplicité des acteurs et des groupes qui y sont impliqués notamment les éléments d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique). Récemment, la naissance du MUJAO (mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) donna au conflit une dimension sous-régionale nourrissant toutes les craintes d'instabilité en Afrique de l'Ouest.

Mais la problématique centrale qui reviendra dans tous les aspects et angles d'approche du conflit reste la viabilité de l'Etat africain ainsi que le choc entre le principe de souveraineté et la transnationalité des acteurs non institutionnels. C'est pour cela, une analyse politique de la situation malienne ne serait complète sans une prise en compte de cette dimension ainsi que des nouvelles interrogations qu'elle repose notamment en termes de sécurité humaine et de prospective sur la stabilité sous régionale.

Après un état des lieux synthétique, un rappel des faits et du contexte socio-politique ayant abouti à un tel drame, nous reviendrons sur les difficultés liées au règlement d'un tel conflit avant de nous pencher sur l'analyse des éventuelles répercussions dans la sous-région.

I- Etat des lieux : Une situation politico-sécuritaire confuse

La crise malienne est marquée par la manière dont l'Etat central a été vite anéanti. C'est le 17 janvier 2012, qu'une rébellion armée a réussi à chasser les forces maliennes du Nord du pays. Un coup d'Etat déposait le président Amadou Toumani Touré (ATT) dès le 22 mars. La conjonction de ces deux événements a enfoncé le Mali dans une profonde crise menaçant les équilibres politiques à l'interne mais aussi la sécurité dans la région. Dès le déclenchement de la crise malienne s'est posée la question d'une intervention armée extérieure avec ses risques et incertitudes. Pour certains analystes, la communauté internationale devait privilégier le dialogue pour une éventuelle sortie de crise. Pour d'autres, il reviendrait à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) de mener une médiation, prenant en compte les équilibres sociaux pour ne pas creuser les divergences de la société malienne. L'objectif premier a d'abord été de crédibiliser les institutions politiques pour une transition pouvant restaurer l'Etat et ses forces de sécurité rudement éprouvées par le coup d'Etat et l'occupation du Nord. Pour une bonne partie des décideurs ouest-africains, des mesures sécuritaires concertées au niveau continental doivent être prises pour que le Nord-Mali ne devienne pas, sous l'effet d'actions de groupes armés ou terroristes, un nouvel épice de la guerre contre le terrorisme.

Le cadre de transition mis en place par la CEDEAO à la suite d'après négociations avec la junte militaire dirigée par le capitaine Amadou Haya Sanogo n'a jusqu'ici permis d'arriver à un ordre politique faisant l'unanimité. Pendant ce temps, la junte militaire commence à s'attirer la sympathie de certaines couches sociales en surfant sur le mécontentement de la population envers le régime d'Amadou Toumani Touré. Même l'actuel Président de transition a du mal à se départir de l'image négative du régime de Touré qui lui colle, paradoxalement, à la peau. En fait, le président intérimaire Dioncounda Traoré, était jusqu'au coup d'Etat de mars dernier, à la tête de l'Assemblée nationale. D'ailleurs, le 21 mai 2012, ce dernier a fait l'objet d'une agression physique, attribuée aux partisans des putschistes dans l'enceinte même du Palais présidentiel sur la colline de Koulouba et fut

transféré en France pour raisons médicales. L'appareil militaire a tellement été déstructuré dans un contexte où, en même temps, les autorités civiles de transition incarnées par le gouvernement du Premier ministre Cheick Modibo Diarra se sont affaiblies. Une telle situation confuse ne permet pas d'envisager une restauration de l'intégrité territoriale par les forces maliennes. Tous les experts militaires de la région s'accordent sur le fait qu'une telle restructuration serait un facteur de risques qui peuvent dépasser le territoire malien pour s'enliser en touchant toute la sous-région et ses fragiles équilibres.

Dans le nord du pays, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), n'a presque plus d'existence politique et est largement dépassé par un groupe armé islamiste, Ançar Dine, sous l'égide d'un nommé Iyad Ag Ghali, un chef touareg voulant se venger de sa marginalisation lors de la constitution du MNLA. Rappelons aussi, paradoxalement, que c'est le Président Amadou Toumani Touré, déchu, qui, en 2009 le nommait vice-consul du Mali à Djeddah. Rappelons qu'Iyad Ag Ghali est un ancien leader de la rébellion touareg au Mali dans les années 90. Il s'est, peu à peu, tourné vers la religion avec une pratique de plus en plus fondamentaliste. Agé d'une cinquantaine d'années, il est issu de la tribu des Iforas, dans la région de Kidal. Il s'appuiera sur des éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) pour prendre la ville de Tombouctou. En s'imposant au Nord, son mouvement, Ançar Dine. Dès le 3 avril l'un des chefs connus d'AQMI, Mokhtar Belmokhtar (dit le borgne) aurait été aperçu dans la ville. Des rumeurs, démenties, à l'époque, par un responsable religieux de Tombouctou, évoquent une rencontre entre les principaux chefs d'AQMI au Sahel (Abou Zeid, Belmokhtar et Yayah Abou Al-Hamman) et les imams des trois grandes mosquées de la ville.

En effet, pour consolider son ancrage, Iyad Ag Ghali s'est vite rapproché des imams de la ville pour leur demander de l'aider à instaurer la charia. La stratégie d'Ançar Dine n'est pas sans rappeler celles des Talibans afghans. Les milices d'Ag Ghali se sont empressés de ramener l'ordre, et avec l'aide d'AQMI, de distribuer des vivres à la population pour paraître comme les nouveaux « sauveurs » d'un Nord du Mali, longtemps victime de marginalisation.

C'est ainsi que le chef d'Ançar Dine a pu établir un pacte, avec une variété d'acteurs armés préexistants : des milices arabes et touareg soutenues, par le passé, par le régime de Bamako et, surtout, avec la nébuleuse Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), auteur de multiples enlèvements et assassinats d'Occidentaux en Mauritanie au Mali et au Niger. En plus des attaques répétées perpétrées contre les armées régulières de la région, les éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique sont notamment impliqués dans les trafics en tous genres et les actes criminels transfrontaliers.

C'est dans ce sens que nombre d'observateurs voient le Nord-Mali comme un vaste espace potentiellement propice à l'accueil de combattants djihadistes de toutes nationalités. Il est vrai que la déliquescence du pouvoir malien après le putsch ayant renversé ATT facilite ce projet. D'autant que l'embargo décidé par la CEDEAO pourrait placer rapidement les forces armées régulières en situation de pénurie, alors que les équipes d'Ançar Dine pourraient bénéficier des filières logistiques d'AQMI pour conserver leur mobilité. Des sources sécuritaires évoquent plusieurs cas d'étrangers, ouest-africains, déjà présent sur les camps d'entraînement djihadistes dans le Nord du Mali. Malgré une certaine accalmie au mois de juillet, l'on semble évoquer, à nouveau, le projet islamiste d'une prise intégrale du Mali. La situation actuelle avec des forces maliennes ayant déserté le Nord reposerait avec acuité la menace AQMI pour des pays limitrophes. Rappelons que durant l'été 2011, des affrontements entre AQMI et des troupes maliennes et mauritaniennes semblaient avoir contraints AQMI à se replier dans ses sanctuaires sahéliens (notamment vers l'Adrar des Iforas). La situation actuelle leur redonne des marges de manœuvres pour frapper en Mauritanie ; un objectif toujours en bonne position dans les actions d'AQMI-Sahel. La prise de l'ensemble du pays par Ançar Dine permettrait à ses alliés de disposer de bases-arrières pour frapper le Sénégal, le Burkina Faso ou la Côte d'Ivoire.

Cette situation confuse qui risque de déstabiliser la sous-région est due à plusieurs facteurs historiques et politiques endogènes qu'il serait important, d'analyser avant d'en arriver aux répercussions imprévisibles.

II - Aux origines de la faiblesse politique de l'Etat malien

Comme tous les pays anciennement colonisés, l'Etat malien a hérité de réalités politiques non favorables à une cohérence de son ensemble territorial. Il faudra y ajouter le facteur ethnique qui n'a pu faciliter l'intégration harmonieuse de toutes les composantes de l'Etat.

a- L'éternelle question nomade :

Le Mali se trouve ainsi confronté au problème de l'homogénéisation que doit imposer la forme politique de l'Etat- Nation, une création conceptuelle de l'Europe du 19^{ème} siècle. Le principe de la construction d'une citoyenneté désincarnée n'a pu fonctionner surtout avec les conséquences des perturbations antérieures (esclavage, colonisation etc) et de la déstructuration socio-économique consécutive aux nouvelles frontières artificielles. A leur indépendance les pays africains ont adopté le principe de « l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ». Dans la manière dont les frontières ont été dessinées, les Etats africains n'avaient donc pas pris en compte la question de la gestion des populations dans leur diversité et leurs différentes réalités socio-politiques. Lorsque, dans les années 70, les séries de sécheresse frappèrent la région sahélienne dont le Mali, les populations des zones les plus exposées à ce fléau se considèrent comme marginalisées et non assistées par l'Etat central.

Au Mali, ce sont les populations dites Touarègues qui se retrouveront dans cette situation. De plus, ces catégories nomades ne s'accommodant pas de frontières « artificielles » se trouvent sur aire de peuplement s'étendant au-delà des limites formelles de l'Etat. Ce facteur de dissémination sur plusieurs Etats voisins n'a pas été pris en compte dans le processus de la mise en place de l'administration centrale du Mali indépendant. En effet, cet état, a, depuis le début péché par l'incapacité d'instaurer un modèle socio-économique capable d'une gestion rationnelle des différences et d'une réponse adéquate aux demandes différenciées des multiples composantes de la population malienne. Les conjonctures de l'économie mondiale conjuguées aux différentes politiques d'ajustement imposées par les bailleurs de fonds ont aggravé cette situation. Déjà, dans les années 60, une vague de contestation avait secoué les régions du Nord peuplées par les Touarègues jouant sur la proximité ethnique avec des populations frontalières comme celles du Niger et de Libye. Ce dernier pays, sous Kadhafi, avait beaucoup encouragé de telles manifestations et revendications irrédentistes. Ces mouvements transfrontaliers ont davantage affaibli les Etats concernés et instauré des zones de non droit échappant aux différents ordres étatiques (Mali, Niger, Mauritanie). Mais la situation du Mali sera rendue plus complexe avec une certaine instabilité politique aux effets sporadiques malgré l'espoir d'une démocratie qui cherche encore ses marques.

b- Mali : Crises et contradictions d'une « démocratie » en gestation :

En 1991, le dictateur Moussa Traoré est évincé du pouvoir par un général du nom d'Amadou Toumani Touré plus connu par ses initiales : ATT. Il sera l'auteur d'une transition démocratique exemplaire sur tout le continent africain. A la suite de cette transition, et des élections auxquelles ATT s'abstint de participer, Alpha Oumar Konaré arrive démocratiquement au pouvoir, effectuera deux mandats avant de quitter, à son tour, la tête de l'Etat de l'Etat malien. Ce fut la période où le Mali figurait sur la liste restreinte des Etats africains démocratiques.

C'est en 2002 qu'ATT revient au pouvoir par la voie des urnes après un retrait volontaire salué, à l'époque, par le monde entier. ATT instaura alors une politique de décentralisation, autonomise un peu plus certaines régions et signa des accords de paix

avec les structures représentatives des populations touarègues. Des contestations persistent et ce, malgré les différents accords, notamment, celui sur l'intégration des « rebelles » touareg qui avaient été désarmés dans un climat de confiance assez satisfaisant pour toutes les parties.

Par la suite, la situation commença à se détériorer et des facteurs exogènes sont venus se greffer aux difficultés politiques internes. Les difficultés liées au contrôle d'un vaste ensemble territorial refont rapidement surface, cette fois-ci aggravées par les désertions de Touaregs antérieurement incorporés dans l'armée malienne.

La guerre de Libye qui éclata dans un contexte de troubles n'arrangera pas les choses si l'on garde présent à l'esprit que la Libye fut toujours considérée comme une zone de refuge naturel pour les combattants du MNLA. C'est d'ailleurs ce qui expliqua l'engagement des éléments Touaregs auprès des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi. Il faut noter, à ce sujet, que le retour des combattants Touaregs au Mali a été interprété par nombre d'analystes comme un signe de faiblesse du pouvoir d'ATT. Mais d'un autre côté, il faut comprendre que le président malien voulait jouer à l'apaisement et de la conciliation. Mais il n'avait pas prévu tous les effets de cette situation où son armée se retrouvera rapidement en face de combattants Touaregs surarmés et mieux équipés. Tous ces éléments viennent s'ajouter à ce qui semble être une mauvaise gestion de la question Touareg notamment l'absence notoire d'investissements publics majeurs dans le Nord (au contraire du Niger par exemple)

A partir de ce moment, s'affiche au grand jour les faiblesses d'une armée malienne « déséquilibrée » : une véritable « armée mexicaine » sous ATT avec, d'une part, une cinquantaine d'officiers généraux embourgeoisés et ignorant les réalités du terrain et de l'autre, des hommes de troupes livrés à eux-mêmes, sous équipés (ou du moins avec des armes inadaptées au vaste territoire).

Voilà qui explique, en grande partie, la déroute militaire face aux rebelles du MNLA. ATT avait-il négligé ces éléments lorsqu'il laissait revenir triomphalement au Mali tous les vétérans de la guerre de Libye alors que, paradoxalement, des pays sahéliens frontaliers de la Libye comme le Niger et le Tchad ont réussi le désarmement des troupes lourdement armées en repli. Toutefois, on pourrait retenir à la décharge de ATT, le contexte de fin de mandat qui expliquerait, peut-être, l'absence évidente de prospective notée. Mais le rôle de l'armée malienne reste la question centrale dans cette crise aux lourdes conséquences et qui n'est qu'à ses débuts.

II - Un conflit aux lourdes conséquences sur la sécurité humaine dans le Sahel

Avec la défaite de l'armée malienne dans le Nord du pays, c'est toute le Sahel qui sera confronté à l'accentuation des menaces en tous genres. Déjà, une immense zone de trafics et de contrebandes s'étendait à partir du Nord Mali pour toucher toute l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Maroc voire l'Égypte. Rappelons l'avion, en provenance d'Amérique du Sud, dénommé, désormais, « Air Cocaine » qui atterrissait sur une piste aménagée au Mali en 2009. Cet événement surprenant remit à l'ordre du jour la question de l'impossible contrôle du territoire malien par l'Etat central. Aussi bien les groupes islamistes que les narcotrafiants trouvent là un no man's land favorable aux trafics, à la prise d'otages et aux entraînements de djihadistes. Pour Hacem Ould Labett dans « *Généalogie de d'Al-Qaida au Maghreb islamique* », la porosité des frontières ajoutée à la coopération entre islamistes radicaux et narcotrafiants aboutira à la naissance d'une « zone grise » dans cette vaste étendue du Sahel. Les faits récents comme le rapt d'otages, les assassinats ainsi que les attentats en Mauritanie montrent déjà une organisation sophistiquée de la part de ces groupes incontrôlés. Pendant ce temps les problèmes liés à la sécurité humaine comme la sécheresse et son corollaire, la crise alimentaire, restent sans solution.

Les observateurs sont unanimes : si cette crise perdure avec une opération militaire à l'issue incertaine on risque d'assister à l'accentuation de la crise alimentaire dans toute la sous-région. A titre d'exemple, l'ONU a estimé récemment que près d'un million de

Sénégalais sont menacés par la crise alimentaire au Sahel. Les réfugiés ont pour le moment convergé vers d'autres pays comme le Niger et la Mauritanie avec les conséquences sur les équilibres politiques des pays respectifs.

On ne peut, pour le moment, mesurer les conséquences du rôle joué par le Sénégal voisin, notamment, avec exfiltration et l'accueil ATT. Avantages ou craintes pour l'axe Bamako-Dakar ? Tout dépendra du sort qui sera réservé, dans la durée, à la Junte militaire.

Sur le plan diplomatique, déjà des « effets indirect » de cette crise du Sahel qui coïncide avec le retour en force de la Côte d'Ivoire sur la scène sous-régionale. En concurrence avec le Sénégal pour le leadership. Ces rivalités qui se dessinent dans le processus de règlement du conflit reposent avec acuité la capacité ou non de la CEDEAO à mener à bien sa mission dans ce conflit multidimensionnel.

a- Crise malienne et enjeux sécuritaires de la radicalisation islamique dans le Sahel

La région du Sahel a la spécificité d'être à la lisière du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne. Elle est naturellement soumise aux influences arabes surtout que par le biais de l'islam, les connexions sont facilitées par un certain nombre de facteurs avec une particulière manipulation du facteur religieux à tous les desseins (Sambe, 2003 : 28). L'illusion longtemps entretenue d'une région subsaharienne en dehors des influences et des courants traversant les mondes arabe et musulman est contredite aussi bien par l'histoire mais aussi les événements auxquels nous assistons depuis la fin de la guerre froide. En fait le Sahara n'a jamais été une barrière infranchissable mais une « mer intérieure qui a toujours invité à passer d'un rivage à un autre », comme disait Henri Labouret.

Lorsque le phénomène AQMI s'est déclaré dans les sociétés maghrébines, il fallait aussitôt s'attendre à son extension au sud du Sahara. S'y ajoute qu'une certaine reconfiguration géopolitique a fait de cette région du Sahel une zone très convoitée aussi bien sur le plan stratégique qu'économique, au regard des richesses minières et énergétiques dont elle regorge. Pour dire qu'une confrontation des intérêts divergents va irrémédiablement y occasionner des troubles. Aussi, la lutte d'influences idéologique sur fond de chocs de modèles religieux va-t-elle s'y accentuer. Les nombreuses alertes sur l'enjeu d'une telle confrontation idéologique n'ont commencé à faire écho qu'avec l'apparition des groupes islamistes radicaux et, surtout, les actions terroristes et les prises d'otages dans cette vaste zone aux frontières poreuses.

2- Au-delà d'AQMI au Mali : un vieux projet de zone wahhabite dans le Sahel

Il y a une véritable stratégie de conquête développée par l'Arabie Saoudite avec la multiplication d'organismes spécialisés financés par elle et qui essaient de coordonner les actions de prédication sous différentes formes. Ces organismes essaient de prendre la forme d'organisations internationales avec une certaine représentativité afin d'acquérir la respectabilité et surtout le statut privilégié des ONG sur la scène internationale où les rapports se privatisent de plus en plus.

Ainsi, des mouvements de différentes natures vont se multiplier et vont s'imposer comme la courroie de transmission de l'idéologie wahhabite surfant sur la contestation de l'islam confrérique ou traditionnel tel que connu dans plusieurs régions du Sahel (Sambe, 2005 : 18).

Les tenants du wahhabisme international ont longtemps travaillé sur un projet de zone d'influence wahhabite en Afrique. Pourtant, les nombreuses alertes n'ont jamais poussé à des mesures préventives face à un phénomène qui inquiète aujourd'hui tous les pays du Sahel. Cette zone d'influence d'un islam radical est clairement identifiable aujourd'hui. Il s'agit de la ligne Erythrée, Khartoum encerclant l'Ethiopie « chrétienne » en passant par Ndjaména et traverserait, les actuelles provinces du Nord Nigeria appliquant la

« *Shari'a* », le Niger et le Mali, sous effervescence islamiste, pour aboutir au Sénégal, seul pays d'Afrique noire ayant accueilli par deux fois le Sommet de l'OCI et siège régional de la Ligue islamique mondiale entre autres. Jusqu'ici, l'action des mouvements islamiques soutenues par des bailleurs du monde arabe se limitait à une concurrence aux Etats dans les domaines de l'Education et des œuvres sociales au regard des difficultés des gouvernements respectifs à satisfaire les besoins des populations.

Mais avec les récents bouleversements dans la sous-région et les conséquences découlant de l'alliance entre les groupes djihadistes (comme AQMI anciennement GSPC) et la nébuleuse Al-Qaeda, ces mouvements commencent à être des sources d'inquiétudes. L'idéologie salafiste et wahhabite avec ses penchants djihadistes et violents étant bien ancrée dans la sous-région, il peut arriver, à tout moment que des éléments incontrôlés passent de la pensée à l'action.

III- Prospective : Au-delà du Mali, les pays du Sahel cibles naturelles du terrorisme

Comme souligné plus haut, AQMI vise à atteindre les intérêts occidentaux dans la zone du Sahel. Le Sénégal qui quelques similitudes avec le Mali, présente une certaine particularité dans ce contexte. Tout en symbolisant la profondeur africaine des pays et organisations arabes et islamiques (OCI, ISESCO, Ligue islamique mondiale, Appel Mondial Islamique, libyen), il demeure un allié traditionnel des puissances occidentales. On pourrait dire la même chose de la Mauritanie, mais aussi du Tchad comme du Niger. Ces pays du Sahel présentent, de ce fait, beaucoup de similitudes avec les pays arabes (Arabie Saoudite, Emirats du Golfe, Maroc, Egypte, Tunisie en pleine transition politique etc.) visés par Al-Qaeda qui les considère comme des « agents » de l'Occident.

De plus, les actes posés, par ces pays, sur le plan diplomatique ne semblent pas accompagnés de dispositions nécessaires sur les plans sécuritaire et du renseignement intérieur et militaire. Il est sûr que la nature des menaces comme celle de l'AQMI et des groupes transnationaux (Constantin, 1994 : 154) avec une nouvelle conception des espaces territoriaux, exige une expertise pluridisciplinaire et non plus seulement sécuritaire.

Cette expertise devra nécessairement prendre en compte, non seulement, les aspects géopolitiques, mais la dimension idéologique et sociologique d'un phénomène multiforme. Il ne semble pas en être le cas, pour le moment, au sein des services de sécurité des pays sahéliens alors qu'on peut s'interroger sur l'existence éventuelle d'un terrain favorable au déploiement de groupes comme l'AQMI. Il y aurait, à notre sens, assez d'éléments pour qu'émergent à tout moment, dans les différents pays sahéliens, **deux types de relais : idéologique** et éventuellement, **opérationnel** et ce, malgré les assurances d'un système confrérique ou d'un islam traditionnel aujourd'hui cible des islamistes (Tombouctou) et qui étaient considérés comme paravents et remparts plus ou moins durable contre la radicalisation.

Les spécialistes français de l'islam africain, sont, pour beaucoup, restés sur une scission binaire du champ religieux sénégalais : un islam confrérique concurrencé ou contesté par des mouvements réformistes proches des Frères Musulmans ou d'obédience salafiste wahhabite d'émanation saoudienne. Sous certains aspects, ils n'ont pas tenu compte de l'évolution de ce champ ainsi que l'interpénétration des courants comme des itinéraires mixtes des acteurs.

Le Sahel : un terrain idéologiquement déjà conquis ?

Selon cette configuration, beaucoup croient encore en un islam confrérique soufi en tant que rempart contre l'extrémisme islamiste. Cette force des confréries, notée dans des pays comme le Sénégal ne fait plus le poids au Mali ou encore au Niger où est implantée l'Université islamique du Sahel sous contrôle idéologique wahhabite.

Il est vrai que des leviers de médiation comme les marabouts, au Sénégal, et autres chefs religieux existent qui limitent l'impact de l'assaut idéologique wahhabite avec ses pétrodollars par le biais du travail social des associations islamiques. Ces dernières

investissent les domaines où se manifestent le plus une carence de l'Etat-providence ; l'éducation et le social. Les ressources financières commencent, certes, à se raréfier suite aux attentats du 11 septembre 2001 et la surveillance accrue doublée d'un gel important des avoirs de certains organismes bailleurs, notamment du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats etc).

Mais on oublie, très souvent, que suite à l'émergence d'une élite arabophone (Niger, Mali, Sénégal, Tchad) issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance, il y a le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères y compris confrériques. Ce mythe s'est érigé en un véritable courant politique captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire djihadisme. S'y ajoute que les déçus du courant confrérique d'obédience soufie, trop marqué par ses accointances répétitives avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant de plus en plus dans l'élite intellectuelle même francophone. Cela aurait conduit, paradoxalement, avec une « élitisation » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie ou au Moyen-Orient (Frères Musulmans en Egypte, Tunisie et récemment au Maroc).

Ce courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (cause palestinienne, anti-américanisme etc). Cette frange est largement renforcée par les laissés pour compte des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées. Ensemble, ils constituent un relais sociologique et idéologique de groupes comme AQMI.

De tels relais existent dans les milieux associatifs islamiques sans surveillance particulière (Mali, Sénégal) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif. De nombreux pays du Sahel souffrent toujours d'une dualité de son système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques ». Cela représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction de l'Etat sous sa forme jacobine.

Les Etats sahéliens ne semblent pas saisir les enjeux d'une telle dynamique et n'ont jamais intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique de sécurité. De temps à autre, ce sont les puissances occidentales alliées qui tirent la sonnette d'alarme. Les experts sont, aujourd'hui, nombreux qui attirent l'attention sur le danger d'un système éducatif dual avec un enseignement institutionnel géré par l'Etat et un autre parallèle qui lui échappe et qui s'ouvre aux influences saoudiennes, iraniennes et récemment turques. Ce fait est non seulement source de troubles à moyen terme mais d'une fracture sociale donnant lieu à des Etats-Nations sans ciment national. La crise malienne a, en fait, soulevé de nombreuses interrogations sur la viabilité des Etats et leur prise en charge des citoyens et de leur sécurité de manière générale.

De ce fait le règlement de la crise malienne est perçu comme une nécessité dans laquelle sont impliqués tous les Etats voisins. Malgré les rivalités diplomatiques et les positionnements en termes de leadership, les Etats de la sous-région semblent se préoccuper d'une sortie de crise rapide et concertée, même si elle est encore problématique.

IV- Le règlement de la crise malienne : l'énigme diplomatique de la CEDEAO ?

Le pouvoir confié à la CEDEAO dans cette crise l'est en vertu du principe de la subsidiarité. En fait, les Organisations Internationales et Régionales sont les premiers responsables de la prévention, du règlement et la gestion des crises et conflits qui interviennent dans leurs zones d'influence conformément à une solide jurisprudence en Afrique de l'Ouest avec l'ECOMOG au Libéria et en Sierra Leone. Mais, il apparaît, dans la gestion de cette crise, le constat général d'un cafouillage ou d'un manque évident de stratégie de la CEDEAO avant et pendant la crise.

Avant la crise : Il n'y a pas eu d'actions préventives à l'appui de l'armée malienne depuis l'incursion des « envahisseurs » alors que la CEDEAO est théoriquement dotée d'une unité d'alerte précoce pour les crises.

Toutefois, on pourrait concéder, à la décharge de la CEDEAO, le fait que le Mali ait tardé (le 3 septembre) à faire appel à une intervention militaire concertée (certainement par orgueil). Encore que cet appel émane de l'autorité de transition et non de la junte militaire plus mitigée sur cette question.

Durant toute la crise, il y a eu de nombreux Sommets tenus au plus haut niveau sans résultats palpables ; constat de l'absence d'une officine pour élaborer des stratégies adéquates au niveau de la CEDEAO.

Des précédents sont là pour illustrer cette absence de stratégie. La question de la reconnaissance de la junte militaire du Capitaine Sanogho reste très problématique. La saisine du Conseil de Sécurité pour faire endosser par la communauté l'intervention militaire programmée montre une l'impréparation notoire. Le dossier sera d'ailleurs renvoyé par le Conseil de Sécurité pour « absence d'une stratégie militaire claire de la CEDEAO ». La question sensible des armes destinées au Mali et détenues dans quelques capitales des pays membres de la CEDEAO. Est-ce une stratégie voulue ou une simple improvisation ? La question de l'implication souhaitée des troupes tchadiennes pour leur connaissance de l'environnement désertique est jusqu'ici très mal gérée par la CEDEAO. Il est à déplorer que le Tchad qui est observateur de la CEDEAO n'ait jamais été impliqué dans les consultations officielles au niveau de l'organisation sous-régionale; d'où son refus actuel de s'impliquer ; signe d'une crise profonde confiance mutuelle.

Le dossier du règlement de la crise malienne est jusqu'ici mal géré sous plusieurs aspects. Néanmoins, la CEDEAO a encore la possibilité de redorer son blason en cas d'intervention militaire réussie. Ce qui reste encore problématique avec le facteur algérien à prendre en compte. Sans l'appui logistique de ce pays, on ne peut garantir la réussite d'une opération militaire dans le Nord du Mali. Rappelons que c'est l'Algérie qui a pu empêcher, pendant des décennies, que Khadhafi s'installe dans le Nord du Mali. On pourrait trouver, néanmoins, des excuses à la CEDEAO, si on tient compte du fait que la récente crise institutionnelle qui a secoué cette organisation a eu un impact négatif sur la gestion de ce dossier. Finalement, c'est, seulement, avec l'appui des partenaires stratégiques (USA, France, ONU, UA et UE), que la CEDEAO pourrait néanmoins s'en sortir et peut-être sauver la face. On est loin de l'épilogue d'une crise multidimensionnelle aux conséquences lourdes de danger pour la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest.

Conclusion

La situation politique et sécuritaire demeure plus que confuse au Mali. Elle est rendue plus complexe par l'imbrication entre une situation politique à Bamako marquée par un certain flou institutionnel et une crise dans le Nord occupé représentant tout de même les deux tiers du territoire malien. Cette crise est, d'une certaine manière, la résultante de la faiblesse politique de l'Etat malien et africain en général. D'aucuns y voient l'expression des contradictions d'une « démocratie » en gestation. Mais cette crise qui perdure a la particularité d'avoir des répercussions sur la sécurité humaine dans tout le Sahel au regard de la porosité des frontières et de la transnationalité des acteurs. Ces derniers éléments semblent en faveur de la propagation du phénomène djihadiste dans le Sahel. La sous-région n'est pas, totalement, à l'abri d'une telle propagation idéologique ; l'opérationnalité étant, elle, une question de circonstances. Combinés aux données stratégiques et à l'aggravation des phénomènes liés au trafic de drogue, à la prise d'otages, ces éléments impliquent une nécessaire prise en compte globale de la problématique « sécurité humaine » dans le Sahel.

Les errements diplomatiques dans la sous-région ajoutés au dysfonctionnement de certains services de renseignements récemment illustrés par le trafic des armes

iraniennes (Sénégal-Gambie) et l'installation d'instructeurs djihadistes étrangers au Nord Mali montrent que les pays du Sahel n'ont qu'une emprise limitée sur l'évolution de la situation. L'ancrage de nombreux Etats sahéliens concernés dans le camp occidental (USA, France) et surtout la présence d'intérêt français importants en Afrique francophone font de la région du Sahel une cible naturelle. Il faudra ajouter à cela, un terrain idéologiquement favorable et des relais non surveillés sur fond de crise économique et sociale que ne manqueraient pas d'exploiter des groupes jihadistes comme AQMI, Ansaru Dine et le tout nouveau mouvement, (MUJAO), le Mouvement unifié pour le Jihad en Afrique de l'Ouest.

Pour toutes ces raisons, nous sommes en présence d'une situation géopolitique qui doit conduire à revisiter les paradigmes sécuritaires et de l'approche de la viabilité des espaces politiques : le choc entre le principe de souveraineté des Etats et la transnationalité d'acteurs défiant toutes les conceptions préétablies de l'Etat-Nation.

Bibliographie indicative :

Al-Bichri, T., 1982 : "*Mouvement national et mouvement islamiste*", Peuples méditerranéens, 21, octobre-décembre 1982

Constantin, F. 1994 : *De l'individu à l'Etat, in Les individus dans la politique internationale*, (sous dir. Michel Girard), p.154

Ngaidé, Abderrahmane., 2008 : *Continuités culturelles et tentatives d'homogénéisation, les périphéries étatiques à l'épreuve du 21^{ème} siècle*, Annales FLSH, n°38B , pp. 221-232.

Otayek, R, 2000 : *Identité et démocratie dans un monde global*, Presse de Sciences Po, p. 164.

Sambe, B, 2003 : *L'islam dans les relations arabo-africaines*,(Thèse de doctorat, IEP Lyon,

Sambe, B, 2005 : *Pour une ré-étude de l'islam au Sud du Sahara*, in Prologues, revue maghrébine du livre, n° 34, Eté 2005

Sambe, B, 2011 : *Islam et diplomatie, la politique africaine du Maroc*, 266 p



COLLOQUE

Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV
« *Religion, paix et développement* »

**13-14 novembre 2012, Fondation Konrad ADENAUER
Dakar SENEGAL**

RAPPORT DE L'ATELIER SUR « LA CRISE MALIENNE »

Président de l'atelier : **Monsieur Alioune DIOP**

Dans l'après-midi du mardi, nous nous sommes retrouvés en groupe pour approfondir cette question à partir de la communication faite par le Dr. Bakary SAMBE

Un rappel historique nous a été fait sur la constitution des différents gouvernements en République du Mali qui ont été souvent hétérogène et non mono ethnique. Dans son approche pour rallier les populations de Tombouctou, ***Iyad AGALI*** a échoué. Il s'est replié sur Gao et Kidal. La chute de l'armée malienne est due au retrait tactique demandé par le Président de la République qui est le Chef suprême des armées.

Les armes récupérées par les rebelles après le repli stratégique de l'armée malienne sont plus importantes que celles ramenées de la Lybie. La place de la France doit être reconsidérée car les déclarations d'indépendance des mouvements du Nord ont été faites sur France 24 et TV5. Le premier embargo de la CEDEAO a été décrié par la population car elle affaiblissait le Sud par rapport au Nord qui avait la possibilité de se ravitailler en armes par l'Algérie, la Mauritanie et le Niger.

ATT a été à l'origine de cette crise parce qu'il a habitué les organisations du Nord à des financements, et lorsque cet argent a été terminé, ils reprenaient les armes. Un rappel sur le contact arabo-africain nous a été fait à la suite de la présentation de la pénétration arabe en Afrique en 252 après l'Hégire. Sur le continent lorsque l'Islam a été présenté, les Africains n'ont pas posé les questions opportunes par rapport aux engagements qu'exigeait cette foi. Des atrocités ont été faites par les musulmans afin de convertir les Africains. Les jihadistes ont détruit les empires en Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est.

Une note forte a été faite pour nous rappeler que la crise au Mali n'est pas une crise malienne mais une crise sous-régionale et transfrontalière.

Sur l'intervention armée les positions étaient différentes. Certains ne sont pas d'accord avec un appui logistique de la France à cette intervention. D'autres appellent à aider le Mali et l'invite à accepter l'aide militaire de ses amis.

Les autorités religieuses se sont de tout temps pleinement engagées dans les questions sociales et aussi dans la crise. Elles ont été les premières à aller voir le capitaine Sanogo pour lui demander quel fût le sens de son action.



Une lecture économique nous a été faite de la crise en affirmant que celui qui contrôle notre économie nous contrôle en rappelant notre monnaie qui est le Franc des Colonies Françaises d'Afrique (CFA). L'affaiblissement de l'Etat sahélien a fragilisé les économies locales ce qui a conduit les populations à accepté toutes formes d'aide

sans comprendre les contreparties que cela leur imposaient.

Un fait historique a été porté à notre connaissance. Depuis le coup d'Etat de 1968, l'armée n'était pas en odeur de sainteté avec la population. L'armée s'est aussi senti trahie par les populations de Gao. Depuis 20 ans, la démocratie a été de façade au Mali. La force d'un Etat ce sont ses renseignements généraux et depuis longtemps ses services sont démembrés sans en refaire un redéploiement stratégique.

La question des minorités ethniques au Mali avait été prise en charge par la loi de la décentralisation.

Questions

Ne devons nous pas approfondir l'étude des Agendas arabes pour l'Afrique et particulièrement les agendas Iranien et Qatari?

Que faut-il à l'armée malienne pour mieux combattre le terrorisme ?

Pourquoi le putsh à quelques jours de l'organisation des élections présidentielles ?

N'est elle pas une crise due à des problématiques de ressources ?

Qu'elle est la part de la crise libyenne, dans le déclenchement de la crise malienne ?

N'est elle pas due à la réactualisation de l'empire mourabique ?

Recommandations

- ✓ Les leaders religieux doivent accompagner leurs fidèles afin qu'ils ne se laissent pas séduire pas les théories « *islamistes* ».
- ✓ Le rôle des leaders religieux doit être revisité afin d'apporter une solution durable non seulement pour le Mali mais aussi pour qu'un tel cas ne se produise plus dans la sous-région.
- ✓ Une union forte des Etats afin de résoudre une fois pour toute le problème malien avec une forte participation de l'Algérie et être même radical s'il le faut.
- ✓ Une rencontre des leaders religieux sous régionaux à Bamako pour traiter de la crise malienne.

Etienne TSHISHIMBI
Membre du comité scientifique de suivi du colloque
interreligieux
Fondation Konrad ADENAUER
Tél : +221774087480
E-mail : mbistef@yahoo.fr

Présentation :

Mouhamadou Barro

**Coordonnateur du Réseau des
Journalistes pour l'Information
Religieuse (REJIR)**

mouhametbarro@yahoo.fr

Colloque

Plaidoyer pour le dialogue interreligieux

« Religion, paix et développement »

13-14 Novembre 2012

Lieu : Fondation Konrad Adenauer Dakar

Panel 2 Géopolitique : Menace islamiste sur le Sahel et le rôle des médias dans le traitement de l'information

Thème: Genèse et évolution du mouvement islamique du Sénégal

Introduction

Le mouvement islamique réformiste est né au Sénégal dans les années 50. Des « arabisants » qui sont revenus pour la plupart, des universités islamiques de Tunis et d'Al Azhar en Egypte, ont jeté les bases d'une nouvelle forme de prédication et d'organisation, inspirée de la mouvance des grands réformistes musulmans. Ce vent du réformisme qui souffle au Sénégal est inspiré par l'association des Oulémas de l'Imam Ben Badis d'Algérie et du mouvement des Frères Musulmans de l'Imam Hassan Al Banna d'Egypte. C'est dans cette dynamique que L'Union Culturelle Musulmane(UCM) a été créé par des lettrés arabisants, formés en grand nombre dans les sciences religieuses.

Cette nouvelle tendance islamique élabore un type de discours de rupture par rapport à un islam traditionnel, incarné par les familles maraboutiques(Tarihas).

Ce souffle de renouveau s'est fondé sur trois objectifs majeurs :

- purifier l'islam des déformations et abus qui l'ont défiguré
- réformer l'enseignement et diffuser la langue arabe
- lutter contre les influences européennes et chrétiennes

Ces lettrés arabisants promeuvent l'enseignement de la langue arabe, le retour à un islam authentique (salafia) qui combat les « déviations » et le traditionalisme ambiant

dans la pratique de la religion. C'est ainsi que le nouveau discours islamique s'est attaqué aux pratiques d'innovation de l'islam(Bida) et même au système d'enseignement traditionnel de l'islam.

Le réformisme que proposent ces lettrés, décline une autre manière de pratiquer l'islam. Les musulmans devraient ainsi s'affranchir de la mainmise du pouvoir maraboutique grâce à la maîtrise des textes islamiques et une approche sans intercession et sans intermédiaire dans la relation avec le Seigneur. Le discours et les actions du mouvement islamique se sont opposés au colonisateur, à l'élite qui allait lui succéder après les indépendances, et aux marabouts. Cet islam militant ou rectificateur, se pose ainsi comme alternative au système confrérique.

L'attractivité du mouvement réformiste a été renforcée dans la fin des années 70 par la réussite de la révolution islamique Iranienne(1979). Le mouvement islamique qui est élitiste dès ses premières heures, s'est inscrit dans une dynamique de massification dans les années 80 avec une base associative islamique qui s'élargie dans tout le pays et intègre toutes les catégories sociales.

Au début des années 80, le pays est en effet secoué par des crises multiformes (sécheresse, crise de l'éducation, élections présidentielles contestées) etc... qui ont eu des conséquences désastreuses sur le plan économique et social. C'est ainsi que le « réveil islamique » a vu le jour au Sénégal dans un contexte de faillite de l'Etat social et des nombreuses privations provoquées par les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) initiées par les institutions de bretton woods (la Banque Mondiale et le FMI (Fonds Monétaire International)).

Dans les années 1980 et 1990, la thématique de « l'état islamique » était au centre des revendications politique du mouvement islamique Sénégalais. Cette revendication qui était la principale source de mobilisation, à côté de celle de la question Palestinienne, a été laissée en rade au fil du temps au profit d'un discours plus réaliste et adapté au nouveau contexte géopolitique.



Le mouvement islamique s'est aussi illustré dans le combat contre la laïcité de l'Etat. La création du Groupe d'Initiative pour le Référendum sur l'Application de la Loi Islamique au Sénégal (GIPRALIS), est une preuve évidente de l'engagement des acteurs islamique pour ce combat. L'objectif principal du (GIPRALIS) était en effet de lutter contre le caractère laïc de la constitution du Sénégal. Pour rappel le Président Abdoulaye avait décidé de satisfaire cette revendication du GIPRALIS avant de se rétracter finalement à cause de la

levée de bouclier de certaines forces sociales et politiques. C'est dans cette dynamique qu'il faut aussi inscrire la mise sur pied en 2002-2003, du Comité Islamique pour la Réforme du Code de la Famille au Sénégal (CIRCOFS). Ce Comité, dirigé par l'ancien leader marxiste du PLP (Parti pour la Libération du peuple), Maître Babacar Niang, existe en réalité depuis 1996. C'est un comité spécial crée par le collectif des associations islamiques du Sénégal qui a bénéficié du soutien des confréries.

Le but du Comité est de rédiger un code alternatif à celui de 1972 et qui soit plus islamique. Ce projet de nouveau code est présenté en octobre 2002 lors d'une conférence. Il a été envoyé à toutes les autorités du pays (le Président, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, les Ministres, les Députés et Groupes parlementaires). Le CIRCOFS a milité pour l'adoption de ce nouveau code, véritablement islamique qui ne régirait que les musulmans. Les autres communautés religieuses devront décider entre eux, s'ils veulent continuer à être régi par le code existant ou par un nouveau texte plus respectueux de leurs convictions.

Le mouvement islamique sénégalais a connu depuis sa naissance des mutations profondes, aussi bien sur le discours que sur les méthodes d'actions. Ce mouvement qui a toujours gardé ses liens avec les courants étrangers, a développé ces dernières années un nouveau type de discours qui intègre, l'héritage des figures historiques musulmanes. Le mouvement islamique s'est beaucoup accommodé avec le nouveau contexte national et international même si certaines tendances vivent encore dans la marginalité.

I - LES TENDANCES DU MOUVEMENT ISLAMIQUE

Loin de se présenter sous un seul visage, le mouvement sénégalais est partagé entre plusieurs tendances. Les divergences idéologiques et de méthode d'action existent entre ces tendances même si elles partagent toutes la même source d'inspiration qu'est le coran et la tradition du prophète Mouhamet.

Ainsi, pour bien appréhender le mouvement islamique sénégalais, il est nécessaire de le configurer avec ses différentes tendances.

1 - La tendance globalisante.

Elle part du principe que l'islam est une religion qui embrasse toutes les dimensions de la vie. Elle considère que son action doit être multidimensionnelle et doit par conséquent prendre en charge les aspirations du peuple. Cette tendance intègre la dimension évolutive des relations sociales(Ijtihad), contrairement au dogme qui demeure interchangeable.

Union Culturelle Musulmane UCM :

L'UCM est créée le 06 septembre 1953 sous l'impulsion de Cheikh Touré avec un petit groupe de militant de la même mouvance. L'UCM inscrit son action sur trois axes essentiels : celui de la lutte pour la promotion de la langue arabe, la relecture et de l'enseignement rénové de l'Islam(Ijtihad), celui de la lutte pour l'indépendance. A sa création, l'UCM était plus anticolonialiste que sounite. L'action de l'UCM était surtout dirigée contre les colons et leurs alliés au premier rang desquels, les confréries...L'UCM a été le premier à réclamer l'indépendance avec le Parti Africain pour l'Indépendance (PAI), et ce, dès 1957.

Cheikh Touré fut le fondateur et l'idéologue de l'UCM, il est né en 1925 à Fass Touré, célèbre foyer islamique. C'est dans ce milieu confrérique conservateur qu'il fut été élevé par son oncle, le réputé Serigne Hady Touré, un fidèle compagnon de El hadj Malick Sy. Il a fréquenté l'Institut des Etudes Islamiques de Boutlimit, en Mauritanie en 1949. En 1952, il se rend à l'Institut Ben Badis de Constantine en Algérie, c'est là où il s'imprègne de la pensée réformatrice et de l'action du Front de libération nationale (FLN) ». Inspiré par

le modèle organisationnel du mouvement islamique algérien de la « Jama'atoul -Ulama » il quitte ce pays dès 1953, sous la pression coloniale et crée l'UCM.

Sur le plan politique l'UCM était proche des idéaux de l'ancien président du conseil Mamadou Dia. La prise de position de l'UCM lors de la crise politique qui a opposé Mamadou Dia au président Senghor en décembre 1962 était un secret de polichinelle. Le président Senghor qui n'a jamais pardonné à l'UCM sa proximité avec Mamadou Dia, déclenche les hostilités contre son président Cheikh Touré. Dans son combat contre l'UCM, le président Senghor a été renforcé par certains marabouts influents qui se sont opposés ouvertement au projet de Cheikh Touré. Des membres de l'UCM qui ont choisi le camp de Senghor décident en effet de défendre au sein de l'organisation ses idéaux et ses mots d'ordre. Cette campagne de caporalisation de l'UCM planifiée par Senghor a finalement provoqué l'implosion de la structure. La rupture fut consommée quand cette tendance favorable à Senghor a décidé d'organiser en Juillet 1977 la semaine culturelle en hommage à Cheikh Ahmadou Bamba. La branche radicale qui a soutenu qu'il ne fallait pas favoriser une famille religieuse au détriment d'une autre au sein de l'UCM, a décidé de s'opposer à l'organisation de cette manifestation. Un autre événement est venu accentuer les divergences internes, il s'agit de la décision de participer à la célébration du 70e anniversaire du président Senghor. Le groupe qui a considéré que cette nouvelle démarche était contraire à la philosophie qui a fondé la création de la structure, a décidé de quitter définitivement l'UCM en 1977 pour créer la Jamatou Ibadou Rahmane.

L'UCM continue tout de même d'exister et de collaborer avec les tenants du pouvoir. Ses dirigeants qui sont beaucoup plus proche des familles religieuses du Sénégal, inscrivent leur action uniquement dans le domaine culturel. L'UCM est dirigé actuellement par Mourchid Iyane Thiam, très proche de la famille Omarienne et président de la commission nationale pour le croissant lunaire.

La Jama'atou Ibadou Rahmane

Jama'atou Ibadou Rahmane (JIR), expression coranique signifiant littéralement « communauté des serviteurs du Tout Miséricordieux » est une association Islamique créée le 30 janvier 1979 à Thiès et reconnue par le récépissé 3470 DAGAT du Ministère de l'Intérieur de la République du Sénégal. La JIR a son siège social national au centre Islamique BILAL de Thiès.

L'orientation générale de la JIR est de « Se conformer partout et toujours au Coran et à la Sunna, ainsi qu'à l'ensemble des sources juridiques adoptées par les rites sounites ».

Son objectif général est de « Contribuer à l'instauration d'une société véritablement islamique au Sénégal »

La JIR fonde son action sur cinq (5) principes directeurs :

Ar Rabbaniyya,

C'est l'attitude du croyant (ou du groupe) à situer toutes ses actions en lien permanent avec le souvenir des recommandations divines. Ce qui signifie la conformité des finalités, objectifs, références et moyens de la JIR aux enseignements divins.

As Shumulia,

Il suggère que l'islam est une conception globale qu'il faut prendre dans sa globalité ; Dieu ne peut être exclu des quatre domaines sur lesquels repose la religion musulmane : le dogme, les cultes, les relations sociales et la morale.

□ As Shura,

C'est ce mécanisme que le Coran et la Sunna mettent à la disposition des musulmans pour gérer leurs affaires, tout en laissant les formes de son actualisation à leur appréciation. Ainsi, au sein de la JIR, le choix des hommes (dirigeants, responsables,..) et les prises de décisions font l'objet d'une Shura (concertation) à l'occasion des instances régulières du mouvement (Congrès, Majlis Shura, Réunions de Bureau...)

Al Marhaliyya,

Qui veut que les choses se réalisent étape par étape, car tout ne peut se faire d'un seul coup ! Donc la JIR, consciente de l'impossibilité d'asseoir dans l'immédiat cette société véritablement Islamique qu'elle veut au Sénégal, consacre toutes ses actions, toutes ses forces aux exigences de chaque étape, aux priorités de chaque moment.

Al Wassatiya wat Tawazoun,

Qui est ce désir que l'islam a toujours eu pour l'équilibre et le juste milieu. En fait, l'islam est cette religion qui a libéré l'homme d'une part de la servitude et des contraintes excessives et d'autre part des turpitudes de la vie et de l'emprise débordante des passions. Cela pour un épanouissement global de l'être dans sa totalité. Il s'agit donc pour « l'Ibadou » de réaliser l'harmonie requise entre la foi qui gouverne sa vie spirituelle et morale, et les réalités de cette vie sociale, qu'il mène au sein de sa famille, au sein de son mouvement et au sein de la société. Et c'est ainsi que les fondateurs de la JIR présentent leur association: « Jamaatou signifie groupe de personnes; Ibadou est le pluriel de abdou, c'est-à-dire serviteur, Arrahmane signifie le Miséricordieux absolu, un des noms-attributs de Dieu. Jammato Ibadou Arrahmane veut donc dire: un groupe d'individus reconnaissant la suprématie de leur créateur et désireux de figurer parmi ses véritables serviteurs ». Avec eux, il n'est plus seulement question de retourner à l'islam authentique et de vivre à l'image des pieux devanciers, mais l'heure est venue de s'engager dans les affaires du monde, de fonder une société islamique.

A ses débuts et jusque dans les années 90, la JIR était particulièrement bien implantée dans les milieux scolaires et universitaires. Elle a aussi réalisé une percée incontestable dans les milieux intellectuels de la classe moyenne pieuse.

La JIR bannit toute forme de violence comme méthode d'action, elle promeut la dynamique de la wassatiya (juste milieu). La JIR et le RIS AL wahda sont membres de la structure internationale qui prône la wassatiya comme méthode de prédication. Cette structure est dirigée par l'érudit Youssouf Gardhawi.

Le Rassemblement Islamique du Sénégal (RIS ALWAHDA)

Créé les 11 et 12 avril 2009, le Rassemblement Islamique du Sénégal (RIS-Alwahda) est un mouvement qui regroupe des organisations islamiques qui ont une longue expérience de terrain au niveau national. Le RIS est né dans un contexte particulier caractérisé par une dispersion des forces islamiques. Il regroupe en son sein des organisations sounites et celles proches des autres familles religieuses du Sénégal. Le RIS qui considère que le projet du mouvement islamique ne saurait exclure les tarihas, a développé un nouveau

type de discours islamique qui s'inspire aussi de la pensée et de héritage des figures islamiques comme Cheikh Ahmadou Bamba, El Hadj Malick Sy, Cheikh Omar Foutiyou et des Imams du Fouta.

Les missions essentielles du Rassemblement Islamique du Sénégal sont de :

- 1-Promouvoir la saine pratique de l'Islam
- 2-Créer et développer une forte conscience islamique ;
- 3-Créer un cadre unifié fort et représentatif ;
- 4-Répondre aux aspirations légitimes des populations.

Le Rassemblement Islamique du Sénégal intervient dans plusieurs domaines à travers des structures spécialisées :

- Le groupe MECIS Millenium compagnie Islamique du Sénégal qui développe une expérience novatrice dans la promotion de la finance islamique et du développement durable au Sénégal et en Afrique. La structure finance des micros projets de développement et encadre des initiatives privées. L'Association des Elèves et Etudiants Musulmans du Sénégal(AEEMS), membre fondateur du RIS al Wahda, est pionnier de la finance islamique au Sénégal, il développe cette expérience dans ce domaine depuis 2002.

- Le Réseau Femme Active (REFAC) est engagé dans la lutte contre la féminisation de la pauvreté par le renforcement des capacités des femmes sénégalaises en général et en particulier la femme rurale. Il s'active aussi dans la défense des droits des femmes. Le REFAC s'est investi depuis sa création, dans le financement des micros projets de femme, dans les programmes de renforcement de capacité et la sensibilisation contre les maladies et les fléaux sociaux.

Dans le domaine social le RIS Alwahda a initié plusieurs actions et projets pour appuyer les couches de la population les plus vulnérables. Plusieurs dizaines de millions ont été investi pour l'achat de matériels médicaux pour les structures de santé, l'organisation de campagnes de consultations médicales gratuites et des dons de médicaments, l'achat de moulins à mil et le fonçage de puits pour l'allégement des travaux des populations rurales.

Dans le domaine de l'Appui à la petite enfance, le RIS Alwahda a initié depuis des années un système efficace d'encadrement et d'éducation citoyenne. Les activités annuelles de colonies de vacance qui sont organisées chaque année à travers le Sénégal.

Le Ris Alwahda regroupe les élèves et les étudiants regroupés autour de

L'Association des Elèves et Etudiants Musulmans du Sénégal (A AEEMS).

Depuis 1993, l'AEEMS demeure très actif dans la promotion de l'excellence et le développement harmonieux de la jeunesse. La structure s'est imposée comme l'un des acteurs incontournable dans le tissu associatif sénégalais. En effet, les années d'expériences ajoutées au nombre sans cesse croissant de ses adhérents font d'elle une structure mature qui joue de grands rôles. L'A.E.E.M.S s'est massifiée, s'installant progressivement dans toutes les régions du pays. En effet, dans chaque département,

des sections ont été créées qui regroupent les sous sections présentes dans les différents établissements scolaires. Des sections universitaires organisent le travail dans les universités et centres universitaires, alors que les groupements de professionnels se chargent de l'accompagnement des sections dans l'animation des structures. Au niveau international, des sections ont été mises en place dans les pays à forte présence d'étudiants sénégalais (France, USA...).

L'AEEMS contrôle la gestion de la grande mosquée de l'Université Gaston Berger. Des thématiques sur l'islam et les questions d'actualité y sont traitées chaque pendant la prière du vendredi. Créée officiellement par la loi n° 90-03 du 2 janvier 1990, l'UGB accueille sa première cohorte d'étudiants (600) le 17 décembre 1990. Déjà au début de l'année 1991 un groupe de jeunes étudiants ont érigé une mosquée de fortune (en paille) pour y prier les vendredis. C'est seulement en 2000 sous le magistère du ministre de l'enseignement supérieur Madior Diouf que l'autorisation de construire de la mosquée a été délivré. Il est a signalé que le régime du Parti Socialiste(PS) s'est toujours opposé à l'érection d'une mosquée à l'UGB pour ne pas reproduire l'expérience de la mosquée de l'UCAD qu'il considère comme un haut lieu de propagation de l'islamisme. C'est en 2005 que la mosquée l'UGB est construite en dur grâce à un financement de l'ONG islamique Al Hanafia basée à Louga. La mosquée sera inaugurée en 2007. L'AEEMS a fait face à une forte résistance de la communauté estudiantine de la confrérie Tidiane qui ne voulait pas que le contrôle de la mosquée ne lui échappe.

Le RIS Alwahda est engagé pour un islam du juste milieu qui combat toute forme de pratique de la violence. La structure s'implique dans le débat politique et citoyen et inscrit son action dans le respect des règles démocratiques. L'AEEMS participe depuis 2000 dans les élections au Sénégal soit en tant que souteneur, ou en coalition avec l'opposition. Depuis sa création, le RIS Alwahda s'inscrit dans une même dynamique de contre-pouvoir. Lors des élections de 2012 le Ris Alwahda a voté contre le régime d'Abdoulaye Wade, avant de se coaliser avec le MRDS lors des élections législatives.

L'Association des Etudiants Musulmans de Dakar AEEMUD

L'Association des Etudiants Musulmans de Dakar (AEMUD) est créée en Mai 1984 sous l'impulsion de la Jama'atou Ibadou Rahmane. Très rapidement la jeune association prend de l'ampleur et décide de son indépendance vis-à-vis de la JIR.

En 1986, l'Association des Elèves Musulmans de Dakar (AEMD) fut créée. Une fusion entre ces deux structures (protocole d'accord du 17 juillet 1997) a donné naissance à la Fédération Islamique des Elèves et Etudiants de Dakar (FIEED), dont l'AEMUD est la section universitaire et l'AEMD est la section scolaire. La FIEED a été formalisée le 13 Mars 2005.

L'AEMUD érige la mosquée de l'UCAD en (1987), elle contrôle aussi la mosquée de l'ESP qui n'est pas encore construite en dur. La structure édite le journal « L'ETUDIANT MUSULMAN » depuis 1988. Les thèmes développés dans les sermons de la prière du vendredi prennent en charge les questions islamiques et l'actualité.

Les principes de base de l'AEMUD sont les enseignements du Coran et de la sunna du prophète. A cet effet, l'Assemblée Générale annuelle de l'AEMUD du 05 Mai 1991 a adopté la ligne de conduite des Ahloul Sounnah wal jama'a et la ligne du juste milieu.

Le Mouvement de la Réforme pour le Développement Social (MRDS)

Le MRDS est né en Octobre 2000. Le MRDS a été créé par des acteurs issus des organisations du mouvement islamique surtout des anciens de l'AEMUD et des dissidents de la JIR. Le MRDS qui se refuse d'être officiellement un parti islamique, recrute principalement dans le milieu sounite même s'il gagne de plus en plus le cœur de militants issus des autres familles religieuses du pays. Le discours du parti prend en compte toutes les préoccupations des populations mais avec une forte coloration morale et religieuse. Le parti est présent à l'assemblée depuis 2002. Le MRDS est membre de la coalition Macky 2012, le MRDS a fait tout de même cavalier seul aux dernières élections législatives de 2012 et se retrouve avec deux(2) députés à l'assemblée nationale. Imam Mbaye Niang a préféré démissionner de son poste de ministre conseiller chargé des affaires religieuses pour, dit-il mieux prendre en charge les préoccupations des populations au parlement. Les résultats honorables obtenus par le MRDS lors de ces élections législatives ont été favorisés par l'implication du RIS Alwahda et des personnalités religieuses comme le prédicateur Oustaz Alioune Sall de Sud Fm.

La trajectoire de l'Imam Mbaye Niang

Il est coordonnateur du parti depuis sa création. Il est né en 1954 dans une famille mouride et fait ses études primaires dans une école arabe de Diourbel puis il est parti au Maroc pour des études secondaires scientifiques. Parallèlement à ses études, il apprenait le Coran et le droit musulman. A son retour au Sénégal, il travaille à partir de 1980 comme cadre technique de maintenance à l'Asecna (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne), où il officie aussi en tant qu'Imam de la Mosquée inachevée ou mosquée de l'Aéroport. Cette mosquée était jusqu'à la fin année 90, un haut lieu de rassemblement et de débat des acteurs du mouvement islamique. Les conférences qui y étaient organisées pendant les mois de ramadan réunissaient l'ensemble des composantes du mouvement qui venaient de toutes les régions du pays. Les services de renseignements de la police surveillaient de près ce qui faisait dans ce lieu de culte. Imam Mbaye Niang a été convoqué à deux reprises à la Division des Investigations Criminelles (DIC) suite à ses discours en 1994 contre la laïcité et en 1998 contre la planification imposée par les bailleurs. Il est l'un des membres fondateurs du CIRCOFS et président du Comité de suivi pour l'instauration du projet de statut personnel.

La tendance des « frères musulmans »

La confrérie des frères musulmans a toujours eu comme objectif, l'internationalisation de sa pensée et de son organisation. Au Sénégal, bon nombre d'acteurs épousent l'idéologie de l'association des frères musulmans. Ces derniers qui sont liés organisationnellement à cette tendance mènent diverses activités sur le terrain et se massifient de plus en plus. Cette tendance comme partout où elle existe dans le monde, s'identifie par l'allégeance de ses membres à la ligne et aux méthodes de prédication de la confrérie mais aussi à leur attachement, au programme continu d'éducation spirituelle de la confrérie. Cette tendance qui rejette l'utilisation de la violence comme méthode de prédication au Sénégal, participe à la vie sociale et politique du pays.

La tendance shiite

L'épopée de Ahmath Khalifa Niass

Le chiisme a connu un regain d'intérêt au Sénégal avec la Révolution Islamique d'Iran sous la direction de l'Imam Khomeiny en 1979. Dès 1979, Ahmed Khalifa Niass, marabout de la branche Niassène des Tidiane voulut suivre cet exemple et soulever les

forces musulmanes contre le gouvernement. Au début de l'année 1979, il lança une revue mensuelle luxueuse, « Allahou Akbar » (Dieu est grand). Le premier numéro portait un titre évocateur : « Pour ou contre la république islamique au Sénégal ». Quelques mois plus tard, il tente de créer un parti, le Hizboulahi (Le parti de Dieu) qui sera interdit. Il crée un éphémère Front Islamique de Libération qui se fixait pour objectif « de renverser les gouvernants par la violence et d'instaurer au Sénégal, une république islamique calquée sur le modèle iranien ». Menacé d'arrestation, il se réfugie d'abord à Paris puis accueilli par la Libye de Khadafi qui ambitionnait de réunir sous sa bannière, les pays musulmans sahéliens. Mais une telle stratégie mettait en cause l'unité nationale de plusieurs pays riverains du Sahara. Le 1^{er} juillet 1980, on apprit que le gouvernement de Dakar rompait ses relations diplomatiques avec Libye « à la suite de la plainte de dix-sept de ses ressortissants, recrutés par l'intermédiaire d'un 'marabout' sénégalais, M. Ahmed Niasse, surnommé l'Ayatollah de Kaolack et forcé de participer contre leur gré à un entraînement militaire libyen visant à les transformer en militants subversifs. Ces citoyens sénégalais s'étaient enfuis d'un camp d'entraînement et réfugiés à l'ambassade de leur pays, d'où la Libye ne les autorisait pas à sortir pour regagner Dakar. A l'occasion de cet événement, le Président Senghor a accusé Tripoli de mettre sur pied une armée de cinq mille hommes destinés à déstabiliser divers pays, dont le sien. Ensuite c'était le gouvernement gambien qui rompait à son tour ses relations diplomatiques avec la Libye. En outre, la Mauritanie dénonçait un complot libyen sur son territoire et expulsait les diplomates de Tripoli ainsi qu'Ahmed Niasse, lieutenant de Khadafi, en décembre 1980 ». On arrêta ce dernier en avril 1981, au Niger -alors qu'il revenait du Nigeria- sous l'inculpation d'actions subversives en Afrique de l'Ouest. Il est emprisonné pendant plusieurs mois. Libéré contre la promesse d'arrêter toute action subversive, Ahmed Khalifa Niasse reste pourtant au centre de l'attention publique : « en Mai 1982, lors de la visite du président F. Mitterrand au Sénégal, Ahmed K. Niass brûle le drapeau français en plein centre de Dakar pour protester contre la présence de « troupes d'occupation » françaises au Sénégal ». La conférence de presse qu'il avait organisée dans une salle décorée de banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Hier l'Iran, aujourd'hui le Sénégal. L'islam vaincra » est interdite et il est de nouveau arrêté avec trois de ses frères.

L'Association pour le développement humain durable Ali Yacine

La communauté chiite du Sénégal est polycéphale, en plus de la communauté chiite libanaise qui a, à sa tête un cheikh, Cheikh Abdul Monem Zein par ailleurs patron de l'Institut islamique sociale et Khalifatoul Ahlou Baity Rassoul (Khalife de la famille du prophète Mohamed SAWS) au Sénégal. La Communauté Chiite Sénégalaise est disséminée dans l'ensemble du territoire national du pays. Elle est plus présente dans les Régions de Dakar, Thiès, Kaolack, Kolda, Ziguinchor. La plupart d'entre eux imite les Source de Références d'Iran et d'Irak. Ils sont présents dans tous les secteurs de la vie particulièrement dans l'éducation et le commerce. Ils sont également dans des projets de développement.

L'Association pour le développement humain durable Ali Yacine dirigé par Cherif Mballo organise chaque année à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Fatima Zahra des journées de consultations médicales gratuites. La structure travaille en étroite collaboration avec tous les services de l'Etat et entretient des relations fraternelles avec toutes les autres communautés musulmanes et des autres religions. A l'université, les étudiants chiites n'ont pas pu s'épanouir même si l'imam était un des leurs. Ce dernier et ses camarades ont été exclus de la direction de la mosquée du campus en septembre

1989. En fin de compte, cette première communauté chiite universitaire s'est dispersée à cause d'une campagne menée contre elle par la communauté sounite.

En ce qui concerne la communauté libanaise au Sénégal, elle ne joue pas un rôle conséquent dans la diffusion de la pensée chiite à côté de leurs activités commerciales. Leur présence au Sénégal, prend ses racines pendant la colonisation. Ils étaient les supplétifs du colon français dans le commerce de l'arachide ou de la cire. En fait, pour empêcher l'émergence d'une classe moyenne, le colon français les avait fait venir afin qu'ils servent de couche tampon entre lui et les autochtones.

Il y a aussi la communauté Mozdahir composé de disciple sénégalais et africain, dirigé par le cherif Mouhamed Ali Aidara. Cette communauté qui investit beaucoup dans le social est présente surtout dans les localités comme Dakar, Dahra Diollof, Kolda, Ziguinchor, le Saloum et Vélingara où on retrouve le projet pilote Institut Mozdahir International(IMI). Cette organisation s'active dans les domaines de l'éducation de la santé et du développement en général.

2- La tendance salafite

Pour mieux comprendre cette tendance il est utile de revisiter l'école de pensée qui est à la base de sa création.

Les Hanbalites, rite ultra-orthodoxe, qui a accouché au XVIII^e siècle d'une école : le wahabisme que l'on retrouve principalement en Arabie Saoudite et dans la péninsule arabique. D'ailleurs leur première action a été de raser les tombes du Prophète et de sa petite fille Zahra, les jugeant non conforme à l'idée qu'ils se faisaient de la religion. Contrairement aux Malékites qui sont principalement au Maghreb (Maroc, Algérie Tunisie). Rite orthodoxe, mais qui a laissé prospérer l'Islam des Saints (Marabouts). Ces écoles se reconnaissent mutuellement et officiellement constituant ainsi le Sunnisme.

Le wahhabisme a été fondé dans la péninsule Arabique, au XVIII^e siècle, par Muhammad ibn Abd al-Wahhab. Il représente un courant traditionnel qui se distingue par une lecture littérale de l'islam et par son aspect rigoriste et puritain. Il condamne en particulier toute innovation par rapport à l'enseignement originel de l'islam et considère que l'Etat doit fonctionner exclusivement selon la loi religieuse. Le pacte entre Ibn Abd al-Wahhab et Ibn Séoud, le fondateur de l'Arabie saoudite, fera de ce pays le berceau du wahhabisme. Le wahabisme, secte salafite a réussi, depuis trente ans à coup de centaines de millions de pétrodollars à s'imposer et propager sa vision d'un islam puritain. Pour mémoire : Oussama Ben Laden, était un pur produit du whabisme.

Au Sénégal, la tendance salafite à son origine a été incarnée par le mouvement Al Falah qui refuse toute incursion dans le domaine politique et serait fermée à toute alternance dans sa direction. Malgré son ancienneté - parce qu'il est virtuellement né en 1946 avec Mamadou BA Djéoul bien que sa création officielle date de 1975 sous la dénomination de mouvement Al Falah pour la culture et l'éducation Islamique As Salafiya -, ses réussites sur le plan de l'assainissement des mœurs et la clarification du dogme musulman, ce mouvement a beaucoup recruté dans les milieux de commerçants (surtout pular et soninké), d'arabisants formés dans ses écoles.

Le salafisme, né à la fin du XIX^e siècle, est un courant très proche du wahhabisme, auquel il peut pratiquement être assimilé dans sa version la plus conservatrice. La principale divergence entre les deux écoles porte sur le thème de l'Etat islamique: le

wahhabisme se satisfait d'un dirigeant local - un roi, par exemple - s'il respecte et fait respecter la charia, tandis que le salafisme souhaite revenir au califat pour l'ensemble des croyants, même si la plupart d'entre eux acceptent l'idée d'un émir local pour quelque temps. Il tire son nom du mot salaf, qui désigne le premier compagnon du Prophète. **Dans les années 1980 naît dans les camps de Peshawar, au Pakistan, sur fond de guerre en Afghanistan, le «salafisme jihadiste», une version radicale qui va séduire de nombreux jeunes musulmans, y compris en Europe. Les salafistes appellent surtout à purifier l'islam de toute trace culturelle étrangère.**

Le salafisme a connu son plein essor au Sénégal avec le discours d'Ahmet Lo mais avant lui il y a eu l'influence de l'enseignement d'Alioune Gueye. Les premiers recrutements de cette tendance ont été effectués dans le groupe appelé jadis "indépendantiste". Il s'agit pour la plupart des jeunes isolés surtout dans la banlieue de Dakar et qui considéraient désormais les mouvements ou associations islamiques dont ils sont issus, comme des innovations en islam. Ce phénomène de repli et de regroupement a été constaté après le retour au Sénégal de Alioune Guèye.

Alioune Guèye et le salafisme

Alioune Gueye est né le 22 Octobre 1967 à Rufisque il eut une maîtrise en science des hadiths à l'Université de Médine en 1992. Il était versé dans les sciences islamiques. Il était un spécialiste du Hadith et s'est illustré par son exigence pour les références (daliil) islamiques. Alioune Guèye qui était un excellent communicateur a grandement participé à propager le salafisme au Sénégal. Il anima plusieurs émissions islamiques à la radio dounya (tafsir al Quran al karim, Minhajou Sounna an-nabawi, mourtada-islamiya) où il fut directeur des émissions islamiques 1995-97. Il faisait le tour des quartiers et des régions pour donner des cours islamiques. Il s'était illustré dans l'enseignement du livre « Boulough Al Marram » qui compile des hadiths authentiques du prophète Mouhamet. Alioune Gueye fut membre de l'association des Imams et Oulémas du Sénégal (1997), membre de la commission nationale pour le croissant lunaire (1998), fondateur d'une école pour enfant Daral Hadith (1998). Son influence était réelle surtout dans la banlieue de Dakar. Cet infatigable prêcheur décéda le 23 avril 2001.

Ahmet Lo et le salafisme

Originaire du Baol, précisément à Ndam, il est de la famille maraboutique de Touba de par sa mère (son père est aussi un proche compagnon de Serigne Touba). Né en 1955 dans la capitale du Mouridisme, Ahmet Lô est titulaire d'un doctorat d'Etat après un séjour de 17 ans en Arabie Saoudite. Après le baccalauréat, il quitte le Sénégal pour la Mecque en 1983/84. Il obtient sa maîtrise puis son magister (équivalent de doctorat troisième cycle) et son doctorat d'Etat successivement en 1988, 1993 et 1996.

En 1997, il décide de revenir au Sénégal et crée l'école supérieure africaine d'études islamiques située à Pikine. Ce maître à penser du salafisme dans sa version saoudienne a ouvert cette faculté de théologie en 2004. L'ouverture de cette faculté participe à la vulgarisation rapide du salafisme au Sénégal surtout dans la frange jeune. Son enseignement a aussi beaucoup influencé le discours des actuels imams et responsables de la mosquée de l'université de Dakar qui sont pour la plupart ses disciples.

Il s'investit dans le social grâce à l'appui financier qu'il reçoit de l'Arabie Saoudite. Il a même récemment créé un fond pour la zakat qui commence à développer des activités

de soutien aux couches vulnérables. Il offre chaque année des centaines de billet pour le pèlerinage de la Mecque. Il est le principal partenaire non étatique des autorités Saoudiennes au Sénégal. Le numéro 2 de l'ambassade d'Arabie Saoudite était présent lors de l'inauguration de son complexe.

Ahmet Lo se défend d'être un homme qui prêche la paix, en Arabie Saoudite et à Madrid, il a participé à plusieurs conférences contre le terrorisme et pour le dialogue entre l'Islam et les autres religions. Elu président des oulémas d'Afrique, il a présenté, en 2004, la meilleure recherche sur le terrorisme parmi 350 chercheurs à travers le monde. Ce qui lui a valu d'être reçu par le roi Abdalah d'Arabie Saoudite. Il recrute beaucoup chez les jeunes dont le plus grand nombre ont déserté les anciennes organisations structurées et hiérarchisées telles que la JIR, Al Fallah ou l'AEMUD.

Il faut signaler que des groupes de jeunes qui ont fréquenté Ahmat Lo et les autres idéologues du salafisme se sont démarqués et ont décidé de créer une autre tendance plus radicale. Ces groupes encore très marginaux rompent le lien avec Ahmet Lo qu'il juge trop conciliant. Une tendance de ses groupes a épousé l'idéologie du(HIJR). Les partisans du hijr qui signifie (rupture) appliquent le principe de « la calama wala salama » envers une grande partie des autres sounites. Il s'agit d'une méthode d'exclusion que les membres de cette tendance utilisent à l'encontre de toute personne qu'ils jugent opposée à leur interprétation de textes. En vertu de ce principe, ce groupe n'adresse « ni parole ni salutation » (la calama wala salama) à ceux qui ne font pas allégeance au pouvoir en place. Ce groupe se fonde sur une interprétation d'un hadith qui parle de l'allégeance que les musulmans doivent faire à l'endroit du guide des croyants dans une société islamique.

3-La tendance « tablig »

Le Tablighī djamā'at ou la Djamā'at al-tabligh, c'est-à-dire en français, l'Association pour la prédication, est un mouvement religieux musulman revivaliste. De nature apolitique, il est fondé à la fin des années 1920 dans la province indienne de Mewat. L'activité missionnaire de ce mouvement vise à faire revivre la foi des musulmans du monde entier, dans le cadre d'une interprétation littéraliste de celle-ci. Son héritage mystique, fort discuté, nous semble indéniable surtout si l'on se réfère aux pratiques de méditation, al dhikr ou encore celles de la retraite spirituelle, al i'tikaf. Son fondateur, Muhammad Ilyas, fut un soufi de renom, descendant lui-même d'un grand lignage de mystiques. Cet aspect est souvent omis. Rappelons également que ce mouvement s'articule autour de six points centraux (appelés aussi les six qualités) que tout disciples apprend par cœur et se doit d'appliquer durant sa vie :

- 1) La croyance en un Dieu unique, Allah (Shahada wa kalimat al Iman)
- 2) La prière avec concertation et dévotion (salat)
- 3) La science et le rappel perpétuel de Dieu (al Ilm wa al Zikhr)
- 4) L'amour et la générosité envers toutes les créatures (Ikram al Muslimin)
- 5) Le bien et l'intention sincère (Taslah al niya)
- 6) La prédication et la mission (da'wa illallah wa al khourouge fi sabillillah).

Le développement de cette tendance est plutôt marginal. Elle est incarnée par des groupes en majorité sans grande culture islamique, sous l'emprise du zèle et de la passion.

Les fidèles de cette tendance sont identifiés au premier regard par leur accoutrement. Ils portent l'habit pakistanaï traditionnel (khamiss) ou plus généralement des tuniques blanches (djellabas) qui descendent jusqu'à leurs chevilles, un bonnet sur la tête. Ils sont très mobiles et peuvent passer des nuits dans les mosquées et font le tour des maisons et des rues pour appeler les fidèles à la prière et à l'islam. Il arrive qu'ils organisent des sorties de prêche pendant plusieurs semaines à l'intérieur du pays et même à l'étranger. Ce mouvement qui s'est développé jusque dans les années 90, a perdu son dynamisme. Ce mouvement s'interdit catégoriquement de parler de la politique et des problèmes de la société. Le seul discours qui vaille pour cette tendance est un discours sur la grandeur de Dieu, ses prophètes et leurs compagnons. La tendance tablig a beaucoup perdu de son aura au Sénégal, elle a été minée par une affaire d'infiltration de la police au plus haut niveau.

4-La tendance jihadiste

Même si aucun groupe organisé ou de camp d'entraînement de djihadiste n'est connu au Sénégal, il est à constater qu'il y a quelques velléités qu'il faudrait surveiller de près. Il faut signaler qu'il y a toujours eu une des militants sénégalais qui ont épousé les idées de Djihad et certains parmi eux seraient même repérés dans certains théâtres d'opérations comme en Afghanistan.

Le cas de l'Imam Mamour Fall Fall

Expulsé d'Italie pour ses liens présumés avec Oussama Ben Laden, l'Imam Mamour Fall avait suscité la controverse à la fin de l'année 2003 pour ses déclarations provocatrices dans les médias. Le disciple du chef d'Al Qaïda qui a été auditionné par la Sûreté urbaine avait annoncé en son temps que "Quelqu'un qui s'est frotté avec les polices américaines et européennes ne peut pas être inquiété par la police sénégalaise".

Pour l'imam de Carmagnola, il n'est pas question de se taire ou de baisser la garde devant ce qu'il appelle "l'agression de l'Islam". Martelant avec force son attachement aux valeurs de la religion musulmane, il dit être prêt à toutes les formes de sacrifices pour son triomphe. Et comme pour convaincre définitivement sur son option idéologique, l'Imam Fall cite Ben Laden comme sa référence.

L'imam Mamour Fall, affirme avoir rencontré à trois reprises Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda, entre 1993 et 1996 au Soudan, rapporte le quotidien arabe Asharq Al-Awsat. **Il déclare dans son Blog (Parti Islamique Sénégalais (vendredi 24 juillet 2009)** « Je peux apporter un modeste témoignage sur le Sénégal et les pays alentours également (Mali, Nigéria, Guinée...), bien que je réside pour le moment en Mauritanie mais al Hamdoulillah, l'islam dans ce pays est plutôt préservé et très pratiqué par la masse. « Concernant le Sénégal, L'imam Fall déclare que le shirk(associationnisme) y est partout, dans les rues, les voitures, les magasins (portraits des marabout tawaghit un peu partout), " Le Sénégal c'est pire que la France ! ». La propagande de Mamour Fall continue certes surtout sur internet mais son discours n'a jamais eu un écho favorable au Sénégal.

La menace djihadiste à partir de la Mauritanie

Au mois de décembre 2007, après avoir tué des touristes français à Aleg (250 km à l'est de Nouakchott), deux des assassins s'étaient enfuis en direction du Sénégal. Plus tard, on découvrira qu'ils étaient proches d'un groupe terroriste islamiste affilié au réseau Al-Qaïda, selon les autorités mauritaniennes.

En Août 2009, Nouakchott, a été une nouvelle fois le théâtre d'un attentat kamikaze. Le kamikaze serait déjà répertorié comme étant un élément dangereux et proche d'Al Qaida, toujours selon les services de lutte antiterroriste de la Sûreté mauritanienne.

Mais ce qu'il faut surtout noter, c'est que l'attentat kamikaze marque un tournant décisif dans le mode opératoire des groupuscules terroristes qui sévissent en Mauritanie depuis 2005. Désormais, Al Qaïda au Maghreb islamique a déjà choisi son camp. Et si l'attentat porte la griffe du mouvement djihadiste, il ne doit pas occulter la féroce lutte de clans qui fait actuellement rage en Mauritanie, maillon faible de la chaîne maghrébine, mais également élément constituant de la proximité avec notre pays qui en est son prolongement naturel.

La plus grande inquiétude pour le Sénégal réside dans le fait que les jeunes qui vont de plus en plus étudier les sciences islamiques en Mauritanie peuvent être enrôlés par cette mouvance Djihadiste. En plus de cette mobilité géographique, ces jeunes peuvent être en contact avec cette mouvance Djihadiste à travers les Technologies de l'Information et de Communication(TIC). L'internet est aujourd'hui un puissant moyen de propagande utilisé par les réseaux terroristes.

Conclusion

Il est vrai que le mouvement islamique sénégalais, dans la réalité des faits, n'inscrit pas son discours et son action dans une logique de confrontation et de violence mais il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être faits par tous les acteurs, pour que cela perdure. Le Sénégal est situé dans une région qui est désormais sous la menace du terrorisme. Bien que le Sénégal n'ait pas encore directement fait l'objet d'une attaque terroriste, le terrorisme demeure une cause majeure de préoccupation dans la région. Les voisins immédiats du Sénégal comme la Mauritanie et le Mali sont victimes de la menace djihadiste, pendant qu'en Casamance, en Guinée Bissau, et en Gambie, l'on constate à des situations de crises politiques et sécuritaires aigues qui ont des conséquences directes sur le Sénégal. A cet effet, L'état du Sénégal, les communautés religieuses, la société civile, les organisations sous régionales et internationales et les forces politiques doivent ensemble travailler à **mettre sur pied un dispositif de veille**, pour parer à toute éventualité. La lutte contre le terrorisme exige nécessairement la compréhension de ses causes profondes, pour la recherche de remèdes durables. Autrement dit, la lutte contre le terrorisme doit, pour être efficace, se placer sur le terrain de la prévention et de la lutte contre ses causes sous-jacentes. La lutte contre la radicalisation violente de la société doit mobiliser toutes les énergies surtout dans un contexte de crises multiformes qui assaillent nos pays. Le Sénégal doit **développer un mécanisme harmonisé et institutionnalisé qui permettra un échange fonctionnel et pratique des priorités et méthodes** entre tous les acteurs concernés, pour lutter contre les menaces terroristes.

La lutte contre le terrorisme doit être inscrite dans la **politique globale de nos états et des institutions régionale et sous régionales**. Les programmes de développement économique et social dans nos pays, ne seront jamais viables, si la paix et sécurité sont

menacées. La prévention et la lutte contre le terrorisme doivent être prises en compte dans l'ensemble de nos politiques et stratégies de développement durable. Par ailleurs, l'état du Sénégal doit développer une approche intégrée permettant à la fois de prévenir et de répondre aux menaces sécuritaires. Les nombreux défis, auxquels nous devons faire face, nécessitent un cadre de concertation et d'échanges, une tribune pour renforcer la solidarité, l'unité d'action et une certaine cohésion dans la lutte que les Etats mènent contre la menace du terrorisme. Cela suppose la mise sur pied d'une véritable **politique de prévention** qui exige un réel travail d'anticipation et de la planification dont la finalité est d'annihiler toutes les menaces de propagation du terrorisme. Les actions de prévention et de lutte contre le terrorisme doivent s'appuyer sur des résultats de **recherches et d'études fiables** qui sont les seuls gages d'une intervention efficace et efficiente. Il s'agit aussi de faire participer le parlement, le secteur privé, les organisations communautaires et professionnelles, tous les citoyens sénégalais à l'élaboration et à la mise en œuvre d'outils efficaces de lutte contre ce fléau. Si ces actions s'appuient sur des études et des renseignements fiables, cela éviterait à coup sûr la stigmatisation, les amalgames et la provocation contre des mouvements religieux qui ne sont aucunement lié au terrorisme. **La politique de prévention contre la violence et le terrorisme doit être prise en compte dans le programme scolaire et celui des médias.** L'éducation à la paix serait beaucoup plus efficace, si dès le bas âge, les enfants y sont initiés à l'école. L'utilisation des armes et des scènes de brutalité dans nos médias participent aussi à développer malheureusement une culture de la violence dans la société. **La circulation des armes légères et même des jouets (armes), doit être réglementée** ou interdite comme dans certains pays.

Un dialogue permanent doit être instauré entre le gouvernement et les communautés et organisations religieuses pour mieux harmoniser la lutte contre le terrorisme. Pour ce faire l'état du Sénégal, les représentants des familles religieux et les leaders du mouvement islamique doivent favoriser la mise sur pied d'un cadre consensuel de concertation (comme le Haut Conseil Islamique) afin de développer une réelle dynamique de préservation de la paix. Ce genre de cadre unitaire devrait créer un consensus fort entre les leaders religieux musulmans qui pourraient légitimement offrir, des réponses islamiques consensuelles, aux préoccupations de la communauté. Cette dynamique unitaire des leaders religieux doit aussi être promue à l'échelle régionale et sous régionale. Cela éviterait surtout aux jeunes de recourir aux oulémas et idéologues étrangers qui offrent souvent des réponses islamiques qui font fi à nos réalités, sociologiques, économiques et politiques.

L'implication des acteurs de la société dans la lutte contre le terrorisme, est une démarche très usitée au niveau internationale. Suite aux attentats qui ont touché Madrid en mars 2004, l'Union européenne (UE) a décidé d'intensifier et d'améliorer sa lutte contre le terrorisme. Dans cette optique, la Commission européenne a décidé d'impliquer davantage les communautés afin de mieux les protéger. La Commission a proposé également d'agir de manière préventive afin d'éviter les attaques terroristes tout en se préparant à y répondre efficacement. Pour ce faire, elle a intégré la lutte contre le terrorisme dans la politique globale de l'UE.

Dans le domaine de l'enseignement l'état du Sénégal doit rapidement corriger les nombreux dysfonctionnements qui gangrènent le système d'enseignement islamique et de la langue arabe. Les milliers de jeunes qui fréquentent les écoles franco- arabe, sont obligés de quitter très tôt le Sénégal, pour les pays de la Oumma afin de poursuivre leurs études secondaires et universitaires. Ces jeunes qui fréquentent ces universités arabes,

reviennent au Sénégal certes avec des connaissances solides en sciences islamiques mais aussi avec des idées, des expériences et une culture qui n'est pas toujours, dans une certaine mesure, en adéquation avec nos réalités et préoccupations. Cependant, Il est devenu urgent de concevoir une bonne politique de l'enseignement islamique afin de proposer à notre jeunesse un système éducatif consensuel qui répond à une vision correcte de l'islam et à un besoin de développement harmonieux de la nation. L'état du Sénégal doit trouver une solution idoine aux problèmes du financement de l'enseignement religieux. Le non financement de l'enseignement islamique par le l'état à travers le budget national, pose un réel problème d'équité et de souveraineté. L'état s'est vu presque dénié toute la légitimité de réglementer ce système, en faveur des pays arabes qui assurent le financement et l'appui didactique de l'enseignement islamique au Sénégal.

Au niveau politique l'état du Sénégal doit nécessairement identifier et développer un partenariat sincère avec les organisations islamiques qui s'investissent dans le respect des lois et des règles du jeu démocratique. Il est à signaler que les mouvements qui se déploient en toute transparence dans le domaine politique, et socio-économique au Sénégal et dans le monde, sont les premiers remparts contre les mouvements terroristes. Le respect de la pluralité politique et des libertés individuelles et collectives doit être promu dans nos pays, pour éviter les cas d'exclusions et de privations dont souffrent nos populations vulnérables.

Sur le plan sécuritaire, un cadre permanent de veille stratégique adéquat, doit être mis en place afin de contrôler et de freiner, toute action susceptible de favoriser l'implantation et la propagation de l'idéologie « djihadiste » au Sénégal. Même si ce travail est dévolu traditionnellement aux forces de sécurité et de sûreté, l'état doit favoriser, l'implication de tous les acteurs civils susceptibles de contribuer à une bonne dynamique de gestion des conflits. Cette approche intégrée de la lutte, doit accompagner la coopération policière et judiciaire dans la politique globale sécuritaire à tous les niveaux (national, sous régionale, régionale et internationale). À ce titre il s'agit aussi, d'utiliser les outils juridiques existants et éventuellement d'en créer des nouveaux pour la prévention et répondre au mieux à la répression. Le Sénégal doit mettre au point un système d'alerte rapide et un dispositif de prévention efficace qui intègre la politique de protection civile. La de création d'une structure centrale comme des centres de contrôle et des cellules de crises nationales et régionales, pourrait optimiser et renforcer notre politique de protection civile.

Cette mission doit être menée en parfaite symbiose avec **les acteurs des pays frontaliers**. La forte mobilité de nos populations et les liens sociologiques qui existent entre les pays de la sous-région doivent être prises en compte pour une meilleure efficacité dans la lutte et la prévention contre le terrorisme. Un des aspects important de cette stratégie, consiste à sécuriser les régions frontalières, les domaines des transports et de l'énergie, aussi bien au Sénégal que dans les pays voisins.

La crise de la Casamance doit faire l'objet d'une attention particulière dans la lutte contre le terrorisme. Une connexion entre les forces de la rébellion et des groupes terroristes, pourrait être fatale pour le Sénégal. Le Sénégal peine encore à mettre fin à cette crise qui n'a que trop durer, au moment où l'implication de certains combattants étrangers auprès des forces du MFDC est encore réelle. Cela est une raison suffisante que le Sénégal doit éviter la contagion de la crise au nord du mali à partir la partie sud du pays. L'implication d'un religieux (Abbé Diamacoune Senghor), dès le début

du conflit, montre que la religion a toujours été une donnée à intégrer dans la gestion globale de la crise.

Une politique communication et de sensibilisation cohérente et efficace, doit être adoptée pour prévenir le phénomène du terrorisme dans nos pays. L'état du Sénégal qui doit initier cette politique devra impliquer l'ensemble des acteurs (politique, société civile, organisations internationales, les médias, les leaders d'opinion et les communautés religieuses. Les médias, devront être un maillon fort, dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique de communication et de sensibilisation. Disposer d'un système efficace de communication et d'information est nécessaire pour prévenir le Sénégal, d'éventuelles menaces. Détecter, analyser les menaces, peuvent permettre de minimiser la prolifération des idéologies du terrorisme. Le renforcement de capacités des journalistes permettra une meilleure maîtrise de la problématique du terrorisme dans le monde. Les acteurs des médias pourraient mieux aborder les questions liées au phénomène et comprendre davantage les méthodes de déploiement de ces organisations terroristes qui utilisent tous les canaux de communications pour leur propagande. Pour mieux se faire connaître auprès du public et recruter de nouveaux adhérents, les organisations terroristes, diffusent des vidéos, des cassettes audio et des fascicules. L'utilisation d'internet (cybercriminalité), permet à ces derniers, de recruter, de faire de la propagande, et de transférer des fonds.

L'utilisation abusive de certains concepts et de qualificatifs (Djihad, Charia, Salafite, islamiste etc...) pour désigner les groupes religieux musulmans, participe dans une certaine mesure à renforcer la stigmatisation ou à légitimer certaines attitudes de mouvements fanatiques. Ces termes qu'on utilise tout le temps, pour désigner des groupes terroristes sont cependant, des notions islamiques dont le glissement sémantique est réel, selon le contexte dans lequel elles sont utilisées.

Le plus grand chantier dans la prévention contre le terrorisme semble être **la lutte contre le sous-développement**. La pauvreté, le désœuvrement, le chômage, l'analphabétisme et l'ignorance sont des facteurs qui favorisent l'enrôlement des jeunes par les mouvements terroristes. Une vision prospective et intégrée de la lutte contre le terrorisme nécessite ipso facto, la prise en compte du développement durable de nos pays.

Le respect de la bonne gouvernance, l'épanouissement et l'adoption d'une démarche globale, cohérente, autocentrée et harmonieuse d'un projet de société, permettra à coup sûr de faire face aux nombreuses menaces qui guettent notre nation. La lutte contre les **injustices** ainsi que le développement de la démocratie dans nos pays permettront sans nul doute, de prévenir les menaces. La lutte contre les discriminations, les privations de liberté et l'accaparement des richesses doivent mobiliser toutes les énergies pour l'instauration d'une paix durable.

La défense des intérêts géostratégiques et économiques des puissances occidentales ne doivent pas être des prétextes fallacieux pour déclencher ou entretenir des conflits armés au nom de la lutte contre le terrorisme. La recherche de nouveaux marchés de pétrole et de matières premières dans nos pays, ne saurait justifier de la part des pays occidentaux, la manipulation des groupes terroristes et les attitudes de prédatons.

Il est important aussi à cette phase de la réflexion de nous interroger sur l'approche qu'il faut adopter dans la lutte contre le phénomène du terrorisme. **Il me semble illusoire de croire que la guerre est toujours une bonne solution.** Non seulement la guerre n'apporte pas souvent une réponse au terrorisme mais elle empêche la recherche d'une solution durable. Les Nations Unies et les organisations régionales doivent prendre des initiatives diplomatiques fortes pour créer une dynamique de paix dont la finalité est de construire les fondements d'une sécurité commune pour les peuples. Il est urgent qu'une nouvelle coalition s'organise et fasse montre de la même détermination pour construire la paix. Sans quoi, la fièvre mortelle et contagieuse de la violence risquera fort, de s'étendre dans le monde entier. Dans la même dynamique la communauté internationale doit faire montre de sa volonté politique de s'attaquer à la montée de l'islamophobie.

L'Organisation de la Coopération Islamique(OCI) qui possède une délégation permanente aux Nations Unies avec ses 57 Etats membres doit jouer un rôle beaucoup plus dynamique et efficace dans la lutte contre le terrorisme islamiste. L'OCI doit ainsi mieux promouvoir les valeurs de paix et de tolérance de l'islam. Le Sénégal doit développer le dialogue culturel avec la Oumma islamique tout en s'attaquant aux facteurs sous-jacents du terrorisme et en examinant les liens entre la criminalité organisée internationale et le terrorisme.

Enfin le dialogue interreligieux au Sénégal qui ne doit pas être uniquement une affaire des élites religieuses, doit répondre au réel besoin de promotion du **respect** et de la promotion de la **paix** entre les communautés et les croyances.

Atelier 2 : Mouvement Islamique

Paix et Développement

L'atelier est de quelques faits historiques que le Sénégal a connus. A cet effet, il a tenté de tirer au clair l'image de l'islam.

Est-ce que la réalité maraboutique reflète la réalité islamique ? C'est quoi la charia ?

L'Afrique a connu les colonisations arabe, française, portugaise, hollandaise, espagnole.

Au Sénégal, l'éducation de l'enfant est confiée à la mère et à l'oncle.

Islam c'est la paix. Respecter l'autre comme égal (l'altérité)

Ce qui se passe au Mali (c'est-à-dire ce conflit religieux et politique) peut se passer au Sénégal. Comment mobiliser les intellectuels pour ne pas connaître ces dérives ?

L'instrumentalisation de l'Islam contre la paix. L'organisation d'un organisme qui puisse prendre en charge toutes ces organisations islamiques et islamistes.

En Tunisie et en Egypte, les premiers ennemis du mouvement islamiste ce sont les salafites.

Mr Barro, lors de sa communication du panel a fustigé le manque d'organisation de la société. Pour les solutions :

- il faut promouvoir la bonne gouvernance et prévoir les conflits

- faire la promotion du dialogue interreligieux. Le mouvement islamique peut participer à la promotion du développement. Education- équité- dialogue interreligieux- justice- bonne gouvernance

- Le rôle du mouvement al Fallah dans le développement : domaine de l'éducation et de la santé.

- Identifier et encadrer les courants dits marginaux :

- Tabligh- l'arrestation des personnes à Dagana

- Organiser un cadre de dialogue

- Stigmatisation et marginalisation

- Religion paix et développement apprendre et s'informer pour pouvoir dialoguer

- Quels sont les liens entre la massification du mouvement islamique et la laïcité. Revoir le caractère laïc du Sénégal

- L'Islam enseigne la tolérance le dialogue et l'altérité.

Développement : Autorités religieuses, Media, Autorités étatiques ; Perpétuer l'exemple mouride ; Structurer la collecte de la zakat ; La Communication est importante ans la promotion de la paix ; Cibler et distribuer ; La voix des marabouts

COMMENT LES RELIGIONS SONT-ELLES TRAITÉES DANS LA PRESSE

Prof. Mamadou Kassé

Situé en Afrique de l'Ouest et peuplé d'environ 13 millions d'habitants, le Sénégal est un pays qui jouit d'une longue stabilité politique et sociale. Alors que la plupart des pays africains étaient régis par des partis uniques sous des dictatures militaires ou civiles à partir de 1960 (année des Indépendances) et n'ont opéré des réformes politiques que dans les années 1990, les autorités sénégalaises avaient déjà anticipé les revendications démocratiques en ouvrant le pays au multipartisme à partir de 1974. Ce choix politique vaut au Sénégal d'être régulièrement cité en exemple en matière de démocratie et de respect des droits de l'Homme et de liberté de presse sur la scène internationale.

A l'instar du système politique, le système médiatique sénégalais est devenu pluraliste après quelques années de monopole de l'Etat sur les médias. Il compte, aujourd'hui, 13 chaînes de télévision dont 2 religieuses, 1 radio publique avec ses stations régionales, une vingtaine de radios privées commerciales, une soixantaine de radios communautaires, 20 quotidiens dont Le Soleil (média public), de nombreux périodiques et plusieurs journaux en ligne.

L'espace médiatique sénégalais est également ouvert sur la toile mondiale avec de multiples chaînes de radios et de télévisions.

A noter que cette dynamique médiatique est allée de pair avec la mise en place de groupes de presse privés qui sont devenus de véritables entreprises dont Sud Communication, Futurs Médias, Wal Fadjri, Avenir Communication, DMedia...

Tolérance, de compréhension mutuelle

La vie religieuse au Sénégal est caractérisée par l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle entre les différentes communautés religieuses que sont l'Islam, le Christianisme, les religions traditionnelles et les autres cultes plus ou moins importants dans notre pays. Cet esprit de tolérance se reflète jusque dans les cimetières communes comme à Joal et Ziguinchor où musulmans et chrétiens dorment ensemble pour le repos éternel.

La façon dont les deux principales religions ont été introduites au Sénégal, c'est-à-dire sans violence (même si le christianisme est arrivé avec les Colons) est sans doute pour beaucoup dans la pacification de la vie religieuse. Comme on le sait, le Sénégal est l'un des rares pays au monde qui n'a pas connu de Jihad (guerre sainte).

De nombreuses familles sénégalaises vivent aujourd'hui ce syncrétisme, partagées qu'elles sont entre ces deux religions. Aujourd'hui, la cohabitation entre chrétiens et musulmans se fait sous le sceau du respect mutuel voire de la fraternité et ce n'est plus une exception que les deux confessions soient représentées à l'intérieur d'une même famille.

Mgr Hyacinthe Thiandoum, premier Archevêque de Dakar est originaire de Popenguine où il compte lui-même des parents musulmans. Musulmans et Chrétiens n'hésitent d'ailleurs pas à participer, sous une forme ou sous une autre, à l'organisation de toutes les cérémonies religieuses catholiques ou musulmanes d'importance comme le pèlerinage annuel de Popenguine, le Magal de Touba, le Gamou de Tivaouane. Ce fut le cas lors du séjour historique du Pape Jean Paul II en 1992 à l'occasion duquel le sanctuaire marial fut béni. Les fêtes religieuses musulmanes comme chrétiennes sont célébrées dans la communion la plus parfaite sans nuire à l'orthodoxie culturelle de l'une ou de l'autre religion.

Le Sénégal compte 95% de musulmans, mais l'esprit de tolérance s'est très tôt manifesté sur le plan institutionnel par l'élection de 1960 à 1980, d'un président chrétien en la personne de Léopold Sédar Senghor.

Cette même tolérance et cette compréhension se retrouvent au niveau des confréries qui se réfèrent toutes à l'Islam Soufi, (sunite) dont, les plus importantes sont la tidjaniyya, le

mouridisme, la quadriyya, première confrérie en Afrique de l'Ouest. Tant par leur naissance, que par leur évolution, les confréries ont toujours été, au-delà du foyer religieux, des espaces d'éducation à la paix, à la tolérance et au respect mutuel. En cela, la confrérie a hérité de la forme d'initiation traditionnelle où le Diom (dignité), le Ngor (honneur) et la kersa (étique) étaient dispensés dans une perspective de façonner un « être social ou sociable ». C'est en cela que les confréries ont toujours été considérées comme le complément nécessaire à une chaîne de valeurs qui fondent l'homo senegalensis.

LA RELIGION DANS LES MEDIAS

La religion a toujours occupé une place de choix dans les programmes des médias au Sénégal (radios et télévisions). Les grilles de programmes des chaînes sénégalaises intègrent en général les émissions religieuses, qu'elles soient musulmanes ou chrétiennes. Les grands événements religieux, magal de Touba et Gamou de Tivaouane, pèlerinage de Popenguine, sont largement couverts ainsi que les autres événements de moindre importance. « Manhar Al Islam » de Elhadj Cheikh Gassama et l'émission catholique le « jour du Seigneur » sur l'ORTS sont des œuvres pionnières qui ont marqué les premiers pas des émissions religieuses dans la presse.

A partir des années 90, les médias privés emboîtant le pas aux médias publics commencèrent à recruter des prédicateurs formés d'abord dans les daaras sénégalais comme Touba, Tivaouane, Pire, Ndiassane, Médina Baye, ensuite, quelques années plus tard, dans les universités du Maghreb et d'Égypte.

Ils s'évertuaient à développer un discours axé sur le sacré en puisant dans les sources livresques les éléments de leurs prêches. (Exaltation et glorification du fait religieux, rappel des hauts faits des chefs religieux). Leur radicalisme, si on peut l'appeler ainsi, se manifeste dans le traitement des rapports sociaux, basés notamment sur le genre, la position de l'homme dans l'Islam, la femme dans sa vie de jeune fille et d'épouse, l'image de la femme, voilée ou non, La question de la sexualité, des rapports dans le ménage, le rôle du marabout etc...

Quant aux sermons des imams, ils font souvent allusion à la vie et à l'œuvre du Prophète et à ses compagnons et se focalisent sur des rappels historiques. Ces sermons sont en général des invites à se conformer aux préceptes de l'Islam et à la charia. Ces prêches sont repris dans les radios et télévisions dans des émissions dédiées.

La question des rapports entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, des rapports entre l'homme et son prochain, entre l'homme et l'au-delà est également traitée par les religieux dans des émissions en langues nationales.

L'utilisation des langues nationales dans les émissions religieuses nous semble une option stratégique qui a permis de capter le maximum d'auditeurs et de téléspectateurs tout en permettant à des arabisants d'occuper leur temps d'antenne.

L'irruption des Arabisants

L'impact du Moyen Orient

L'Islam face à la Mondialisation

Naissance des chaînes confessionnelles

Aujourd'hui, les émissions religieuses musulmanes et chrétiennes occupent toutes les chaînes et peuplent les grilles des programmes et les prédicateurs sont parmi les animateurs les plus en vue. Leurs prêches sont sollicités même dans les conférences religieuses, en particulier pendant le Ramadan. Les émissions interactives sont utilisées pour non seulement capter la clientèle mais aussi se faire de l'argent par le biais des serveurs vocaux.

C'est dire que les chaînes y compris les nouvelles chaînes confessionnelles, sont en compétition permanente pour élargir leur audience et les sermons et prêches prennent des allures de show médiatiques. Cet intérêt prononcé vers les émissions religieuses est dicté par trois facteurs : l'ouverture des universités arabes aux jeunes sénégalais qui, de



retour, choisissent l'enseignement et la prêche comme activité principale ; le conflit au Moyen Orient qui a conduit beaucoup de Sénégalais à s'intéresser à l'Islam et à la vie religieuse ; la place de l'Islam dans la mondialisation perçue non plus comme espace de dialogue et d'échange mais surtout comme champ de confrontation et de guerre idéologique.

Point essentiel autour duquel ces animateurs se retrouvent, le terme Jihad que beaucoup interprètent non plus comme la guerre sainte mais plutôt comme une guerre contre son moi, ses instincts animaux et ses pulsions. La Jihad ul nafsu est en opposition à l'intégrisme religieux qui vous met en opposition avec celui qui n'épouse pas les mêmes idées que vous. C'est là que le terrorisme et le radicalisme religieux sont renvoyés dans le registre des prises de positions politiques et non religieuses. Mais si la lutte contre ses propres instincts tranche avec le radicalisme religieux, elle pose le problème de la passivité voire du fatalisme face à un environnement dont la transformation demande l'intervention de l'homme. Ni ascétisme ni agressivité, tels semblent être les deux pôles des discours religieux.

Mais, ces discours sont-ils bien perçus par les publics ? Utilise-t-on les meilleurs supports et les meilleurs créneaux pour faire passer les messages ?

Quel impact ces discours du religieux ont-ils sur les populations ? Ceux à qui ces émissions sont confiées, ont-ils la formation requise pour la diffusion du message ? Maîtrisent-ils les contenus et les modalités de transmission du message de l'émetteur au récepteur ? En somme, sont-ils des personnes averties à défaut d'être des journalistes spécialisés ? La réponse à toutes ces questions nous renvoie à la nécessité de repenser les formats de ces émissions et le profil des hommes qui les animent.

« La guerre prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut cultiver les armes de la paix ».

La promotion de la paix par l'éducation fait partie des missions des hommes de médias. Cela, nul n'est mieux placé que la presse pour en tirer profit. C'est dire, l'intérêt primordial accordé à toutes les initiatives œuvrant pour la promotion de la paix. La culture de la paix est en effet d'une brûlante actualité face aux mutations et aux bouleversements dans nos sociétés et qui parfois constituent des pôles de cristallisation de conflits aux motivations diverses et souvent même saugrenues.

Parler à la radio et à la télévision requiert donc des aptitudes et des compétences particulières. En effet, le métier de journaliste ou d'animateur est sans aucun doute l'un des plus difficiles et des plus exigeants qui soient en raison des nombreuses contraintes liées à la bonne maîtrise des contenus et à la bonne gestion du contenant dans un l'espace public qui est, par excellence, le domaine de toutes les libertés et de toutes les sensibilités.

Relais indispensables dans la communication sociale, les médias sont des outils incontournables dans la promotion d'une culture de la paix tout comme ils peuvent être des instruments diaboliques dans la culture de la haine. L'exemple de la radio mille collines au Rwanda est là pour le démontrer. Dans un contexte de démocratie totale consacrée par le pluralisme sous toutes ses formes, le journaliste ou l'animateur se trouve tous les jours interpellé par sa propre conscience. Dans ce domaine, la plus petite erreur, la faute la plus anodine se paie cash car elle ne se rattrape guère. C'est encore plus grave quand il s'agit de la religion qui, comme chacun le sait, charrie des passions. **Nous l'avons tous constaté à travers les informations qui nous parviennent du monde où la stigmatisation, la diabolisation et le rejet font le lit de l'intolérance et de la violence aveugle.**

Dans le contexte sénégalais marqué par ce qu'on peut appeler une pluralité de chapelles, une telle vérité nous renvoie à la diversité et la pluralité des sources. Dans le discours

religieux c'est plutôt la contradiction des faits relatés qui peut faire perdre totalement son caractère sacré. Sur ce terrain, les prêcheurs sénégalais sont encore dans les normes si l'on en juge par la fiabilité de leurs sources et de leurs références.

Il faut cependant reconnaître que parfois, certains Sénégalais sont désorientés, et agacés par la manière dont les passages des livres saints sont relatés et souvent même fabriqués par des prêcheurs qui ne disposent d'aucune compétence pour exercer ce métier ni du point de vue du niveau de base ni du point de vue de la maîtrise des techniques de collecte et de traitement encore moins des règles éthiques et déontologiques.

Il va de soi que de tels comportements font perdre toute crédibilité, ce qui rejait forcément sur l'appréciation d'ensemble que les populations font de tel ou tel média. En effet, quand les mauvaises interprétations se substituent aux faits, quand le virtuel prend la place du réel, quand les suppositions occupent le champ de la vérité, c'est la porte ouverte à tous les dérapages et la mort de toute expression crédible.

Hélas, avec le développement exponentiel des chaînes de radios et télé, le risque est grand de voir ce genre de situations prospérer avec des risques de dérapages préjudiciables à l'harmonie de la nation.

C'est en cela qu'il faut veiller à ce que l'éducation à la vie religieuse réponde davantage aux objectifs que l'Etat assigne à toutes ses composantes : la paix, la concorde et l'harmonie de la société. A cet égard, il convient de situer les rôles et responsabilités de l'Etat dans la préservation de cette harmonie, même si son caractère laïc et équidistant de toutes les confessions lui assigne une mission d'observateur avisé de la vie religieuse. Il va sans dire qu'il doit veiller à tous les équilibres qui fondent la stabilité de la société, notamment la laïcité de l'état et de ses institutions, les droits et devoirs de chacun (homme, femme, enfant) dans la société, la question des minorités et des forces émergentes, celle de l'intégrisme sous toutes ses formes en particulier.

Au demeurant, il est heureux de constater que le fondamentalisme religieux a des difficultés à s'implanter et à s'incruster dans des espaces déjà bien occupés depuis par les confréries à la fois fortes et bien enracinées. C'est en cela que les messages politico-religieux tels qu'ils sont émis et diffusés sous d'autres cieux ne sont ni acceptés ni tolérés dans les médias sénégalais, même si sur ce point important une vigilance s'impose face à la menace de l'intégrisme international.

A l'opposé des Etats islamiques où l'Islam est la religion d'état, au Sénégal, c'est plutôt la laïcité qui devrait garantir une parfaite communion des religions, promouvoir l'égal accès à l'éducation de qualité, à la formation qualifiante; partant, favoriser l'émancipation de la femme par le biais de l'acquisition du savoir au même titre que l'homme. L'éducation à la citoyenneté semble être le meilleur garant et le plus efficace rempart contre les injustices, la discrimination, l'intolérance d'où qu'elle vienne.

A cet égard, les médias doivent exercer leur droit d'informer de la véracité des faits, tout en évitant de tomber dans le piège d'une instrumentalisation consciente ou inconsciente de forces centrifuges dont l'objectif est de détruire les bases qui fondent la vie de notre société.

En somme, l'Islam a largement contribué par ses enseignements à la stabilisation sociale de la société sénégalaise à y promouvoir les valeurs de paix, de respects des droits humains et de la coexistence pacifique entre les communautés religieuses. Ces dernières y ont souvent joué un important rôle de médiateur dans les situations de crises politiques et sociales.

Rapport de l'atelier sur « Le traitement des religions dans les médias ».

Conférencier : Pr. Mamadou KASSE

Modération : Fanta DIALLO

Président de l'atelier : Omar DIOUF, Président Club FKA, Membre du Comité Scientifique

Rapporteur : Joseph DIEDHIOU, Journaliste

Ont pris part à l'atelier (Cf. Liste de présence ci-dessous)

Dans les échanges entre les différents membres de l'équipe, il a été noté que les médias, en tant que quatrième pouvoir et outils de transmission des informations, notamment religieuses, jouent un rôle très important. Les journalistes doivent donc bénéficier d'une formation très solide pour véhiculer les messages de ce secteur qui est très sensible.

En effet, des constats amers et autres critiques ont été formulés à l'endroit des journalistes, des patrons de presse, des prédicateurs, des leaders politiques, de l'Etat ou le Gouvernement et des différents supports et manières dont les messages religieux sont retransmis.

La responsabilité de chacun est engagée dans cette « noble » mission d'édification et d'éducation à la foi des croyants et de promotion du dialogue interreligieux et islamo-chrétien.

Ainsi, constat a été fait sur la manière dont les médias transmettent ou retransmettent les informations et autres enseignements religieux, laissant entrevoir des connaissances lapidaires sur les confréries Tidiane, Mouride, etc., sur les églises chrétiennes catholiques ou évangéliques... Et ce, parce qu'on n'a pas souvent, la bonne information.

Cela est du, en grande partie, au manque de formation des journalistes, à la malveillance des patrons ou responsables de presse qui privilégient le sensationnel, et la recherche de l'argent au lieu de privilégier l'aspect édification de la foi des croyants.

Si tant est que les médias constituent des relais entre les guides religieux, les imams, les prêtres, les pasteurs ou autres spécialistes en la matière et le commun des fidèles croyants, le constat, au vu de ce qui est publié, révèle plutôt un manque de veille des patrons de presse sur les articles qui sont publiés. Beaucoup de titres orientés vers le sensationnel, qui heurtent les sensibilités et incitent même parfois à vouloir réagir de façon virulente, en disent long.

En matière de retransmission de l'information religieuse, il s'agit notamment, d'aller vers l'inconnu. Ce qui est assez complexe et délicat comme démarche. Une fois de plus, le relayeur ou journaliste doit donc être bien formé.

Aussi, malgré le constat des mauvaises informations qui sont souvent véhiculés, on ne sens pas de censures faites à la presse. L'Etat ne joue pas pleinement son rôle pour l'application de la loi.

Les normes d'éthique et de déontologie qui doivent être le soubassement de tout traitement journalistique sont souvent foulées au pied. Et parfois, dans les rédactions, la parole n'est pas donnée à ceux qui sont bien formés.

A cela s'ajoute l'impacte négatif de certains films (Westerns) sur la foi des enfants ou jeunes qui les suivent...

Les intervenants de l'atelier ont aussi signalé le manque de journalistes spécialisés et bien formés en matière de religions. Ceux qui animent des émissions religieuses ne sont pas tous des journalistes formés, mais des gens qui apprennent sur le tas.

Aussi, sur base de la ligne éditoriale d'un organe de presse, le titre du contenu de l'article d'un reporter est souvent sciemment changé par son responsable à une fin purement sensationnel ou d'appât de gain. Ce qui, souvent, n'est pas en adéquation avec les aspirations profondes du journaliste, auteur du travail, qui est obligé de subir l'autorité de son supérieur hiérarchique de presse au risque même d'avoir un choc culturel selon qu'il vient d'un pays comme le Gabon ou autre, et exerce au Sénégal...

Un titre comme « Sacré-Cœur viole », serait plus porté à heurter la sensibilité d'une religieuses ou d'un religieux qui partage la spiritualité du cœur sacré de Jésus...

En tout cas, la façon d'écrire des articles par certains journalistes laisse vraiment à désirer, ont fustigé les membres de l'atelier sur « le traitement des religions dans les médias ».

Par ailleurs, l'autorité ne met pas souvent en œuvre une bonne politique de régulation de l'espace médiatique.

En effet, l'on note une prolifération des médias, les journalistes sont souvent manipulés et sont confrontés à un manque de liberté d'expression dans le traitement des questions de religions.

La diffusion des émissions religieuses se fait souvent à des heures qui ne conviennent pas aux adeptes de ladite religion qui devraient les suivre. En général, cela se passe au moment où ils vont à la prière ou à d'autres occupations religieuses...

Il se pose également un problème de méconnaissance de la religion de l'autre qu'on finit par assimiler à une secte. Ce qui à une connotation péjorative et entraîne des actes de saccages à l'instar de ceux perpétrés, le 29 juin 2011 à Dakar.



Toutes ces remarques ont été suivies par des propositions et autres réaffirmation de positions allant dans le sens de promouvoir un meilleur traitement des religions dans les médias.

Ainsi, les membres de l'atelier insistent sur la formation des journalistes. Le journaliste est un communicateur mais par n'importe quel communicateur. Il requiert donc de veiller sur sa formation surtout en matière de religion.

Ce qui se fait déjà au Centre des Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI). L'essentiel, c'est à lui le journaliste d'appliquer les règles journalistiques qui lui ont été enseignées à l'école. Et il n'y aura pas de problème...

La presse doit jouer son rôle de délivrer la bonne information aux lecteurs et auditeurs selon les règles de l'art journalistique, dans le respect de l'éthique et de la déontologie ; et en mettant surtout l'accent sur l'éducation et l'édification de la foi.

Pour ce faire, il faut intégrer un module religieux dans la formation des journalistes et y impliquer même les patrons de presse.

Les journalistes doivent intégrer les réseaux pour l'information religieux, véritables cadres de formations.

Il faut veiller sur le contenu des articles dans chaque journal et censurer certains faits divers (Scandales, question de sexualité, etc.)

Il faut bannir les attaques dans les émissions. Les émissions c'est pour édifier...

Il faut déployer toutes les stratégies de communication allant dans le sens de mieux connaître la religion de l'autre et éviter d'attaquer dans une émission.

Aussi il serait important que les journalistes se spécialisent en matière de religion pour bien transmettre ce qu'ils prennent auprès des prédicateurs qui doivent à leur tour bien prêcher...

Il faut aussi veiller à l'usage de certains mots comme « tolérance » dans le sens d'une même connotation entre l'émetteur et le récepteur...

Au Mali, par exemple, il y a un bon fonctionnement entre le Haut Conseil Islamique, l'église catholique et l'église protestante. Et ce, parce que tout simplement l'Etat a créé un département ministériel des affaires religieux et du culte pour réguler la pagaille née de la prolifération des médias et des journalistes qui sont manipulés, notamment en ce qui concerne les questions religieuse. Il s'agit là d'un exemple à imiter...

Une autre idée à promouvoir aussi, c'est la création de ciber presse et de maison de la presse dans toutes les régions pour permettre aux réseaux de journalistes de s'imprégner et de traiter de religions dans les médias...

En somme, il ressort de notre atelier qu'il est important de se rééduquer pour sortir des carcans religieux, instaurer une bonne cohabitation, valoriser l'éducation dans les médias, cultiver plus d'ouverture vers les autres religions.

Les leaders doivent éviter de se dédire dans leur propos sur les religions et mettre l'accent sur un discours de développement.

Bref, il s'agit, dans le traitement des religions dans les médias, de mettre en valeur les valeurs spirituelles pour sauvegarder l'intégrité et l'authenticité religieuse à travers une connaissance profonde de soi et de sa religion d'abord, et ensuite de l'autre, afin que l'information ou le message religieux soit agréable à recevoir comme cela se faisait dans les anciens journaux à l'instar de « Dakar matin ».

Se pose alors la question : pourquoi ne pas confier carrément la communication des messages aux prêtres, religieuses et religieux, imams, pasteurs, etc., qui sont les voix les plus autorisées ? Réponse : ils ne peuvent pas être partout et tout le temps...

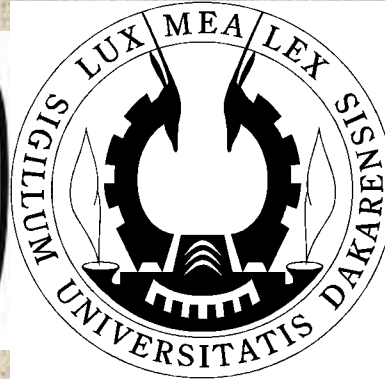
Il s'agit, en somme, de veiller à traiter des religions, de manière juste et vraie, dans les médias. Cela relève de la responsabilité de tout croyant !

Liste de présence

1. Daniel Diyombo
2. Firmin Mancabou
3. Sœur Jeannine Sane
4. Sœur Anne Michel Sarr
5. Angélique Mendy Diadhiou
6. Marguerite Ndiaye Corréa
7. Pasteur Jean pierre Niackar Diouf
8. Awa Cheikh Faye
9. Daniel Coulibaly
10. Arielle Audrey Lengue
11. Omar Diouf
12. Dibor Fatou Ndour
13. Renate Tdiy
14. Marguerite Gomis Diouf
15. Aïda Diop
16. Sandra Bassabame
17. Mansour Sow
18. Adama Djitonne Diatta
19. Fanta Diallo
20. Mbaye Seye
21. François Kama
22. Joseph Diedhiou



ASECOD



Konrad
Adenauer
Stiftung

Religion, Paix
et

Développement

Elie Sommer

Dakar 14.11.2012

Le rôle des religions dans la construction de la nation, la promotion de la citoyenneté, de la paix et du développement

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

• והיה ברכה

• וְאַבְרָהָם מְבָרְכֶיךָ וּמְקַלְלֶיךָ אֶאְרָר וְנִבְרָכוּ בְךָ כָּל
מְשֹׁפְחֵי הָאָדָמָה

- Dieu dit à Abraham : Je te ferai devenir une grande nation, je te bénirai, je rendrai ton nom glorieux et tu seras une **source de bénédiction**.

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

• וְאַבְרָכָה מְבָרְכִיךָ וּמִקְלָלְךָ אָאֵר וְנִבְרָכוּ בְּךָ כָּל
מְשֻׁפָּחֵי תְּהָאָדָמָה

- Je bénirai ceux qui te béniront, et qui t'outragera je le maudirai, et par toi seront heureuses tous les peuples de la Terre

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

• כִּי יִדְעַתִּיו לְמַעַן אֲשֶׁר יִצְוֶה אֶת בְּנָיו וְאֶת בֵּיתוֹ אַחֲרָיו
וְשָׁמְרוּ דְרֹךְ יְהוָה לַעֲשׂוֹת צְדָקָה וּמִשְׁפָּט

- Si je l'ai distingué, c'est pour qu'il prescrive à ses fils et à sa maison après lui d'observer la voie de l'Eternel **en pratiquant la vertu et la justice.**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- La עקידה. C'est le "sacrifice d'Isaac" ou plutôt la *ligature* d'Isaac
- Ces volets ont créé **l'identité juive** pour toutes les générations, jusqu'à ce jour.
- une épreuve qui consacra pour Abraham et **ses descendance**s l'acceptation du royaume divin dans ce Monde.

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- L'identité de ce Peuple est son **Livre**,
- ses livres,
- ses érudits,
- **sa volonté indescriptible d'être juif.**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Toujours et partout **minoritaire**, poursuivi, pogromes, rôle prépondérant de l'Eglise, Philippe le Bel, St. Louis et la rouelle, chapeau jaune en Europe et pays musulmans [étoile jaune]
- "**Les Croisades**"
- expulsion des juifs d'Angleterre en 1290, de France (3 fois au 14^e siècle)...
- d'Espagne et du Portugal en 1492, **l'Inquisition....**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Acquisition de la citoyenneté appelée **émancipation** seulement à partir de la Révolution Française – 1791.
- Hollande 1834, Suisse 1856, Russie 1917...
- L'Abbé Grégoire
- Napoléon, le grand Sanhédrin
- Le Consistoire

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

belles périodes fécondes en
création philosophiques,
littéraires et religieuses
(Espagne, Provence,
Pologne...)

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

LA SHOAH

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société



La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Création de l'Etat d'Israel !
- 65 ans de lutte, journalière...

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Comment la religion a-t-elle permis de construire la nation juive ?
- Nation virtuelle pendant 2000 ans,
- Nation physique et politique depuis le 20^e siècle.

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Obligation pour les juifs d'être **eux-mêmes**.
- *De se singulariser ou de **disparaître**.*
- Comment la religion soutient et approfondit les valeurs humaines

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **Les 7 lois des enfants de Noé:**
 - L'établissement d'une structure juridique, de lois
 - Reconnaître l'existence de Dieu
 - S'éloigner du paganisme
 - L'interdiction des relations sexuelles dans la famille immédiate
 - L'interdiction de tout homicide, toute violence physique
 - L'interdiction de tout vol
 - L'interdiction de manger une viande vive, crue

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **Achad Haam** (début 20e siècle): « Plus que les juifs ont observé le chabbat, le chabbat a préservé les juifs” ...
- **Comment conserver une identité dans un Monde global ?**
- Jean Friedman: Fin du peuple juif ?
- Dans le monde de l'internet ?
- Faut-il le faire ?

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- La phrase bien connue de Léopold Sédar Senghor prônant

**enracinement
et
ouverture**

convient tout à fait aux juifs du monde entier.

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- L'intégrisme existe aussi chez les juifs, comme chez les musulmans,
- **il est un refus, une révolte contre la modernité.**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Le Professeur Paul Fenton ici même il y a 2 ans:

“il appartient aux religieux d’initier une nouvelle voie pluraliste qui réponde à la situation de la société postmoderne, à l’heure de la globalisation ».

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **En Israel:**
- **Etudes juives** : la révolution des études juives chez les jeunes filles et les femmes.
- **L'ouverture** des *ultra-orthodoxes* aux études universitaires, d'abord les jeunes femmes, et ensuite les hommes.
- ***D'une situation de pauvreté fermée sur elle-même, à une participation à la société***

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

Après la CHOA, et immédiatement dans un pays ou presque tous les pays voisins s'opposent et font une guerre incessante.

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Chaque famille en Israël doit construire, à ses frais, un *mamad*, c'est-à-dire un abri en béton armé dans son appartement.
- Dans la région d'Israël, autour de Gaza (l'une de mes sœurs...) toutes les écoles sont « blindées ».
- Les autobus de transport scolaire sont protégés...
- Il n'y a presque pas de jour ou de nuit sans que des roquettes tombent en Israël...

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Et malgré tout cela, le sentiment de base chez tous les juifs d'Israel et du Monde est la Paix, le CHALOM.

שלום

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Le rabbin Chimeone bar Yohai (fin du 1^{er} siècle) dit:
- La paix est tellement grande que tous les bénédictions y sont incluses: Comme il est écrit dans le psaume 29:

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

• ה' עוז לעמו יתן ה' יברך את עמו בשלום"

- **Que l'Éternel donne la force à son peuple.
Que l'Éternel bénisse son peuple par la Paix.**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- La paix entre l'homme et son **prochain**
- La paix entre l'homme et son **conjoint**
- **La paix entre les peuples**
- La paix entre **l'homme et Dieu**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **Souphisme et Judaïsme ?**
- Bahya Ibn Paquda, Andalousie 11 siècle
- Les devoirs du coeur “Hovot halevavot”
- “pratiques extérieures” <-> “obligations morales intérieures”
- **La Volonté et la Joie**
- Influences du souphisme, méditations, kabbale juive (Abraham Aboulafia – 13e)

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Les kabbalistes de Safed – mystiques soufistes
- Sabtai Tsvi ?
- Un cercle de juifs aujourd'hui à Jérusalem qui étudient les poèmes de Roumi (poète 13^e siècle) qui sont célèbres jusqu'aux Etats Unis !
- Chassidut ...Liens avec Chabbad ? Cheikh Shamil ?
- Rabbi Na'chman de Breslav en Ukraine ?

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

Une forme de MESSIANISME ?

“on attend le Messie... et on ne fait rien!”

“on attend le Messie... et on travaille pour activer sa venue !”

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Le sabbat = le repos hebdomadaire le samedi
Est une façon de travailler moins ? (comme le pensaient les Romains)

Ou, se ressourcer,

“recharger les batteries”

Etudier, penser. Se reposer, la famille ?

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Pourquoi Abraham veut-il acquérir un caveau?
- Un hôte ne peut faire des “opérations immobilières” ...
- Il pense à toute sa famille, aux générations à venir
- Dans le judaïsme, on ne vit pas au jour le jour, mais pour ses enfants et petits enfants
- Le long terme engage à investir !

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Pourquoi Abraham envoie-t-il son serviteur pour trouver une fiancée pour son fils Isaac, qui a déjà 40 ans...
- 600 km AR, 10 chameaux !
- Il cherche à donner à son fils une femme, Rébecca, d'une carrure, de qualités humaines, dévouée, de sa culture.
- C'est ce qu'on appelle אשת חיל "une femme vaillante"

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- 'Honi Hameagel (le traceur de cercles) 1er siècle avant l'ère chrétienne

- Le Talmud "Traité Taanit 23-a":

Il voit un homme âgé qui plante un arbre:

Pourquoi le faire ? Un caroubier ne donne des fruits qu'après 70 ans !

L'homme répond: c'est pour les prochaines générations ! De même que mes aieux ont planté pour moi, je plante pour ma descendance !

- **Confiance dans l'avenir ... Patience...**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- “Si tu as un plant dans ta main, et qu'on t'annonce que le Messie arrive...

• D'abord, plante !

Et ensuite, va l'accueillir...

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **Henri Bergson** - philosophe juif français 20è

L'élan

vital

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société



La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

**150 rabbins et imams
réunion à Bruxelles sous
l'égide de l'UNESCO**

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

YAD SARAH
JERUSALEM

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société



La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

L'hopital de Tsahal A HAITI

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

Le rabbin FROMAN

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Qui pense au jours à venir, sème des **blés**
- Qui pense aux années à venir, plante des **arbres**
- Qui pense aux générations prochaines, **éduquera les jeunes**
- **Janusz Korczak** Varsovie, 1878 – 1942.
Assassiné à Tréblinka avec ses "enfants"

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- Le but de l'éducation doit être:
- Des hommes qui se distinguent par leurs **pensées indépendantes**.
- Non seulement **pensées**, mais aussi voyant dans **l'action** pour la Société le but de leur vie

Albert EINSTEIN

La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société

- **Aujourd'hui...**
- Dix-sept imams de France en visite officielle en Israël, conduits par Marek Halter
- Une visite de 6 jours
- UNE PREMIERE !
- Avec Shimon Pérès et Mahmoud Abbas
- Prière à **El Aqsa**
- Visite au mémorial de la Shoah, **YAD VASHEM**
- **Initiative historique...**

PAIX ET DEVELOPPEMENT :
ROLES DES LEADERS RELIGIEUX !
(CAS PRATIQUES DE WV EN AFRIQUE DE L'OUEST)

Draft

Adama Diouf :
Formation : Théologie Evangélique &
Développement International

Introduction,

La cartographie des conflits courants, potentiels, et la souffrance qui en résulte, méritent de la part des leaders religieux et politique un regard courageux. En effet en Afrique, comme partout ailleurs dans les pays du Sud, les jeunes générations réclament de comprendre pourquoi il y'a tant de conflits couteux ? Elles se demandent pourquoi la paix durable semble être si difficile à construire. Et enfin pourquoi, depuis des décennies, l'essentiel des conflits se concentrent dans les pays du Sud qui pourtant ont tant besoin de paix pour se construire un véritable développement ? Elles méritent d'avoir une réponse, mieux des actions qui encouragent.

On le sait, l'histoire a très peu gardé en mémoire le souvenir de paix durable dans l'économie des relations entre les états et les peuples. De sorte qu'un simple regard sur la longue marche de l'humanité nous permet de comprendre que les conflits et les maladies ont considérablement retardé les progrès des peuples et déstructuré les cartes de possibilités du genre humain¹.

La géopolitique actuelle porte encore des stigmates de notre histoire trouble : ancienne et récente. Sur ce fond, la crainte de choc de civilisations est pour certains du domaine du possible. Et ceci d'autant que, du nord au Sud, nous assistons depuis quelques années à des mouvements de radicalisme de doctrines économiques², politiques et religieux.

Aussi le sujet de la paix en rapport avec le développement humain et le rôle des leaders religieux est un sujet à la fois actuel et éminemment pertinent. La contribution des leaders religieux pour le bien être et la paix dans les communautés est, en effet, stratégique et déterminante.

Nous abordons donc cette problématique avec la ferme conviction que Religion et Paix, Justice et Economie, Foi et Développement, Diversité et Célébration devraient être au cœur du champ de l'activité théologique dans les pays du Sud maintenant et dans les prochaines décennies.

Dieu, comme par le passé, ne cherche t-il pas des voix autorisées, des prophètes, des femmes et des hommes pour dire, pour attirer l'attention, pour plaider et pour agir envers ceux qui gémissent dans les prisons de la pauvreté ? Il faut qu'il ait des prophètes pour transporter l'espérance dans le Sahel affamés, inondé et meurtri. Des

¹ Ralph Winter "*The Kingdom strikes back: Ten epochs of redemptive history*" (WCIU, Pasadena, 2002) P.1-2.

² Le radicalisme économique est souvent oublié à l'affiche en comparaison avec le radicalisme religieux qui occupe considérablement l'espace médiatique. Pourtant, combinées aux jeux spéculatifs de la finance internationale, les formes de radicalisme économique font bien plus de victimes et de foyers de tensions dans le monde.

prophètes pour **rencontrer** et ne pas simplement croiser les milliers d'enfants qui s'éteignent en silence dans l'errance des villes de l'Afrique de l'Ouest.

Notre exposé cherche à donner ici quelques perspectives de l'expérience interreligieuse à travers l'action de World Vision en rapport avec le concept de paix et de développement. Mais au préalable, qu'il nous soit permis de préciser notre antécédent historique d'une part, et théologique d'autre part. En effet, sur le plan technique, l'approche interreligieuse de World vision en matière de développement est intimement liée à ces deux antécédents.

I. Cadre Historique de l'intervention de World Vision

Le Fondateur, Bob Pierce, un jeune pasteur américain, visite la Chine en 1947. Il est frappé par la misère et le nombre d'enfants orphelins. Les affres de la deuxième guerre mondiale étaient encore visibles.

Rien dans la vie de Pierce ne semblait l'avoir préparé à voir une telle souffrance humaine en Chine d'abord puis en Corée du Sud de l'après Guerre Mondiale. Choqué et interpellé, il entra dans sa chambre d'hôtel et prie : « **Que tout ce qui brise le cœur de Dieu, brise aussi mon cœur** »³. Alors en 1950 WV est né avec son premier bureau à Portland, Oregon USA. Pierce plaide aux prêtres des églises, mobilise des fonds et lance le parrainage d'enfants, les orphelinats, les centres de santé, les secours d'urgences, le plaidoyer et les efforts de restauration pour un développement transformationnel.

World Vision était donc né des cendres encore chaudes de la deuxième Guerre pour répondre aux pires dégradations de la dignité humaine et surtout des enfants. De sorte que, pour World Vision, la prise en compte de la dimension paix et réconciliation peut être considérée comme une réalité congénitale !

La souffrance et l'accompagnement des pauvres a été et reste un lieu de mission et de vocation. Depuis sa création WV veut rester « un témoin de l'amour de Christ au près des pauvres et des opprimés » et ceci sans tenir compte des aspects relatifs à la race, à l'ethnie et à la religion.

Pendant plus de 60 ans WVI a travaillé dans près de 100 pays en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen Orient et en Europe. Les détresses humaines nous ont interpellés à travailler avec et au service des communautés Bouddhistes, Hindouistes, Musulmanes Chrétiennes, etc.

Un parcours qui a permis à l'organisation d'apprendre énormément au près des communautés. La dynamique d'apprentissage continue au fur et à mesure que le ministère s'étend à différents terrains et contextes. On est, en retour, profondément enrichi par la diversité, et la générosité des partenaires dans les villages les plus reculés de notre planète.

Le sommaire des cas pratiques que nous partageons dans cet atelier sont issus des leçons de cet apprentissage.

³ Marilee PIERCE DUNKER **Man of Vision** (Thomas Nelson Publisher, 2010) p.1

II. Eléments de notre théologie pour la paix et le développement transformationnel !

Principe I De la signification du concept de paix!

La paix n'est certainement pas une période, où un morceau de temps, entre deux guerres. Du point de vue biblique la paix est bien plus que l'absence de conflits où de guerres, encore moins un traité, où un cessez le feu⁴.

En effet, pas de paix quand les enfants vont au lit sans manger, quand dans la communauté des femmes meurent en donnant la vie.

Pas de paix quand le SIDA tue les jeunes gens et brise tant de rêves de familles et de villages entiers

Pas certainement de paix quand, dans les maisons, le paludisme fauche et tue chaque jour près 3,000 enfants en Afrique Sub saharienne.

Pas de Paix et de réels projets d'avenir quand chaque année des millions d'enfants meurent avant qu'ils aient atteint même l'âge de 5 ans.

Pas de paix quand les jeunes filles et garçons sont victimes des violences physiques, verbales, sexuel et psychologique ?

Pas surtout de paix lorsque plus de 3/5 de la population mondiale reste à la périphérie et se batte pour les libertés économiques primaires. Une distorsion, grave, bien connue au sein de l'OMC. Joseph STIGLITZ⁵, prix Nobel d'économie, s'en émeut impuissamment !

Nous croyons que quand Jésus dit : « **Je vous donne ma paix** ⁶ » il s'agit précisément de la Paix résultante d'une **praxis d'amour** et de justice authentique comme signe de son Royaume et consigne de son programme. Lequel programme il a publiquement annoncé lors de son message inaugural dans son propre village, à Nazareth. Ce jour là, dans la synagogue, il prit le livre d'Esai et dit :

«L'Esprit du seigneur est sur moi, parce qu'il m'a oint pour annoncer une bonne nouvelle aux pauvres. Il m'a envoyé pour guérir ceux qui ont le cœur brisé, pour proclamer aux captifs la délivrance, et aux aveugles le recouvrement de la vue, Pour envoyer libre les opprimés, Pour publier une année de grâce du Seigneur. »⁷

Le message et les objectifs programmatiques sont clairs. Notre exégèse les situe en 7 points. Il parle de **pauvres**, de **guérison** et de **cœur brisé**. Il parle aussi de **liberté**, d'**oppression**, et de **vue**. Enfin il parle de **Bonne Nouvelle et de Grace** qui, respectivement ouvrent et projettent le tout dans un mouvement d'Espérance.

Le chantier que le Christ ouvre ainsi est immense et toujours actuel. A travers ce discours inaugural de Nazareth, l'Eglise, aujourd'hui, comprend de mieux en mieux que l'Evangile où qu'un programme de promotion de la paix resterait impertinent s'il ne

⁴ On peut être d'accord donc avec le président F. H. Boigny pour dire que « la paix n'est pas un vain mot. »

⁵ Cf. Joseph E. Stiglitz et Andrew Charlton **Pour un commerce mondial plus juste**, (Fayard, 2007) p7-13.

⁶ Evangile de Jean 14 :27

⁷ Evangile de Luc 4 :18-19

s'adresse pas sérieusement à la question de la pauvreté, c'est-à-dire de la justice. Le rapport de Lausanne⁸ 1974 insiste très précisément sur la dimension humaine, et social de la responsabilité de la mission chrétienne.

Puisqu'il ya toujours, et même davantage, des pauvres, de cœurs brisés, de graves problèmes des libertés les plus élémentaires. On comprend à World Vision que nos cadres logiques, nos programmes, nos plans d'actions et stratégies soient interpellés à garder, toujours quelque part, des échos du message de Nazareth, de celui qui a dit : « **comme le père m'a envoyé, moi aussi je vous en envoie.** »⁹ Parce que là où la dignité humaine et la justice sont menacées, là aussi est menacée la Paix de Dieu et celle des hommes.

La paix donc c'est prendre soin, c'est un cheminement avec tous : forts et faibles, oppresseurs et opprimés pour découvrir ce que nous avons en partage : **une terre, un destin humain, et un Dieu.**

Principe II : Paix, Développement et «*Missio Dei* » !

WV n'est pas une église, mais elle se donne une mission qui, je l'espère, est un affluent important de la *Missio Dei*. Autrement dit, les composantes stratégiques de la mission de World Vision pour la lutte contre la pauvreté et l'injustice devraient être une fonction contributive majeure de l'action de Dieu pour le monde. Mais quel est donc l'essence de la *Missio Dei* ?

L'ange qui était venus annoncer la naissance du Christ aux bergers de Bethlehem avait vu se joindre à lui une véritable chorale d'anges du ciel qui chantaient à cette heureuse occasion. Il est à remarqué que la chanson des anges portait sur le thème de la paix. Ils disaient:

« Gloire à Dieu dan le Ciel
Paix parmi les hommes sur la terre »¹⁰



Dieu se définit lui-même comme le Prince de la Paix. Le mot paix revient 250 dans la Bible. La paix sur terre est une préoccupation constante pour Dieu. Aussi l'effort de construction de la paix est au cœur de la ***Missio Dei***, et devrait être transversale pour toutes missions chrétiennes à travers l'église et son monde ONG.

World Vision se définit comme une « expression de l'Eglise » et consciente de son rôle dans l'économie de la mission globale. Mais elle se singularise dans l'approche holistique, c'est-à-dire une prise en compte de l'homme dans sa dimension globale. La

⁸ John Stott, **Christian Mission in the modern world**, (1975)

Pour la version française, **Mission chrétienne dans le monde moderne** (Editions G.M., Neuchâtel, 1977). Voir le point 5 de la **Déclaration de Lausanne**, p.180, Juillet 1974

⁹ Evangile de Jean

¹⁰ Evangile de Luc : 2

missiologie de WV est solidaire aux orientations de Lausanne qui permirent donc en 74 de renouveler la compréhension et l'engagement sans réserve vis-à-vis des pauvres, de la paix, et de la justice.

Dans cette perspective le champ missiologique et programmatique de WV est définie dans l'espace d'intersection entre l'identité christocentrique, l'approche communautaire et l'engagement pour le bien être des enfants.

C'est là, précisément, le lieu où World Vision International mène ces programmes qui s'articulent autour du parrainage, le secours d'urgences, l'éducation, le plaidoyer, l'accès à l'eau potable, etc.

Nous ciblons de toucher environ 4 millions d'enfants en Afrique de l'Ouest d'ici 2015. On s'efforce sans relâche à intégrer Paix, Justice et Développement

III. Cadre Pratique: Engagement dans l'Approche Interreligieuse

Notre référentiel sera, dans ce chapitre, le contexte du ministère en Afrique de l'Ouest où World Vision travaille essentiellement dans 7 pays à savoir : le Mali, le Tchad, le Ghana, le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, et Sierra Leone. Une présence donc justifiée par les besoins et défis considérables.

1. La réalité du terrain :

Les sécheresses des années 70, et les crises alimentaires successives qui en résultent depuis, ont amené World Vision à s'installer en Afrique de l'Ouest au près des populations pour, d'une part, contribuer à reconstruire les mécanismes de résilience sérieusement érodés par des chocs successifs, et d'autres parts aider à jeter les bases d'un développement communautaire durable.

Comparée à l'Asie, l'Amérique Latine et même de l'Afrique de l'Est où World Vision avait déjà une expérience certaine, l'Afrique de l'Ouest a été et reste un terrain particulier à plus d'un titre. En effet, les sévères conditions climatiques, la diversité ethnolinguistique, le pluralisme religieux et les péripéties d'une démocratie naissante aller s'inviter dans les activités, programmes et modes d'actions de World vision aussi bien dans les opérations de secours d'urgences que dans l'approche de développement transformationnelle.

Pour la première fois, dans une région continentale entière, nos investissements et ministères étaient destinés à des communautés de 70% de Musulman et à peine de 16% de Chrétiens.

Naturellement, il fallait gérer à la fois le poids de soupçons et les méfiances de toutes sortes. Nos pionniers, il faut le préciser, ont eu à faire un travail de fondation remarquable. Ils ont trouvé la formule sacrée : « *pour eux, avec eux, et par eux même* ¹¹ » ! Les théories de l'inculturation venaient de donner la clef à une approche de développement. Les autorités coutumières, religieuses et étatiques ont été non seulement consultées, mais impliqués comme acteurs au niveau de la communauté pour appuyer les programmes de sensibilisations, de secours d'urgences, de réconciliations, de parrainage, etc. Depuis les années 80 ce mode local organisationnel d'appropriation

¹¹ Par là les ressources humaines communautaires, et donc les leaders coutumiers, étatiques, et religieux, ne sont pas simplement impliqués mais des acteurs et des partenaires au sens plénier du mot.

se renforce de mieux en mieux avec l'émergence des compétences locales. Car le développement est essentiellement une entreprise endogène.

En Avril 2009, après presque 30 années d'intervention, en Afrique de l'Ouest une enquête interne a été menée pour nous aider à capitaliser les leçons interreligieuses apprises.

2. Leçons apprises

La contribution des leaders religieux à été globalement considérable. Toutes fois dans nos zones d'interventions l'impact a été fondamental à quatre niveaux :

i. Changement de Comportement : Il était impossible pour nos agents et techniciens de communiquer efficacement avec les populations cibles sur les questions relatives à l'excision, aux pratiques de FGM, au mariage précoce, aux pratiques traditionnelles d'interdits alimentaires, etc. sans le concours dynamiques des pasteurs, prêtres et surtout des Imams, toutes confréries confondues, et aux chefs de villages. Le fait d'avoir des **homélie**s et des **khouthbas**, de plus en plus écrits et prêchés sur ces questions, ont permis une évolution des mentalités. Avec un tel engagement bientôt la guerre sera gagnée. Mais il y'a encore des batailles importantes à mener ensemble.

ii. Etat civile : Des progrès remarquables sont en train d'être enregistrés dans nos zones d'intervention. Des chiffres sont doublés, voir même triplés en moins de 10 ans. Là aussi avec le soutien des religieux dans toute la région pour que chaque enfant ait un acte de naissance et existe en tant que citoyen.

iii. Education et Santé: Le relèvement du taux de scolarisation depuis 97 et surtout celui des jeunes filles est aujourd'hui une réalité quasi générale dans les ADP¹²s de WV. Pendant ce temps le taux de prévalence du VIH/SIDA a connu un recul. Des programmes dénommés le « carton rouges », CoH¹³, etc. ont été implémentés avec beaucoup d'engagement des religieux pour la lutte contre SIDA. Le même effort continue et s'étend contre le paludisme et aussi pour sortir les enfants des rues ! Le plaidoyer pour l'éducation et la santé embrasse et soutien l'idée que la place des enfants n'est pas dans les rues mais dans les salles de classes. Sur ce terrain délicat, la contribution des leaders religieux à côté de l'effort du pouvoir publique est irremplaçable. Dans cet esprit, un programme précis dénommé VITALIS entre WV Sénégal et un réseau de leaders religieux a donné beaucoup de satisfaction et semble montrer le chemin.

iv. Emergence d'espaces de rencontres interreligieux¹⁴: L'extrême pauvreté est une interpellation qui a permis aux leaders religieux de se rencontrer pour une lutte commune. C'est vers 1995 que les rencontres interreligieuses pour le développement social ont pris une forme intentionnelle et organisationnelle avancée, d'abord autour de l'argumentaire pour la lutte contre le VIH/SIDA, puis pour le plaidoyer en faveur du droit de l'enfant et du respect de l'intégrité du corps de la jeune fille. Depuis, sur le terrain social neutre, des milliers de leaders et dignitaires Coutumiers, Musulmans, et Chrétiens se retrouvent, réfléchissent, apprennent les uns des autres, et agissent pour les causes d'intérêts communs. Il faut le reconnaître, un tel succès aurait été plus

¹² ADP= area Development Program ou en français, zone de développement intégré.

¹³ CoH = ou Chanel of Hope, canaux de l'espoir : un programme de lutte contre sida animé par des Imams et de leaders d'église.

¹⁴ Nous avons sciemment choisi d'éviter le mot dialogue qui pour certains théologiens est très chargé.

difficile, voir utopique sur le terrain purement théologique en ces moments de l'évolution mentale interreligieuse. Le socle de la culture locale de paix y est pour beaucoup. L'existence, même fragile, de ces espaces permet de fonder un réel espoir pour des lendemains meilleurs dans la sous région.

Tous ces combats pour le développement et la paix ont permis, provisoirement, de retenir quelques leçons importantes :

Leçon I : Il n'y a pas de Paix durable sans Justice et Développement durable. Il y'a malheureusement trop d'exemples dans nos pays qui illustrent ce principe de bon sens.

Leçon II : Les efforts de développement doivent être menés en bonne intelligence avec toutes les forces et ressources de la communauté. Les leaders religieux, Coutumiers, Musulmans et Chrétiens sont une force que l'effort de développement n'a le droit d'ignorer !

Leçon III : Le développement communautaire n'est pas essentiellement une question d'investissement massif d'argent. L'enjeu est plus précisément d'ordre mental, de changement de comportement et d'acquisition de savoir faire. Bref, c'est d'un shift qu'il s'agit. Un idéal de développement qui doit d'abord émerger vers un mouvement cohérent. Un mouvement donc purement endogène qui ne peut se réaliser qu'avec le déterminisme des pôles d'influences locales. World Vision veut accompagner de tels mouvements communautaires qui, du reste, sont le soubassement de cohésions sociales.

3. Une directive majeure :

Le 2 Avril 2009 le Conseil International de WV signe une politique spécifique aux aspects interreligieuse du ministère. Ce qui donne une base opérationnelle et des opportunités plus accrues dans la collaboration interreligieuse pour le travail développement et le bien être des enfants. En Afrique de l'Ouest cette directive est venue corroborer et confirmer des convictions et des pratiques.

4. Esquisse de la nouvelle approche interreligieuse

Avec l'arrivée de la nouvelle directive interreligieuse, tous nos bureaux nationaux et le bureau régional devaient coopérer pour l'implémenter. Cinq étapes sont définies à cet effet :

1. Formation du personnel : en amont comme en aval dans chaque pays.
2. Définition de stratégies interreligieuses contextuelles,
3. Renforcement des capacités des partenaires religieux,
4. Mise en place de réseaux nationaux et internationaux,
5. Développement des outils pour le plaidoyer en faveur de la Paix et le bien-être des enfants.
6. Animations d'ateliers communautaires de sensibilisation et d'information sur le paludisme, la protection des enfants, eaux hygiènes et assainissement, etc.

5. Définition de l'espace d'Action :

Le travail interreligieux est un travail important, efficace mais sensible. Il faut être d'accord, dès le départ, que l'exigence n'est pas d'être toujours d'accord.

L'engagement et la collaboration sont alors définis sur le terrain social de la paix et du plaidoyer pour les enfants. Ce qui, du reste, donne de réels motifs de satisfaction à tous les représentants des religions dites révélées. La théologie sociale est la dimension technique qui sous tend l'accompagnement de l'engagement interreligieux. A ce jour World Vision travaille directement avec 3,000 leaders religieux dans la région.

Conclusion

La Paix est bien plus étendue que les conflits et la misère car elle est dans le cœur de tous. Nous croyons que c'est la paix et ses acteurs qui auront le dernier mot sur terre. « Heureux ceux qui procurent la paix car ils seront appelés fils de Dieu¹⁵ ! »

Pendant que nous travaillons à vaincre la bataille du paludisme, du sida, des famines, du phénomène des enfants de la rue, etc., il nous faut ne pas oublier l'essentiel. Celui d'encourager chaque communauté d'apprendre à « *prendre son propre poisson dans son marigot* »¹⁶. C'est-à-dire à réduire la main tendue et la dépendance. C'est-à-dire passer du système d'aide au statut de savoir faire valorisant, à tous égards, les ressources locales. En effet, le marigot existe et regorge de poissons !

Dieu n'avait-il pas dit à Moïse : « *qu'il ya t-il entre tes mains ?*¹⁷ ». Moïse n'avait qu'un bâton. Pourtant l'enjeu était titanesque puisque qu'il s'agissait de libérer un peuple entier. Cela avait suffi avec l'appui de Dieu. La paix et le développement de nos nations sont du domaine du possible. Ils se feront par ce que nous avons entre nos mains. C'est là, précisément, le kérygme de l'interpellation sociale du discours interreligieux africain. Que Dieu nous aide d'en être des prophètes actifs.

¹⁵ Matthieu 5 :9

¹⁶ Proverbe africain !

¹⁷ Voir: La Bible, Ancien Testament, Exode 4 :2

Colloque :

« Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV :
Religion, paix et développement », les 13 et 14
novembre 2012 à la Fondation Konrad Adenauer,
Dakar - Sénégal

Thème : Impacts des valeurs et des religions traditionnelles dans la promotion de la citoyenneté.

PAR PIERRE GNANGA BOUBANE

Sommaire :

- I- Introduction
- II- Clarification des concepts
 - 1- La religion traditionnelle africaine (RTA)
 - 2- La citoyenneté
 - 3- La crise de la citoyenneté
- III- Les valeurs de la religion traditionnelle africaine (RTA) et leurs impacts
dans la formation du citoyen
 - 1) La vie
 - 2) La famille
 - 3) Education traditionnelle en milieu Bassari
 - 4) La solidarité et l'hospitalité
 - 5) La réconciliation
 - 6) La prière et le sacrifice
 - 7) Les valeurs d'ordre économique
- IV- Résultats attendus
- V- Perspectives
- VI- Conclusion

I. Introduction

L'une des conclusions du colloque tenu à Lagos en 1977, lors du 2^{ème} Festival Mondial des Arts négro africains peut servir d'introduction à ma communication : « les civilisations africaines sont des civilisations spirituelles ». Cette assertion peut aisément se vérifier dans chacune des familles ethniques du Sénégal. Mais elle se réalise à l'évidence dans l'une de ces familles qui a sans doute le mieux conservé son héritage, il s'agit de la famille ethnique Bassari. Tout au long de notre exposé nous allons tenter de montrer comment les aspects religieux de ces valeurs traditionnelles entraînent la cohésion sociale.

II. Clarification des concepts

1- La religion traditionnelle africaine (RTA)

Elle se définit comme l'ensemble des croyances et des pratiques religieuses traditionnelles par lesquels les africains se relient à Dieu et à la communauté, formé par les morts-vivants et les vivants d'ici bas. Elle est une réalité vécue et sentie.

L'africain sait, à la lumière de sa tradition que sa vie lui vient de Dieu en passant par les ancêtres et les parents. Il sait aussi que cette vie lui est garantie par sa communauté, guidée par les ancêtres. C'est ici qu'il faut trouver l'attachement de l'africain à la tradition ancestrale. Tout au long de sa vie il s'efforce à maintenir cette chaîne de relations dans le but de bien vivre ici bas et être bien accueilli après son pèlerinage terrestre dans les cieux. Manquer à ce rendez vous serait pour lui un grand malheur.

2- La citoyenneté

C'est le fait pour une personne, pour une famille ou pour un groupe d'être reconnu comme membre d'une cité (aujourd'hui d'un Etat). C'est la manifestation d'une identité commune. Sur le plan juridique, la citoyenneté se définit par la possession de la nationalité et cela permet à l'individu de participer à la vie de la cité sans obligation. Le citoyen actif exerce son droit de vote et se fait élire. Il participe ainsi aux grandes décisions qui orientent la politique nationale. Le citoyen peut, s'il le désire, exercer d'autres activités citoyennes telles qu'adhérer à une association, à un syndicat ou à un parti politique. Il peut également avoir des attitudes de politesse, de respect des biens publics.

3- La crise de la citoyenneté

Keling et Wilson ont défini l'incivilité en 1970. «C'est l'ensemble des nuisances sociales qui ne blessent pas physiquement la personne mais bousculent les règles élémentaires de la vie sociale (crachat sur les murs, urines, dégradation des biens publics, attroupement d'individus menaçants, bruit dans les immeubles d'habitation, insultes, manque de respect envers les personnes âgées). Les incivilités remettent en cause le bon fonctionnement de notre société voire de nos états. Les incivilités sont perçues comme un défi à l'ordre public.

III. Les valeurs de la religion traditionnelle africaine (RTA) et leurs impacts dans la formation du citoyen

1) La vie

La vie est un concept qui domine la mentalité africaine. La vie d'ici bas est un drame qui met en scène deux forces : la vie et la mort. Quelque soient ses richesses sur terre, l'Africain se sent toujours menacé, ses biens ne pouvant lui assurer sa victoire sur la mort. Il n'a qu'une possibilité pour le triomphe de la vie : le recours aux ancêtres et à Dieu « Kahanu » chez les Bassari.

Jean Paul II a dit : « Les fils et les filles de l'Afrique aiment la vie. De cet amour de la vie découle leur grande vénération pour leurs ancêtres ».

Pour le Bassari, la vie est un don de Dieu et une responsabilité qui l'engage à la respecter et à la protéger, la développer dans sa fidélité à « Kahanu » (Dieu).

Impact de cette valeur sur la vie des citoyens respectueux de leurs propres vies et de celle des autres citoyens. Elle élimine le crime et le suicide.

2) La famille

La famille africaine est différente de la famille européenne (famille nucléaire). Elle est une structure sociale où la parenté joue un rôle fondamental et déterminant. Tous ceux qui se réclament du même ancêtre sont liés par le sang. Elle se compose des vivants d'ici bas, des ancêtres (morts-vivants) et des générations futures.

Formation et éducation de familles unies, sans des responsabilités des cellules de bases fortes, capables de se développer.

3) Education traditionnelle en milieu Bassari

Elle se fait tout au long de la vie. Ce n'est que dans sa maturité que l'homme s'élève à la connaissance des réalités de l'univers et des vraies valeurs de la vie. Lorsque ses forces corporelles déclinent, il accède à la sagesse.

Un exemple d'intégration et formation chez les Bassari

Dès sa naissance, des rites symbolisent et réalisent l'intégration et la protection de l'enfant dans sa communauté : présentation de l'enfant aux fétiches protecteurs, aux ancêtres.

a) L'enfant à un nom ordinal

Ordre	Prénoms masculins	Prénoms féminins	
1	Tiara	Thiera	
2	Tama	Kema	
3	Kaly	Péna	
4	Indéga	Tacky	
5	Yéra	Metenang	
6	Pata	Niary	
7	Mami	Mathia	
8	Chaby	Yafou	
Après les 8,	l'enfant portera	le nom voulu par	ses parents

b) Les classes d'âge chez les garçons

Déno- minati- on	Odin-gta	Ode-meta	odug	opalug	odiar	opidor	Ogne- palang	beharek
Age	6-7 ans	8-15 ans	16-22	23-29 ans	30-36 ans	37-43 ans	44-50 ans	51 ans et plus
Educa- tion reçue	Servir à la mai- son	Etre serviabl e Respect des per- sonnes âgées Commis- sions	Apprentiss age de la vie Courage Responsa- bilité	Courage Sens de l'organisa tion Danse des rites initiatique s Services corvés	Serviteur de la communa uté Organi- sation des diffé- rentes céré- monies	Conseille rs Respect Sagesse	Sagesse confirmé Comporte ment sage	Sagess e Conseil ler confir mé
Respon- sables	Parents Ode- meta	Parents Odug, ainés des odemeta	Parents Opalug, ainés des odug	Parents Oiar, ainés des opalug	Parents Opidor, ainés des odiar	Parents beharek, ainés des opidor	Parents Onepalug Beharek	Beha- rek

b) Les classes d'âge chez les filles

Déno- minati- on	Odolug	Odopalug	Ododiar	Odébatia	Odseb ébatia	Odoyeul	Odé- péka
Age	10-13 ans	14-19 ans	20-25 ans	26-31 ans	32-38 ans	39-45 ans	46-51 ans
Education reçue	Services Pilage Préparation des repas Sens des responsabili tés	Services Préparati on des repas Respect des ainés Educatio n à la maitrise de soi	Séparati on avec les hommes Mariage possible Service confirmé	Services Préparation aux sens des responsabili tés	Service s Vie commu ne Maitrise de soi	Préparati on aux services publics Corvées services	Servic es de la société fémini ne odé- péka
Responsabl es	Parents odug Ainé de la même classe	Parents Opalug Ainées filles	Parents Odiar Mari	Parents Od seb et batia Mari	Beharek Odo yeul	Odépéka	Behare k

Cette forme d'éducation traditionnelle crée une forte socialisation et une grande solidarité entre les individus d'une même classe d'âge. L'autre avantage c'est qu'il n'y a pas de possibilité d'échapper à cette forme d'éducation et que tous les détenteurs du savoir interviennent.

La diversité d'intervention permet d'obtenir de bons résultats à l'issue des années de formation. L'éducation se poursuit durant toute la durée de vie de l'individu.

4) La solidarité et l'hospitalité

L'Africain vit dans le faisceau de la relation avec son sens de la fraternité clanique, l'ouverture à l'esprit d'entraide et d'hospitalité comme l'ont voulu les ancêtres.

- La solidarité africaine

Chez le Bassari comme ailleurs en Afrique, le sang de l'ancêtre commun constitue le ciment de la parenté. Ce sang les oblige à être solidaires entre eux, en développant la générosité, l'entraide et en cultivant le sens du donner et du recevoir.

L'avarice et l'égoïsme sont considérés comme de grands défauts dans la société.

- L'hospitalité africaine

L'hospitalité africaine a un caractère universel. Elle réserve un bon accueil aux personnes étrangères. Dans la tradition Bassari, seuls les étrangers mangeaient le riz qui était une denrée rare.

L'ancêtre a prôné l'ouverture tout en appelant à la prudence. L'hôte doit faire mesure de sincérité et de bonnes intentions pour prouver qu'il ne présente pas de menace à la paix de la famille et de l'ethnie.

5) La réconciliation

Les séances de réconciliation sont restauratrices de la paix intérieure et de la cohésion au sein de la communauté Bassari. Elles se font sous forme de rituels. Une offrande sacrificielle intervient à la fin de la cérémonie

a- les circonstances

Conflits, maladies graves, malheurs successifs, insuccès social ou économique, jalousie, mécontentement. Le menacé ou son parent porte plainte chez l'ainé de la parentèle. Ce dernier convoque l'assemblée de réconciliation.

b- l'offrande

Du vin de représentation pour concrétiser le repentir du vin en premier est versé pour la réconciliation avec les ancêtres.

c- le procès

Le procès par l'interrogatoire et les proverbes a contribué jusqu'à ce que le coupable reconnaisse sa faute.

d- l'acceptation de sa culpabilité

Il prend conscience de sa faute et demande pardon à l'intéressé et à l'assemblée réunie à cette occasion.

e- L'amende

Le coupable offre de la boisson et paie un coq, une chèvre ou autre chose que l'assemblée monnayera dans l'ambiance de fête, en signe de réconciliation.



6) La prière et le sacrifice

La prière est un dialogue entre l'homme et son créateur. L'homme est la seule créature qui a le privilège d'entrer en communication avec son créateur (Kahanu). Chez les Bassari, il se fait par l'intermédiaire des ancêtres.

Les sacrifices en milieu Bassari ont quatre fonctions :

- Divinatoire quand ils veulent interpréter un acte passé
- Identitaire quand ils aident à établir des liaisons entre le monde des hommes et celui des ancêtres et des esprits
- Purificatrice quand ils nettoient l'individu des souillures, des fautes et des interdits « kathiékoun », purification de la famille
- Les rites de passage lors des initiations

7) Les valeurs d'ordre économiques

- La noblesse du travail de la terre
- Les rites des premières semences
- Les puissances spirituelles – respect de la nature
- La valeur de la conscience professionnelle et du respect des biens des autres
- L'honnêteté

Le fondement de toutes ces valeurs est la croyance religieuse.

IV. Résultats attendus (impacts attendus)

Un individu qui a reçu une bonne éducation traditionnelle présente nécessairement les valeurs attachées à la citoyenneté telle la civilité, le civisme et la solidarité.

La civilité

C'est une attitude de respect de la foi à l'égard des autres citoyens (politesse) mais aussi à l'égard de bâtiments et lieu de l'espace public (transport en commun). C'est aussi la reconnaissance et la tolérance mutuelle des individus entre eux, au nom du respect de la dignité de la personne humaine qui permet une plus grande harmonie de la société.

Le civisme

Il consiste à titre individuel à respecter et à faire respecter les lois et règles en vigueur mais aussi à avoir une conscience de ses devoirs envers la société. Le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne et publique. C'est agir pour que l'intérêt public l'emporte sur l'intérêt individuel.

La solidarité

Elle est importante. En effet, elle suppose que les citoyens dans une communauté dans une conception classique ne sont pas de simples individus juxtaposés mais un ensemble d'hommes et de femmes attachés à un projet commun. Elle correspond à une attitude d'ouverture aux autres qui illustrent les principes républicains de fraternité. Dans ces conditions, la solidarité consiste à venir en aide aux plus démunis, directement ou par le biais des politiques publiques (exemple : impôts redistribution).

V. Recommandations

Pour une insertion des valeurs sénégalaises :

Chercher à répondre aux aspirations des jeunes

Répertorier toutes les valeurs sénégalaises d'hier, d'aujourd'hui pour les réintégrer

Associer les familles

Les valeurs sociales

Les valeurs économiques (travail, technologie, progrès)

Les valeurs écologiques (noblesse du travail, respect de la nature)

Les valeurs dites personnelles

Les valeurs d'homme social (solidarité et paix)

Respecter ce qu'est la religion

Conclusion

La RTA, avec ses principes égalitaires applique aujourd'hui certaines valeurs telles :

- la parité : Pour la société Bassari, l'avis des femmes est important dans la prise de décision concernant la communauté.

- L'égalité des chances entre tous les individus : en fait il n'y a pas d'exclu donc pas désœuvrement.

- La justice : tout le monde est soumis aux mêmes droits et aux mêmes devoirs.

Notre pays, le Sénégal, compte environ 90 % de musulmans, 5% de chrétiens, les adeptes de la RTA et autres partagent le reste. Cependant 95% de la population a un pied dans le christianisme ou l'islam et l'autre dans la religion traditionnelle. Ceci explique en partie la stabilité de notre pays, car tout le monde se retrouve autour de

ces valeurs. Aujourd'hui il est important de revisiter le passé religieux de nos différentes sociétés pour maintenir et renforcer les acquis.



Journée culturelle à Salémata mai 2011
Avec la participation du représentant du Nonce apostolique
Une contribution au dialogue interculturel et interreligieux

**Enracinement et ouverture IV
Plaidoyer pour le dialogue interreligieux**

Religions, paix et développement
Dakar, le 13 et 14 novembre 2012
Cérémonie de clôture

Allocation de la Représentante Résidente de la FKA
Andrea Kolb

Excellence, Monsieur le Représentant du Ministre de l'Intérieur,
Excellence, Monsieur le Nonce Apostolique de Dakar,
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur d'Israël,
Honorable Sénateur Sidy Dieng,
Honorables Députés,
Monsieur le Représentant du Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop,
Chers collaborateurs de l'Ambassade d'Israël à Dakar,
Eminents conférenciers,
Messieurs les représentants des communautés, congrégations et confréries religieuses du Sénégal,
Honorables invités,
Chers participants,

Au nom de la Fondation Konrad Adenauer, je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation au colloque international « Enracinement et ouverture Plaidoyer pour le dialogue interreligieux, quatrième édition ». Je vous remercie d'avoir participé, deux jours durant, aux panels et aux débats en vue d'ébaucher des pistes de réflexion et d'action afin que les religions soient un véritable vecteur de paix et de développement, comme le libellé du colloque l'indique.

Mes vifs remerciements s'adressent au Ministre de l'intérieur qui a bien voulu présider la cérémonie de clôture de notre colloque. Un grand merci au Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop et à tous nos partenaires dans cette initiative : Monsieur l'Ambassadeur d'Israël, Monsieur Eli Ben Tura, nous vous remercions d'avoir fait venir d'Israël l'éminent expert, le professeur Elie Sommer. Nous disons merci aussi au Sénateur Sidy Dieng Président de ASECOD, pour sa constante et fructueuse collaboration depuis près de 15 ans. Bien sûr nous remercions cordialement aussi le professeur Abdou Aziz Kébé et son équipe de l'UCAD. Je voudrais exprimer ma grande gratitude au Nonce Apostolique de Dakar qui accompagne notre démarche de dialogue interreligieux, depuis maintenant 4 ans, avec ses précieux conseils et contributions.

Le comité scientifique qui a préparé, durant une année, ce colloque, mérite des félicitations, et je remercie chaque membre de sa participation assidue, engagée et fructueuse qui nous a permis d'organiser ce colloque. Dans ce cadre, je voudrais adresser mes remerciements avec mention spéciale à Daniel Diyombo qui a fait venir au colloque une quinzaine de guides religieux de tout le Sénégal et du Mali. Cette initiative a enrichi les débats et nous a offert l'opportunité de nouer des contacts et des relations.

Je suis contente de constater que la thématique du dialogue interreligieux suscite toujours le même intérêt et le même engouement. Il me semble que la nécessité du dialogue s'est accentuée ces derniers mois, avec la crise au Mali et d'autres crises et problè-

mes qui secouent la sous région. Je suis contente aussi de voir ici parmi les participants engagés et motivés nos partenaires de toujours, comme j'aimerais les appeler : ADPBS, ANEEB, Amnesty International, ASECOD, CNP, CUDAFCS, GRAIF, JEC, MALAO, Mouvement Citoyen, TAATAAN. Je me réjouis de voir d'éminentes nouvelles têtes, comme le Père Joseph Ndong, le directeur du Centre Saint Augustin et Abbé Georges Diouf, le Directeur du Séminaire de Ngazobil. Et je me félicite de la participation des experts des différentes religions avec comme Monsieur Ouattara venu de Ziguinchor et notre Doyen Issa Laye Thiaw, des représentants du monde politique et de la société civile, des représentants des médias qui ont un rôle important à jouer quand on parle de religions vecteurs de paix.

Tous mes remerciements les plus cordiaux s'adressent aux conférenciers, modérateurs et rapporteurs. En effet, certains ont fait de grands déplacements, en premier lieu le professeur Elie Sommer de Jérusalem, et aussi le Pasteur Adama Diouf et sa délégation de Bamako et le professeur Pierre Boubane de Salémata. Je tiens à souligner que parmi les modérateurs, nous avons deux de nos anciennes boursières, Fanta et Selly, et nous sommes heureux de constater qu'elles ont pris leur envol. Ceci sont juste quelques exemples, car je pourrai continuer

La plupart de nos invités connaissent bien la Fondation Konrad Adenauer qui est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne qui fut un des politiciens les plus marquants et importants de son époque. Elle a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle soutient aujourd'hui des projets dans plus de 120 pays du monde.

C'est avec une grande joie que nous organisons ce dialogue interreligieux avec nos partenaires. Ce colloque reflète clairement une des priorités de la Fondation Konrad Adenauer et du Gouvernement du Sénégal : le dialogue et la communication entre les différentes religions et cultures.

Le Sénégal est connu comme étant un pays modèle de dialogue interreligieux. Il existe, dans la société actuelle, une multitude d'initiatives pour promouvoir le dialogue entre les religions. La Fondation Konrad Adenauer s'inscrit dans cette dynamique en organisant des fora, des formations et des publications. Au Sénégal, Dieu merci !, les religions ne sont aucunement facteur de division, bien au contraire. Le Sénégal est un des rares pays dans notre monde actuel que l'on met toujours en avant pour prouver qu'une cohabitation harmonieuse et fructueuse entre les peuples et entre les fidèles de différentes religions est possible.

Les Sénégalais de tous bords vivent dans une parfaite communion, ceci est visible par exemple lors des fêtes religieuses auxquelles les fidèles des autres religions sont toujours associés d'une manière ou d'une autre. Cependant, le Sénégal n'est pas une île dans les mouvances du temps, et il n'est pas exclu que certaines tendances néfastes, existantes sous d'autres cieux, prennent pied au Sénégal. Il est d'une extrême importance d'être vigilant et de prendre les devants afin que le Sénégal ne connaisse jamais des situations comme certains pays de la sous région, comme au Mali ou au Nigéria.

Le sujet de notre colloque de cette année était « Religions, paix et développement ». En effet, les religions, au lieu d'être facteurs de division, doivent se faire artisans de la paix. Et la paix est le préalable de tout développement. C'est ainsi que nous avons discuté, sur

Fondation Konrad Adenauer

32 Stèle Mermoz, Route de la Pyrotechnie
B.P. 5740 Dakar-Fann / Sénégal
Tél: +221 33 869 77 78
Fax: +221 33 860 24 30
Email: Buero.dakar@kas.de



la base des exposés du professeur Bakary Sambe et de Monsieur Barro, des problèmes actuels du continent africain, particulièrement de la menace islamiste émanant du Mali et le risque de contamination du Sénégal. Avec le professeur Kassé, nous avons parlé du rôle des médias dans le traitement des religions. Aujourd'hui, nous avons été gratifié des exposés des professeurs Elie Sommer, Pierre Boubane et du pasteur Adama Diouf qui ont ébauché des possibilités comment les religions peuvent concrètement être vecteur de développement et de paix. En effet, les valeurs véhiculées par les religions, qu'elles soient traditionnelles ou révélées, sont souvent des valeurs universelles, transversales. Chaque communauté a sa manière de les transmettre et de les transformer aussi pour les rendre plus praticables dans le contexte actuel.

Nous allons conclure sur une note optimiste. Vu la crise au Mali ainsi que les crises multiples dont nous avons parlé tout au long de ce colloque, que ce soient des conflits armés, des mouvements irrédentistes, la crise des institutions, des valeurs, de la citoyenneté, nous pensons que les religions peuvent apporter des voies de solution. Nous avons, le deuxième jour du colloque, entendu comment les religions peuvent agir comme vecteur de paix et de développement, et nous espérons que le message des religions, à travers les religieux et les fidèles laïcs, sera entendu.

Je remercie encore tout le monde d'avoir assisté, avec tant d'assiduité, d'engagement et de motivation à notre colloque et vous dis déjà maintenant Au revoir l'année prochaine pour notre cinquième édition du colloque Plaidoyer pour le dialogue interreligieux.

Je vous remercie de votre attention.



ADRESSE DU NONCE APOSTOLIQUE – Cérémonie de clôture

Excellence Mr le Ministre de l'Intérieur,

Illustres Autorités Civiles, Religieuses et Académiques ici présentes;

Distingués Panelistes et Modérateurs,

Chers invités, chers amis,

Je remercie vivement le Comité Organisateur pour son invitation à participer à la Quatrième édition du Colloque «*Plaidoyer pour le dialogue interreligieux*», mis en place, comme d'habitude, par les efforts conjugués de la Fondation *Konrad Adenauer Stiftung*, l'Ambassade d'Israël au Sénégal, l'Université Cheikh Anta Diop, et l'Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD).

Permettez-moi de vous dire ma satisfaction pour la participation à ce Colloque d'une paneliste qui représente la tradition culturelle juive, le Professeur Elie Sommer. Avec sa présence, nous revenons, heureusement, à la tradition initiée par les remarquables interventions du Rabbin Dov Maimon et du Professeur Paul Fenton, lors de deux Premières éditions du Colloque.

Le sujet choisi: «*Religion, paix et développement* », avec des implications très osées, mais aussi très actuelles, comme celles de la situation géopolitique dans le Sahel, ou le rôle des religions dans la construction de la nation, nous a permis, encore une fois, d'enrichir nos perspectives sur des problèmes très concrets concernant le domaine sociopolitique grâce aux contributions à la réflexion éthique des différentes traditions religieuses (Judaïsme, Christianisme, Islam et Religions Africaines Traditionnelles).

En poursuivant le chemin et en guise de contribution aux efforts renouvelés en faveur de la paix en Casamance, pour laquelle le Président de la République, Monsieur Macky Sall, nous a convoqués récemment, permettez-moi de vous proposer un passage d'un discours du Pape Benoit XVI, lors de sa récente visite au Liban, que je trouve très actuel pour nous aussi, au Sénégal:

« Nous devons être bien conscients que le mal n'est pas une force anonyme qui agit dans le monde de façon impersonnelle ou déterministe. Le mal, le démon, passe par la liberté humaine, par l'usage de notre liberté. Il cherche un allié, l'homme. Le mal a besoin de lui pour se déployer. C'est ainsi qu'ayant offensé le 1er commandement, l'amour de Dieu, il en vient à pervertir le second, l'amour du prochain. Avec lui, l'amour du prochain disparaît au profit du mensonge et de l'envie, de la haine et de la mort. Mais il est possible de ne pas se laisser vaincre par le mal et d'être vainqueur du mal par le bien (cf. Rm 12, 21).

C'est à cette conversion du cœur que nous sommes appelés. Sans elle, les 'libérations' humaines si désirées déçoivent car elles se meuvent dans l'espace réduit concédé par l'étroitesse d'esprit de l'homme, sa dureté, ses intolérances, ses favoritismes, ses désirs de revanche et ses pulsions de mort. La transformation en profondeur de l'esprit et du cœur est nécessaire pour retrouver une certaine clairvoyance et une certaine impartialité, le sens profond de la justice et celui du bien commun. Un regard nouveau et plus libre rendra capable d'analyser et de remettre en cause des systèmes humains qui conduisent à des impasses, afin d'avancer en tenant compte du passé pour ne plus le répéter avec ses effets dévastateurs. Cette conversion demandée est exaltante car elle ouvre des possibilités en faisant appel aux ressources innombrables qui habitent le cœur de tant d'hommes et de femmes désireux de vivre en paix et prêts à s'engager pour la paix. Or elle est particulièrement exigeante: il s'agit de dire non à la vengeance, de reconnaître ses torts, d'accepter les excuses sans les rechercher, et enfin de pardonner. Car seul le pardon donné et reçu pose les fondements durables de la réconciliation et de la paix pour tous (cf. Rm 12, 16b. 18).

(Source: Discours du Pape Benoit XVI au Palais Présidentiel, Baabda, Beyrouth. RENCONTRE AVEC LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT, DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC LE CORPS DIPLOMATIQUE, LES CHEFS RELIGIEUX ET LES REPRÉSENTANTS DU MONDE DE LA CULTURE. 15 septembre 2012)

Le Saint Père parlait aux Membres du Gouvernement, les Chefs religieux et les Représentants du monde de la culture, de la société libanaise, mais c'est évident que ses mots s'appliquent aussi à la situation actuelle du conflit en Casamance, qui n'a que trop duré.

Chers participants au Colloque, en terminant cette adresse, qui voudrait être un encouragement à poursuivre les réflexions et les échanges, je tiens à vous assurer de l'accompagnement de ma prière pour que vos travaux portent des fruits abondants.

Je vous remercie pour votre aimable attention!

Synthèse et conclusion

Colloque interreligieux 4^{ième} édition

Enracinement et Ouverture, Plaidoyer pour le Dialogue interreligieux.

Religion, Paix et Développement, c'est le thème que la Fondation Konrad Adenauer, en collaboration avec l'Ambassade d'Israël, l'ASECOD et l'UCAD, a donné à la quatrième édition du colloque sur le Dialogue interreligieux. Cette thématique a permis d'identifier des pistes de réflexion ayant trait à la tolérance religieuse, au mouvement islamique et au mouvement islamiste. Dans ce contexte, le premier panel a sur la Géopolitique, menace islamiste sur le Sahel impact des médias. A ce sujet, les participants ont «échangé avec le Paneliste Bakary Sambé sur la crise au Mali et ses répercussions dans la région du Sahel. Le colloque considère qu'il faudrait, pour répondre la question malienne, un dialogue qui implique toutes les organisations de la sous-région. Les participants ont déploré la situation actuelle des forces maliennes qui ont déserté le nord au cœur la question qui menace dangereusement la stabilité de cette région. Ils estiment que la question du Mali regorge de nombreux enjeux sociaux, politiques, économiques et que cette crise est une alerte pour les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Certains participants ont relevé à cet égard, les conséquences d'une démocratie en gestation, le wahhabisme qui gagne du terrain au Mali et qui pourrait avoir cette région comme zone d'influence. C'est pour toutes ces raisons que les leaders religieux devront accompagner leurs fidèles afin qu'ils ne se laissent pas séduire par les théories islamistes. Les participants estiment qu'une rencontre des leaders religieux sous régionaux devrait se tenir à Bamako pour traiter de la crise malienne, avec une présence algérienne. Ils estiment que le Sahara devient un enjeu stratégique et qu'en raison des questions d'ordre sécuritaire, il engage la responsabilité de tous les acteurs, gouvernements, religieux, société civile. S'agissant de l'évolution du mouvement islamique au Sénégal, le panéliste Mohamed Barro a fait l'historique depuis les années 50, à travers l'Union culturelle musulmane, la Famatu ibaduy Rahmane jusqu'au Rassemblement islamique né en 1993. Il a rappelé que l'Arabie Saoudite a un impact effectif sur l'évolution du mouvement islamique au Sénégal. Le colloque recommande que le Sénégal organise et développe un mécanisme harmonisé pour s'armer contre la menace islamiste, tout en faisant la différence entre le mouvement islamique et le mouvement islamiste.

Pour « le traitement des religions dans les médias », dans les échanges avec le Panéliste Mamadou Kassé, le colloque estime que les journalistes doivent bénéficier d'une formation très solide pour véhiculer les messages du secteur religieux qui est très sensible. Les participants ont déploré la malveillance de certains patrons de presse ou responsables de rédactions qui privilégient le sensationnel et la recherche de l'argent au détriment de l'aspect religieux, de l'éducation et de la promotion du dialogue interreligieux.

Le deuxième panel sur le rôle des religions dans la construction de la nation, la promotion de la citoyenneté, de la paix et du développement a permis de traiter

de la religion comme base de valeurs dans la constructions et le développement d'une nation, d'une société. Le panéliste Eli Sommer, expert venu d'Israël a échangé avec les participants sur la paix par rapport à l'intégrisme qui existe chez les musulmans et du reste chez les juifs aussi, l'enracinement et l'ouverture enseigné par Léopold Sédar Senghor.

Le soufisme et la patience ont également retenu l'attente du colloque.

D'autres questions ont porté sur la conservation de l'identité dans un monde global, sur le nouveau type sénégalaise « NTS » que le Professeur Sommer a donné en exemple, au hasard d'un article de presse qu'il a lu à l'occasion de son présent séjour. Sur la situation palestinienne avec Israël, le conférencier a estimé qu'il faut nécessairement un compromis pour une paix définitive et durable. Pour le rôle des religieux dans la promotion de la paix et du développement, le panéliste Pasteur Adama Diouf a échangé avec les participants sur l'implication des leaders religieux dans tous les programmes de développement communautaire pour le bien être des populations.

Il a encouragé les leaders religieux de différentes confessions de travailler ensemble pour relever les défis de la pauvreté en Afrique.

Le paneliste Pierre Ganga Boubane a brossé le tableau des valeurs traditionnelles prônées et pratiquées dans les religions africaines tout en se basant sur le système de l'éducation traditionnelle. En effet, l'apport de ces valeurs encore enseignées et vécues à la construction de la nation et de la citoyenneté est considérable, quand on retient seulement les notions de service, solidarité et responsabilité de l'individu par rapport à la communauté. Une meilleure mise en valeur de ces enseignements anciens pourrait aider à améliorer la relation entre individu et état de nos jours.

En conclusion, la représentante résidente de la FKA, Mme Kolb, l'ambassadeur d'Israël et le Nonce Apostolique au Sénégal ont souligné l'importance des religions en tant que relai et vecteur de paix, indispensable au développement.

Synthèse et conclusions
du Sénateur Sidy Dieng
Président ASECOD



Rapport final

4^{ème} édition du colloque interreligieux

Enracinement et ouverture, Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV

« Religion, paix et développement »

13-14 Novembre 2012

Fondation Konrad Adenauer

Allocution de bienvenue par André Kolb

Religion, paix et développement, c'est le thème que la Fondation Konrad Adenauer choisit pour le colloque qu'elle organise les 13 et 14 novembre 2012, en collaboration avec l'Ambassade d'Israël, l'ASECOD et l'Université Anta Diop de Dakar/UCAD.

Pour commencer, la représentante résidente, Andrea Kolb a présenté la Fondation Konrad Adenauer qui est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne après la Deuxième Guerre Mondiale. La Fondation Konrad Adenauer a été fondée avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'Etat de droit. Dans le contexte de la coopération internationale, elle soutient aujourd'hui des projets dans plus de 120 pays du monde. Les bases de ses activités sont les idéaux et convictions de la démocratie chrétienne : solidarité, liberté de l'individu, justice sociale, droits de l'homme, démocratie. Il va de soi que la doctrine sociale de l'église a largement inspiré le programme politique de la démocratie chrétienne en Allemagne. Au Sénégal, la Fondation est installée en 1976.

Toujours dans son discours de bienvenue, Mme Andrea Kolb fait l'état des lieux, campe le sujet et définit la situation. Mme Kolb définit les valeurs politiques et humaines. « La politique doit être basée sur un fondement de valeurs. Une politique met en place centrale la dignité de l'homme, la solidarité et la justice. Les quatre principes de la doctrine sociale de l'Eglise (la dignité de la personne



Eli Sommer et Andrea Kolb

humaine, le bien commun, la solidarité et la subsidiarité) illustrent bien un tel fondement pour une politique motivée par le sens de responsabilité chrétienne.»

Mme Andrea Kolb affirme que le choix du thème n'est pas un hasard, il découle de la préoccupation de la FKA. En outre, ce choix est aussi guidé par l'actualité qui place au cœur de la scène médiatique le dialogue des religions. Dans la foulée, elle salue les partenaires de la fondation, à savoir le professeur Abdoul Aziz Kébé, représentant du Recteur de l'UCAD, l'Ambassadeur d'Israël, le sénateur Sidy Dieng, président de l'Association Sénégalaise de Coopération Décentralisée (ASECOD), les conférenciers et les honorables invités.

Elle rappelle le caractère exemplaire du Sénégal dans le cadre de la cohabitation religieuse. Elle salue et félicite les membres du comité scientifique et les panélistes. Elle rappelle le thème général et les sous-thèmes qui seront débattus en guise d'état des lieux des régions touchées de plein fouet par le problème de dialogue interreligieux comme c'est le cas au Mali.

Introduction de la thématique par Mme Ute Bocandé

Mme Bocandé exprime d'abord sa dette de reconnaissance à tous les acteurs du dialogue interreligieux et à tous les membres du comité scientifique. Elle présente l'état actuel du Sénégal, pays considéré comme modèle et dont l'exemple doit être exporté comme l'a affirmé son Excellence Gidéon Béhar, ancien ambassadeur d'Israël à Dakar, lors de la deuxième édition de ce colloque.

Elle remercie le comité scientifique et rappelle que c'est l'actualité qui a guidé le choix des thèmes, après avoir félicité et remercié Terreciel Akoli qui a consacré toutes ses vacances à exploiter les résultats du questionnaire sur la cohabitation interreligieuse. En effet, le comité scientifique avait élaboré et distribué ce questionnaire en vue de la préparation du colloque de 2012, et les résultats seront une base de travail pour rendre le dialogue entre les religions au Sénégal plus solide et plus varié.

Présentation des résultats de l'enquête sur la cohabitation religieuse au Sénégal par Terreciel Akoli

Terreciel présente les résultats de l'exploitation des fiches de l'enquête portant sur la cohabitation religieuse au Sénégal. Il donne des chiffres en termes de pourcentage. Les résultats montrent clairement que la religion n'est source de conflits au Sénégal. Elle est plutôt un moyen de connaître le sens de la cohabitation. Ainsi, après avoir exploité tous les questionnaires remplis par les fidèles musulmans, chrétiens et adhérents des religions africaines, il en est sorti que la religion elle-même est plutôt considérée comme source



d'harmonie et de cohabitation. Cependant, certaines personnes interrogées ont évoqué des problèmes, comme par exemple le manque de lieu de culte chrétien dans certaines villes du Sénégal. Dans ces cas et sur le plan du bon voisinage, c'est la responsabilité de l'Etat qui est engagée. Ce que le Pr Kébé, représentant du recteur de l'UCAD, confirme dans son intervention. Pour sa

part, le Pr Abdoul Aziz Kébé soutient que si les religions qui sont articulées autour de la paix et de la solidarité, deviennent des facteurs de conflits, c'est qu'il y a quelque part des éléments extérieurs à la religion qui sont manipulés et qui sont instrumentalisés. Autrement dit, il y a une transformation des principes dogmatiques en outils politiques.

Abdoul Aziz Kébé a estimé qu'il était pertinent de revenir sur ces ressources de paix dans les religions et de ne pas faire des religions des secteurs marginaux, mais d'en faire des ressources à intégrer dans nos moyens et dans nos outils pour construire la solidarité sociale, la paix sociale et même le développement économique.

Selon Terreciel Akoli, la communauté sénégalaise dispose d'un certain nombre d'atouts lui permettant de promouvoir la cohabitation religieuse.

La religion, la famille et l'ethnie sont des éléments promoteurs de la cohabitation intergroupe. L'altérité c'est-à-dire le respect d'autrui en est une nécessité. Le respect de l'unité du peuple via la culture, la religion, l'histoire, et les valeurs universelles constituent un gage pour un avenir meilleur. Pour cela la tolérance mutuelle doit être de mise. La solidarité pendant les fêtes religieuses, décès, funérailles, baptêmes etc. renforcent cette idée de communion. Le mariage mixte et les liens de cousinage à plaisanterie rendent conviviale la vie quotidienne et la cohésion sociale. Ce sont ces relations de bon voisinage qui favorisent l'entente et participent à la construction d'un Etat-nation.

Panel 1 : Géopolitique, menace islamiste sur le Sahel, impact des medias

1. La crise au Mali et ses répercussions dans la région du Sahel

Panéliste: Bakary Sambe, **Modérateur :** Abderrahmane Ngaidé

Selon le conférencier, la crise au Mali est une crise à double facette. Il précise que Ansardine de Iyag Ag Ghali n'est pas le même que le Ansardine de Imam Madani Aïdara

qui est un mouvement réunificateur. Pour régler la question du Mali, il faut un dialogue qui implique toutes les organisations de la sous région. La CEDEAO a mis sur pied un cadre de négociation. Il rappelle le manque de pouvoir du président intérimaire Dionkounda Traoré. Pour M. Bakary Samba, le pouvoir est plutôt géré par le militaire Amadou Sanogo et non par Traoré. Le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) des Touareg est dépassé par Ansardine. Ag Aghali courtise les imams de Bamako pour qu'on l'aide à instaurer la charia au Mali. Ansardine signe un pacte avec de nombreux acteurs. La situation actuelle est aussi caractérisée au nord du pays par la désertion des forces de défense et de sécurité maliennes combinée à la faiblesse politique de l'Etat. Ces questions conflictuelles menacent la phase de démocratisation des pays de l'Afrique. Le Mali illustre cette analyse depuis l'éviction de Moussa Traoré en 1990.

La question de la Lybie a aggravé la situation du Mali. C'est pour dire que les «printemps» ont continué jusqu'au-delà des frontières des pays arabes. La question du Mali regorge de nombreux enjeux sociaux, politiques et surtout économiques. Le caractère économique des enjeux est corroboré par l'avion de drogue abandonné en 2009 en plein désert. Le Sahara n'a jamais été une barrière infranchissable. Une



Abderrahmane Ngaidé

reconfiguration géopolitique vient s'y ajouter, vu l'importance géostratégique de cette région sahélienne. Le Wahhabisme gagne du terrain au Mali avec les manipulations de l'Arabie dans cette région. Le Wahhabisme pourrait faire de cette zone une zone d'influence. Comment doit s'armer le Sénégal pour éviter que la menace islamiste entre aussi dans son territoire ? La force du Sénégal est qu'il vit un Islam soufi qui domine, même s'il y a la présence d'autres versions islamiques. La crise du Mali est une alerte pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. Pour certains, ce sont les conséquences d'une démocratie en gestation encore fragile et vulnérable. Le MUJAO (Mouvement pour l'unification du Jihad en Afrique de l'Ouest) pour qui le Mali a une importance particulière, compte beaucoup d'éléments qui viennent de pays différents à savoir le Tchad, le Niger, la Mauritanie etc.

Le modérateur Abderrahmane Ngaidé rappelle les éléments importants de la crise : l'implication de l'Algérie et le rôle de l'ONU sur cette question. Une partie de l'aile

politique du MNLA est en Mauritanie, et pour cela le Sénégal n'est pas à l'abri. Pour Abderrahmane Ngaidé, l'ONU n'est à la hauteur de la question

Intervenants



Mme Penda Mbow

-Mme Penda Mbow, présidente du Mouvement Citoyen, félicite d'abord la FKA et rappelle que c'est l'un des rares endroits où on peut discuter de certaines questions. La question d'ordre sécuritaire et stratégique doit engager toutes nos responsabilités. Le Sahara devient un enjeu stratégique pour l'Afrique.

-Mame Marie Seck, présidente de l'Association des professeurs de lettres

classiques. Elle revient sur la thématique et affirme que c'est l'ignorance et l'obscurantisme qui sont à la base du fanatisme. Un débat interreligieux fait penser aux deux grandes religions (Islam et Christianisme). Est-ce que le problème au sein des religions, individuellement prises, est réglé d'abord ?

-Mr. Issa Iyeh Thiaw, expert en religions africaines. Les événements du Mali ont été préparés en Alger depuis 1990. Pour les Arabes, le Sahara et l'Espagne leur appartiennent. La solution n'est pas militaire, mais plutôt culturelle.

-Pape Bèye, économiste. Le concept de recomposition des Etats. La civilisation des Touaregs est touchée par le monde négro-africain.

-Abdoul Aziz Kébé remercie la FKA pour sa contribution dans la promotion du dialogue intrerreligieux.

1^{ère} question : qu'est-ce qui fait la faiblesse de l'Etat africain ?

2^{ème} question : est-ce que les frontières sont nos frontières ?

3^{ème} question : est-ce que les frontières sont des zones de cloison ou de transit ?

-L'imam malien Traoré donne des précisions sur certaines idées avancées par les différents intervenants. Pour lui, c'est le repli tactique qui a fait échouer l'armée malienne à cause de la montée en puissance d'Ansardine, du MNLA et du MUJAO. Questions : quel est le rôle de Sarkozy dans le dossier ? Quel est le rôle du Qatar avec les accords d'Alger ?

Modérateur : L'origine réelle de la faiblesse de nos Etats

L'exemple du Mali doit nous réveiller. Il donne des indications sur le caractère démocratique du président malien déchu, Amadou Toumani Touré (appelé ATT) : « il

aime la démocratie, mais il n'est pas démocrate ». La faiblesse de nos Etats relève de nous citoyens. Le sens du civisme et la conscience citoyenne manquent à nos Etats.

Bakary Sambe, conférencier, répond aux questions

Débat intra-religieux ? La raison est à la base de tout. Il faut sortir de l'antagonisme pour pouvoir dialoguer.

- La faiblesse des Etats africains
- L'intangibilité des frontières
- La laïcité

Il remercie l'imam malien Traoré pour l'avoir rectifié. Pour la question sur le rôle du Qatar dans le dossier ; il dit qu'il ya deux Qatar : le Qatar de l'Emir et le Qatar politique.



Imam Traoré de Mali

2. L'évolution du mouvement islamique au Sénégal

Panéliste : Mouhamed Barro **Modérateur :** Pape Bèye

L'évolution du mouvement islamique

Le Mouvement islamique est créé pendant les années 1950, par d'anciens étudiants arabisants venus des universités d'Al Azhar et de Tunis. L'Islam sénégalais est en général maraboutique. Les discours et les actions du mouvement islamique se sont opposés à la politique coloniale. Le mouvement islamique a été dès le début un mouvement élitiste. Ce mouvement est né dans un contexte de crise. Le mouvement, sur le principe des discours, a évolué. Il rappelle des conférences tenues par le mouvement islamique, comme celle tenue à l'aéroport Léopold Sédar Senghor, par Cheikh Touré. Le mouvement s'est massifié dans bien des contextes. Le mouvement islamique est composé de plusieurs tendances : la 1^{ère} est globalisante : l'Islam embrassant toutes les dimensions de la vie. Elle favorise l'éducation et la culture. Par ex. Cheikh Touré est né d'une famille maraboutique de Hady Touré, contemporain de El Hadj Malick Sy. Cheikh Touré a fondé UCM (Union Culturelle Musulmane). L'UCM donne naissance à la Jama'atou Ibadou Rahmane en 1979. Le rassemblement islamique l'AEEMS contrôle les mosquées de l'UCAD et de l'UGB. L'AEEMS a eu d'énormes problèmes pour avoir l'autorisation de construire une mosquée à l'UGB. A partir des années 1990, beaucoup d'étudiants sont revenus de l'Arabie Saoudite. Alioune Guèye et Ahmed Lo sont en train de faire la promotion de l'idéologie saoudienne. Dans le groupe d'Ahmed Lo, certains jeunes se sont

radicalisés et ont quitté son mouvement. Le Sénégal doit développer un mécanisme harmonisé pour s'armer contre la menace islamiste, dégager une approche intégrée dans la politique d'action.

Le modérateur Pape Bèye revient sur la communication de Barro. Il rappelle que l'Arabie Saoudite a eu un impact effectif sur l'évolution du mouvement islamique.

Intervenants

-Issa Thiaw Laye. L'Union Culturelle Musulmane a eu des problèmes. C'est feu Saliou Kandji qui avait rédigé le statut de l'UCM. Cette union a été gérée par de grands cadres. Il salue la bravoure d'Ahmed Lo dont Barro a fait mention.

- Mouhamed Lamine Thiam. Professeur de Biologie en retraite, à l'UCAD : Un autre mouvement islamique est né dans les années 1980, pour dire que l'Islam n'est pas un frein au développement, mais plutôt un facteur qui promeut celui-ci.



Issa Laye Thiaw

- Abdoul Aziz Kébé remercie le panéliste Mohamed Barro et laisse entendre que le mouvement islamique ne peut pas exclure les confréries. Selon le professeur Abdoul Aziz Kébé, les confréries font partie du mouvement islamique. Il tente de donner une idée sur le rapport qu'il y a entre le mouvement islamiste et le mouvement islamique. A cet effet, il rappelle la proposition de l'ancien président Abdoulaye Wade d'ériger les écoles coraniques en écoles publiques, car le bac arabe sénégalais n'est pas un bac selon les autorités étatiques. Question : Le mouvement chiite fait-il partie du mouvement islamique ?

-M. Amadou Ba. Le mouvement islamique a eu des écueils. Il rappelle la relation entre le président Senghor et Serigne Fallou. L'excellente relation entre ces deux hommes a réglé le problème du mouvement islamique.

-Joséphine Ndione attire l'attention sur le problème de la confusion entre les différentes confréries concernant l'apparition du croissant lunaire. Est-ce qu'on peut faire des états généraux pour l'observation du croissant ?

-Moïse Takougang. Terrorisme et Jihad. Ben Laden n'est pas un vrai jihadiste, propos qu'il prête au Professeur A A Kébé, tenus dans les antennes d'une chaîne de télé. Mais

Kébé n'a pas manqué d'apporter des éclaircissements sur ses propos de façon plus précise. On ne peut pas lutter contre le terrorisme avec les armes.

-Mohamed Barro répond.

Le mouvement islamique est un mouvement révolutionnaire. Il salue l'attitude de l'Union Européenne dans la lutte contre le terrorisme. Elle fustige cette sorte de jihad qui n'est pas un vrai jihad, car on tue beaucoup de personnes en le menant. Il rappelle qu'Ahmed Lô a combattu le terrorisme. Il affirme qu'il a manqué d'insister sur le rôle des confréries par pédagogie, cela pour répondre à la question du professeur A A Kébé. Le mouvement chiite est mis dans la tendance globalisante.

Pour la question du croissant lunaire, le problème se pose sur la légitimité de la commission.

Mme Bocandé clôture ce panel et félicite tous les intervenants.

Le traitement des religions dans les médias

Conférencier : Mamadou Kassé **Modératrice** : Fanta Diallo

L'espace médiatique sénégalais est ouvert sur la toile mondiale. Le Sénégal est l'un des rares pays au monde où l'Islam est introduit sans violence. Il rappelle l'exemple de la coexistence des musulmans et des chrétiens dans une même famille. La célébration des fêtes religieuses se fait en commun et en paix. L'Islam n'a pas trouvé au Sénégal une société sans valeurs. Les valeurs dont dispose la société étaient le Jom (responsabilité)-Kersa (dignité)- Ngor (sincérité). La RTS (Radio Télévision Sénégalaise) est le pivot de la vulgarisation médiatique des valeurs. Les émissions « Manar Islam » de Tahir Doucouré et « Le jour du Seigneur » de la RTS en sont une parfaite illustration. L'utilisation de la langue est importante dans la transmission des messages. Beaucoup de discours ont été tenus en Moyen-Orient sur cette question avec le rôle de la langue arabe comme langue de communication. Les chaînes médiatiques sont en compétition permanente pour élargir leur audience. Le conflit au Moyen-Orient pousse les Sénégalais à s'intéresser à la religion.

-La perception du discours par le public

-Les médias sont un outil incontournable dans la promotion de la paix. Mais ils peuvent aussi jouer un rôle néfaste car ils peuvent transmettre des messages de haine, a dit M. Kassé avec une allusion au rôle de la « Radio des mille collines » au Rwanda au cours du génocide. Les médias sont importants dans les relations entre les hommes et la société.

Modératrice. Le fondamentalisme religieux a du chemin à faire. Elle répète les propos de Mr Ngaidé : « ne dormons pas sur nos lauriers », la menace est là. Elle rappelle les événements du 23 Juin et du 29 Juin, et se dit choquée par le manque d'intérêt sur les attaques de certains lieux de culte des chrétiens au Sénégal (églises de protestants).

Intervenants

-Mr Beye. Le médium wolof est important. La prolifération des médias n'est-elle pas meilleure que l'accès libre à l'internet ?

-Mame Marie Ndiaye Seck : -Les attaques des temples, -Le film Ceddo d'Ousmane Sembène quelle lecture ?

-Pasteur Adama Diouf : -La profanation des cimetières. -Est-ce que les journalistes ont une assise leur permettant de faire l'analyse de certains enjeux sociaux ?



Pape Beye

-Joseph Diédhiou : Le Sénégal est exactement comme le Mali. Ce qui fait la différence c'est l'espace géographique. C'est cela qui a exposé le Mali, comme premier, à la menace terroriste.

-Imam Traoré de Bamako : L'Islam a pénétré au Mali sans problème comme au Sénégal. Il y a quatorze chaînes de télé au Sénégal dont deux religieuses islamiques, est-ce qu'il y a des chaînes chrétiennes ? Ou bien les chrétiens peuvent-ils s'en servir ?

-Le directeur de la Revue Islamique Périodique : Il contribue avec deux feuilles d'information pour les participants et prie pour que la paix reste au Sénégal.

Mr Issa Laye Thiaw : Comme dans sa posture habituelle, il apporte des corrections et des précisions

Le Conférencier Mamadou Kassé répond :

Il insiste sur la nécessité d'acquérir une connaissance avérée pour pouvoir décrypter certaines questions à fond. L'essentiel pour un journalisme de qualité est la qualité de la formation des journalistes, formation technique certes, mais surtout par rapport à l'éthique. A cet effet, il rappelle les notions de Ngor, de Kersa et de Jom comme support de l'éthique et de la déontologie. Il insiste aussi sur le caractère paisible du Sénégal en tant que pays de la « téranga » ou pays de dialogue comme l'appellent affectueusement les Sénégalais et les touristes, et l'importance de son exemplarité.

La modératrice Fanta Diallo donne un petit résumé en ces termes :

Une rencontre entre les médias et les religions est nécessaire et exige un respect réciproque.

Dans la soirée, les participants se sont retrouvés dans quatre ateliers pour discuter plus profondément les thèmes traités dans les quatre communications du matin et pour émettre des recommandations.

Résultats des ateliers

Atelier 1 : « Le traitement des religions dans les médias ».

Dans cet atelier, l'accent est mis sur le rôle que jouent les médias, en tant que quatrième pouvoir, dans la transmission des informations, notamment religieuses.

A cet effet, les journalistes doivent donc bénéficier d'une formation très solide pour véhiculer les messages de ce secteur qui est très sensible.

La responsabilité de chacun est engagée dans cette « noble » mission d'édification et d'éducation à la foi des croyants et de promotion du dialogue interreligieux et islamo-chrétien. Ainsi, un constat a été fait sur la manière dont les médias transmettent ou retransmettent les informations et autres enseignements religieux, laissant entrevoir des connaissances lapidaires sur les confréries Tidiane, Mouride, etc., sur les églises chrétiennes catholiques ou évangéliques... Et ce, parce qu'on n'a pas souvent la bonne information.

Si tant est que les médias constituent des relais entre les guides religieux, les imams, les prêtres, les pasteurs ou autres spécialistes en la matière et le commun des fidèles croyants, le constat, au vu de ce qui est publié, révèle plutôt un manque de vigilance des patrons de presse sur les articles qui sont publiés. Beaucoup de titres sont orientés vers le sensationnel et heurtent les sensibilités, ils incitent même parfois à vouloir réagir de façon virulente.



En matière de retransmission de l'information religieuse, il s'agit notamment, d'aller vers l'inconnu. Ce qui est assez complexe et délicat comme démarche. Une fois de plus, le relayeur ou journaliste doit donc être bien formé.

Les normes d'éthique et de déontologie étant le soubassement de tout traitement journalistique doivent être respectées. Les intervenants de l'atelier ont aussi signalé le manque de journalistes spécialisés et bien formés en matière de religions. Ceux qui animent des émissions religieuses ne sont pas tous des journalistes formés. Toutes ces

remarques ont été suivies par des propositions et autres réaffirmations de positions allant dans le sens de promouvoir un meilleur traitement des religions dans les médias. En somme, il ressort de l'atelier qu'il est important de se rééduquer pour sortir des carcans religieux, instaurer une bonne cohabitation, valoriser l'éducation dans les médias, cultiver plus d'ouverture vers les autres religions.

Atelier 2 : « Mouvement Islamique. Paix et Développement »

Dans cet atelier, d'importantes questions sont soulevées, sur lesquelles on a attiré l'attention du public. On a passé en revue les problèmes sociaux et préconisé des solutions permettant d'y remédier.

Respecter l'autre comme égal (l'altérité)

-Ce qui se passe au Mali (c'est-à-dire ce conflit religieux et politique) peut se passer au Sénégal. Comment mobiliser les intellectuels pour ne pas connaître ces dérives ? L'instrumentalisation de l'Islam contre la paix.

-L'organisation d'un organisme qui puisse prendre en charge toutes ces organisations islamiques et islamistes.

-Il faut promouvoir la bonne gouvernance et prévoir les conflits

-Faire la promotion du dialogue interreligieux. Le mouvement islamique peut participer à la promotion du développement. Education- équité- dialogue interreligieux- justice- bonne gouvernance

-Identifier et encadrer les courants dits marginaux :

-Organiser un cadre de dialogue

-Fustiger la stigmatisation et la marginalisation

-Religion, paix et développement exige d'apprendre et de s'informer pour pouvoir dialoguer.

Atelier 3 : « Présentation de l'évaluation du questionnaire sur la cohabitation interreligieuse »

Dans cet atelier, on a tenté de définir la notion de dialogue dans ces différentes connotations. Le dialogue interreligieux est différent de dialogue d'acteurs religieux car les religions ne dialoguent pas entre elles, elles ont leurs dogmes. Ce sont les gens des religions qui dialoguent

La famille est le premier fondement du dialogue entre l'Islam et le Christianisme, on accepte les autres dans leur religion parce qu'ils ont la même famille en tant que cadre de vie.

L'exception sénégalaise en matière de dialogue interreligieux est à saluer, cela existe aussi ailleurs en Afrique (Gambie, Mali etc.)

Le rôle joué par les parents : l'éducation de base dans la famille.

Rôle des acteurs politiques : faire attention à leur propos tenus en matière de religion (exemple des vols de crucifix aux cimetières Sain Lazare et Bel Air).

L'ignorance est source de beaucoup de conflits interreligieux.

Le Prophète Mouhamed (PSL) s'était réfugié dans un monastère lorsqu'il a été poursuivi par ses détracteurs. Il aurait dit : traitez les chrétiens avec respect et parlez-leur de la meilleure manière qui soit.

Le respect de la religion, l'affection mutuelle, l'amour et le respect des valeurs sociales favorisent une bonne cohabitation interreligieuse.

Solutions :

- Ne pas utiliser la religion comme un moyen pour combattre l'autre
- Ne pas discuter sur les dogmes, ne pas les remettre en cause
- S'atteler à construire un Etat-nation ?
- Financement : renforcement de la démocratie et du concept d'Etat-nation

Atelier 4 : « La question de la crise du Mali »

La question malienne a été approfondie à partir de la communication faite par le Dr Bakary SAMBE. Un rappel historique a été fait sur la constitution des différents gouvernements en République du Mali qui étaient souvent hétérogènes et non mono ethniques. La chute de l'armée malienne est due au retrait tactique demandé par l'ancien Président de la République, Amadou Toumani Touré (dit ATT) qui est le Chef suprême des armées.

La place de la France doit être reconsidérée car les déclarations d'indépendance des mouvements du Nord ont été faites sur France 24 et TV5. Le premier embargo de la CEDEAO a été décrié par la population car elle affaiblissait le Sud par rapport au Nord qui avait la possibilité de se ravitailler en armes par l'Algérie, la Mauritanie et le Niger.

ATT aurait en partie été à l'origine de cette crise parce qu'il avait habitué les organisations du Nord à des financements, et lorsque ce soutien s'est arrêté, ils ont repris les armes. Le contact arabo-africain est fait à la suite de la présentation de la pénétration arabe en Afrique en 252 après l'Hégire. Sur le continent, lorsque l'Islam s'est installé, les Africains n'ont pas hésité à y adhérer. Les musulmans ont mené un jihad afin de convertir les populations africaines. Les jihadistes ont détruit les empires en Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est.

Une note forte a été faite pour rappeler que la crise au Mali n'est pas une crise malienne mais une crise sous-régionale et transfrontalière.

Sur l'intervention armée, les positions étaient divergentes. Certains ne sont pas d'accord avec un appui logistique de la France à cette intervention. D'autres appellent à aider le Mali et l'invite à accepter l'aide militaire de ses amis.

Les enjeux économiques du conflit ont été analysés. L'affaiblissement de l'Etat sahélien a fragilisé les économies locales, ce qui a conduit les populations à accepter toutes formes d'aide sans comprendre les contreparties que cela peut occasionner.

Depuis le coup d'Etat de 1968, l'armée n'était pas en odeur de sainteté avec la population. L'armée s'est aussi sentie trahie par les populations de Gao. Depuis 20 ans, la démocratie a été de façade au Mali.

Recommandations

- Les leaders religieux doivent accompagner leurs fidèles afin qu'ils ne se laissent séduire par les théories « *islamistes* ».
- Le rôle des leaders religieux doit être revisité afin d'apporter une solution durable non seulement pour le Mali mais aussi pour qu'un tel cas ne se produise plus dans la sous-région.
- Une union forte des Etats afin de résoudre une fois pour toute, le problème malien avec l'implication de l'Algérie.

Panel 2 : Le rôle des religions dans la construction de la nation, la promotion de la citoyenneté, de la paix et du développement

Conférencier : Elie Sommer, **Modérateur** : Abbé Dominique Mendy

« La religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société »



Abbé Dominique Mendy et Eli Sommer

En guise d'introduction, le conférencier a expliqué la notion de *Kibboutz* qui est une sorte de modèle de vie sociale et économique en Israël et qui a une base religieuse.

L'identité juive est religieuse : son peuple s'identifie par son livre, ses livres, ses érudits, « sa volonté indescriptible d'être juif » (Sommer).

L'expulsion des juifs d'Angleterre en 1290, de France (3 fois au 14^{ème} siècle),

d'Espagne et de Portugal en 1492. Les « croisades »

Acquisition de la citoyenneté appelée *émancipation* seulement à partir de la Révolution française en 1791.

Fin Avril de chaque année marque la commémoration au souvenir de la SHOAH.

Création de l'Etat d'Israël est intervenue après 65 ans de lutte journalière.

Comment la religion a-t-elle permis la construction de la nation juive, une nation virtuelle pendant bien des années (4000 ans) ?

Les juifs ont l'obligation d'être eux-mêmes.

Comment la religion soutient et approfondit-elle les valeurs humaines ?

Les 7 lois des enfants de Noé

L'établissement d'une structure juridique, de lois.

Reconnaître l'existence de Dieu.

Enracinement et Ouverture, cette célèbre phrase de L. S. Senghor, convient tout à fait aux juifs du monde entier.

L'intégrisme en tant que refus contre la modernité, existe aussi chez les juifs, comme chez les musulmans. La réunion des 150 rabbins et imams organisée à Bruxelles sous l'égide de l'Unesco est une bonne initiative pour lever certaines ambiguïtés religieuses.

Intervenants :

Mme Mama Marie Seck :

C'est quoi l'exception juive ? Est-ce que les juifs s'intéressent au mouvement rastafari ?

Amadou Bâ

Après la phrase de Senghor « enracinement et ouverture », il y a eu des problèmes. C'est quoi le mot « juif » ?

Abdoul Aziz Kébé

Il remercie le conférencier d'avoir enseigné dans sa communication l'histoire

du peuple juif. L'Etat d'Israël est sur une posture de revanchard. Kébé appelle le peuple juif à se ressaisir.

Issa Laye Thiaw

- Expliquer l'histoire des Falachas
- Renforcer les relations entre les familles
- Les questions de citoyenneté ne sont pas reconnues par les religions.

Père Armel : souligne l'importance du rapport entre religion et politique : C'est le spirituel et le temporel.



Mme Marie Seck

« Le rôle des religions dans la promotion de la paix et du développement »

Conférencier : Pasteur Adama Diouf de World Vision

Modérateur : Selly Ba

La religion est un puissant moyen qui permet aux gens de se rencontrer pour construire ensemble un espace convivial. La paix est définie comme un morceau de temps entre deux guerres. A World vision, on considère qu'il n'y a pas de paix quand il y a divers problèmes qui gangrènent la société.

-Promouvoir la paix et le développement ; être aux côtés des personnes affligées ; promouvoir la valeur humaine etc. constituent la mission de Jésus.

-Le travail interreligieux. World vision étant une organisation chrétienne, travaille de concert avec les musulmans dans le cadre du développement en Afrique de l'Ouest touchée de plein fouet par la sécheresse des années 1970 ; lutte contre certaines pratiques habituelles : mutilations génitales, mariage précoce ; l'intervention dans le domaine de la santé, lutte contre le VIH Sida.

Etudes interreligieuses : un documentaire est fait au Nigéria avec le titre « Imam et Pasteur »

« Pas de développement durable sans paix durable »

La particularité de l'approche de World Vision et la mise en commun des guides religieux des différentes religions. Ainsi, les prêtres, pasteurs et imams sont formés ensemble pour être des relais auprès de leurs communautés en matière de prévention de maladies, d'ancrage de comportements citoyens et de promotion de paix et de développement.

Intervenants :

Ousmane Ba remercie le Pasteur Adama Diouf et salue le rôle de World vision, mais lui demande de faire aussi une typologie du développement, après avoir donné une typologie de la pauvreté.

Papis Bâ : World vision n'est pas la seule organisation de promotion de la paix, il y a la communauté Sant 'Egidio et d'autres.

Mme Joséphine Ndione remercie le pasteur pour sa bonne contribution et pose deux questions : le rôle des religieux dans le développement ?, le renforcement de la capacité des femmes?

Père Joseph remercie le Pasteur pour sa thèse dans l'intervention. Cependant, en venant en aide aux pauvres, on risque de se servir de leur pauvreté.

Mr Ouattara part de l'exemple d'un verset du Coran. L'importance du dialogue interreligieux au Sénégal donne un intérêt à la paix au Sénégal. L'exemple du voyage de l'ancien président du Nigéria, Obasanjo à Kaolack pour demander au Khalife général des Niassènes d'intervenir sur le conflit entre musulmans et chrétiens au Nigéria.

Mme Madeleine Bassène demande à ce que le Pasteur Diouf soit le porte parole des femmes du diocèse de Dakar à World vision.

Amadou Ba insiste sur l'intérêt des sermons des imams et reproche aux religieux certains discours.

Le conférencier répond : Le Sénégal confirme toujours son exemplarité de dialogue interreligieux. Cependant le Sénégal peut avoir beaucoup de choses à apprendre du Mali, à savoir le rôle des religieux dans l'atténuation du conflit malien.

Le risque est permanent pour ce qui concerne l'instrumentalisation de la pauvreté.

« L'impact des valeurs des religions traditionnelles dans la promotion de la citoyenneté »

Conférencier : Pierre Boubane

Modérateur : Abdoul Aziz Kébé

Les civilisations africaines sont des civilisations spirituelles. C'est l'exemple de la civilisation et de la religion traditionnelle bassari.

La citoyenneté est définie par la détention de la nationalité. La religion traditionnelle joue un rôle dans la formation de la citoyenneté. L'exemple d'intégration et de formation pour l'enfant en est une illustration.

La formation graduelle de la personne dans son évolution lui permet d'atteindre certaines valeurs humaines et de sagesse. Cette qualité d'éducation entraîne la personne à une sociabilité, à une solidarité et à une hospitalité. A cet effet,

L'éducation se fait par classes d'âge, chaque classe comprend 6 ans et a des buts précis à atteindre. En toile de fond figure la valeur du « service », du service envers la société. C'est ainsi qu'on prône l'entraide et fustige l'avarice et l'égoïsme. Le maître mot est la responsabilité de l'individu pour la communauté.

Les notions d'enracinement et d'ouverture sont bien existantes en société bassari.

La réconciliation se fait par une assemblée de réconciliation. Les discours qui se tiennent à cette assemblée ne doivent vexer personne parmi les opposants. Les jugements se font dans un tribunal traditionnel.

Boubane souligne que les valeurs sociales et économiques de la société bassari sont une base de développement. Par exemple, la parité est de mise dans la société bassari qui est une société égalitaire, donc elle présente de bonnes conditions pour une démocratie à la base.

Ainsi, une conservation et application créative des valeurs anciennes peut être d'un apport considérable aux notions de démocratie, de responsabilité et de citoyenneté et de la conception de la nation de nos jours et contribuer efficacement au développement de la société et de l'économie.

Intervention du Modérateur

La naissance des valeurs-concept de citoyenneté

La mondialisation des valeurs

A quoi sont opposées les religions traditionnelles ?

Intervenants :

Abbé Dominique Stanislas Mendy souligne l'importance des valeurs traditionnelles pour le développement de la nation.

Mame Marie Seck

-Le premier acte de citoyenneté c'est de se conformer aux normes et lois de base.

-Pourquoi y a t-il des mosquées dans tous les lycées ?

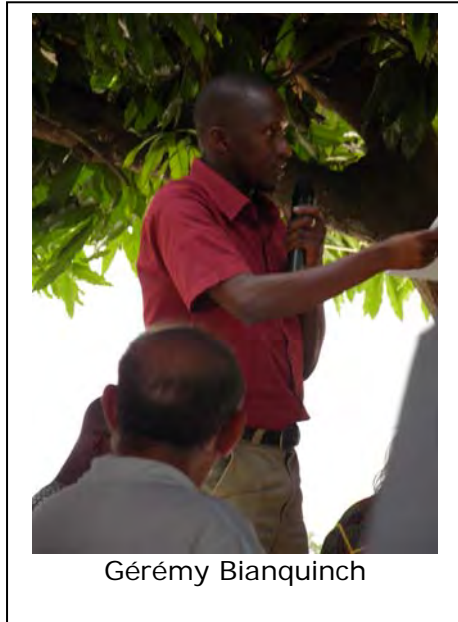
-Les humanistes n'ont pas de problèmes entre homme et femme

Pasteur Adama Diouf demande à Pierre Boubane d'expliquer les chiffres avancés

La religion traditionnelle est très liée à la terre. Comment motiver les jeunes par rapport à la culture traditionnelle ?



Abdoul Aziz Bébé



Gérémy Bianquinch

Gérémy Kaly Bianquinch soutient que les Bassari ont le devoir d'être eux-mêmes comme l'a dit Elie Sommer dans la communication concernant les juifs. L'enracinement est effectif en milieu bassari, l'ouverture aussi. Cependant, il y a un risque d'abandon de la culture par les jeunes qui grandissent à Dakar et dans les grandes villes. Que peuvent faire les Bassari afin que leur langue et culture soient conservés et puissent ainsi contribuer au développement de leur région et du Sénégal ?

Soeur Anne Michel Sarr : l'éducation et le respect entre les époux doit être mutuels.

Issa Laye Thiaw : L'éducation bassari a des similitudes avec l'éducation sérère.

El Hadj Malick Sy Camara : Comment se fait la conversion religieuse dans la société bassari ?

Cérémonie de clôture

Lors de la cérémonie de clôture, Mme Andrea Kolb a rappelé le thème du colloque: « Religions, paix et développement ». Elle réaffirme que les religions, au lieu d'être facteurs de division, doivent se faire artisans de la paix. Et la paix est le préalable de tout développement. C'est ainsi qu'ont été discutés, sur la base des exposés du professeur Bakary Sambe et de Monsieur Barro, des problèmes actuels du continent africain, particulièrement de la menace islamiste émanant du Mali et le risque de contamination du Sénégal. Avec le professeur Kassé, nous avons parlé du rôle des médias dans le traitement des religions. Mme Kolb, s'est félicitée des exposés des professeurs Elie Sommer, Pierre Boubane et du pasteur Adama Diouf qui ont ébauché des voies et moyens montrant comment les religions peuvent concrètement être vecteur de développement et de paix. En effet, les valeurs véhiculées par les religions, qu'elles soient traditionnelles ou révélées, sont souvent des valeurs universelles, transversales.

Il est ressorti clairement des travaux comment et combien les religions peuvent agir comme vecteur de paix et de développement, et la Fondation Konrad Adenauer espère que le message des religions, à travers les religieux et les fidèles laïcs, sera entendu.

Mme Andrea Kolb a donné rendez-vous, l'année prochaine pour notre cinquième édition du colloque Plaidoyer pour le dialogue interreligieux.

L'Ambassadeur d'Israël à Dakar, le Dr. Elie Ben Tura, a remercié la FKA, ASECOD et l'Université de Dakar de la fructueuse coopération dans le cadre du dialogue interreligieux. Il a souhaité continuer cette collaboration pour organiser l'an prochain un nouveau colloque.

Mgr Louis Mariano Montemayor, le Nonce Apostolique de Dakar, a également exprimé ses félicitations et ses remerciements aux partenaires qui ont organisé ce colloque. Il a été particulièrement satisfait de la participation d'un paneliste qui a présenté la tradition culturelle juive, en la personne du professeur Elie Sommer. Le Nonce Apostolique a souligné que les contributions à la réflexion éthique des différentes traditions religieuses (Judaïsme, Christianisme, Islam et Religions Africaines Traditionnelles) en enrichi nos perspectives sur des problèmes très concrets dans le domaine sociopolitique. Pour conclure, il a cité le Pape Benoît XVI lors de sa visite au Liban, qui a insinué que l'abus de la liberté que Dieu a donné à l'homme le conduit à l'offense des deux premiers commandements : l'amour de Dieu et l'amour du prochain. Il faut un regard nouveau, une véritable conversion et surtout la volonté de pardonner, afin que la paix s'installe définitivement et puisse être la base d'un développement durable.

Le colloque « Plaidoyer pour le dialogue interreligieux. Religion, paix et développement » s'est terminé, à l'instar des colloques précédents, par une prière œcuménique dite par un représentant de la religion africaine traditionnelle, Issa Laye Thiaw, de la religion juive

avec le professeur Elie Sommer, de la religion chrétienne par le Père Joseph Ndong, directeur du Centre Saint Augustin, et un Imam du Mali. Cette prière commune qui préfigure la paix entre toutes les religions et les cultures au Sénégal et dans le monde a inspiré des gestes d'émotion, de solidarité et de convivialité exprimées lors du cocktail d'au revoir – en 2013.

Souleymane BA

Doctorant en histoire

A l'ETHOS/FLSH/UCAD

Spécialistes en Histoire des

Relations Internationales et Stratégiques (HIRIS)

Mercredi, 14 Novembre 2012 15:48

SENEGAL. Ouverture d'un colloque sur le dialogue inter-religieux, mardi



Dakar (APS) - Un colloque international se tient mardi et mercredi à Dakar, sur le thème : "Plaidoyer pour le dialogue inter-religieux IV. Religion, paix et développement".

Cette rencontre est à l'initiative de la Fondation Konrad Adenauer, de l'ambassade d'Israël au Sénégal, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et de l'ASECOD, indique un communiqué transmis à l'APS.

Prendront part au colloque les représentants des religions (Judaïsme, Christianisme, Islam, Religions africaines traditionnelles) et des experts responsables d'organisations de la société civile, de la vie politique, économique, et des médias.

"Ce colloque s'inscrit dans la dynamique des colloques: "**Plaidoyer pour le dialogue interreligieux**", des années précédentes, et a pour objectif de faire communiquer les responsables et les adhérents des différentes religions, afin de rendre encore plus solide la cohabitation religieuse au Sénégal", rappelle le texte.

Il s'agit aussi de déceler d'éventuels dangers émanant, parmi d'autres, du contexte géopolitique assez tendu dans la sous-région et de renforcer l'échange entre les acteurs des différents domaines de la société, soulignent les organisateurs.

SAB/DND

SENEGAL-AFRIQUE-SOCIETE

Les religions doivent œuvrer pour la paix, selon Andréa Kolb



2012-11-13 15:59:11 GMT

Dakar, 13 nov (APS) - Les hommes de religions doivent se faire les artisans de la paix, préalable de tout développement, au lieu de semer la division entre les communautés humaines, selon la représentante-résidente de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), Andréa Kolb.

“Les religions au lieu d’être facteurs de division, doivent se faire artisans de la paix et la paix est le préalable de tout développement”, a-t-elle dit, mardi, lors de la première journée de la quatrième édition du colloque international sur : “Enracinement et ouverture : plaidoyer pour le dialogue interreligieux”.

Mme Kolb a indiqué qu’il était “urgent de développer une réflexion, dans le cadre des séries de colloques sur le dialogue interreligieux”. “Il est d’une extrême importance d’être vigilant et de prendre les devants afin que le Sénégal ne connaisse jamais des situations comme certains pays de la sous-région.”

“Depuis plusieurs mois, a-t-elle rappelé, le Mali vit dans une tourmente. La partie nord est tombée entre les mains des islamistes, les institutions sont déstabilisées, les populations vivent dans une précarité et angoisse extrêmes.”

Mme Kolb a signalé qu’“au Nigéria, il y avait régulièrement des confrontations interreligieuses, d’ailleurs également dans d’autres pays du continent”. “Si la recherche d’identité des différentes cultures peut amener à une division entre communautés, et cela peut même amener à des guerres”, a-t-elle poursuivi.

“Si des religions qui sont articulées autour de la paix et de la solidarité deviennent des facteurs de conflits, c’est qu’il y a quelque part des éléments extérieurs à la religion qui sont manipulés et qui sont instrumentalisés au niveau de ces religions-là”, a déclaré Pr. Abdou Aziz Kébé, représentant du recteur de l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

Pr. Kébé a estimé qu’il était “pertinent de revenir sur ces ressources de paix dans les religions et de ne pas faire des religions des secteurs marginaux, mais d’en faire des ressources à intégrer dans nos moyens et dans nos outils pour construire la solidarité sociale, la paix sociale et même le développement économique”.

Pour sa part, Ute Bocandé, membre du comité scientifique du colloque, a rappelé que “c’est l’actualité qui (les) a inspirés à mettre au centre des réflexions la paix”. “C’est surtout quand on manque de quelque chose, on s’en languit”, a-t-elle dit.

“La situation est plus que préoccupante et le risque de contamination du Sénégal et d’autres pays limitrophes n’est pas à exclure”, a ajouté Mme Bocandé, qui est aussi la représentante résidente adjointe de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal.

FD/SAB

>>> Visualiser les images liées à cet article ...



Le coordonnateur du REJIR préconise "un cadre de veille stratégique" pour freiner le djihadisme

2012-11-14 18:53:26 GMT

Dakar, 14 nov (APS) - Le coordonnateur du Réseau des journalistes pour l'information religieuse, pour la paix et le dialogue inter-religieux (REJIR), Mouhamadou Barro, préconise la mise en place d'un cadre permanent de veille stratégique adéquate, pour freiner la propagation de l'idéologie djihadiste au Sénégal.

“Sur le plan sécuritaire, un cadre permanent de veille stratégique adéquat doit être mis en place, afin de contrôler et de freiner toute action susceptible de favoriser l'implantation et la propagation de l'idéologie djihadiste au Sénégal”, a-t-il dit, mercredi

à Dakar, dans sa communication axée sur "l'évolution du mouvement islamiste au Sénégal”.

M. Barro co-anima le premier panel : “Géopolitique, menace islamiste sur le Sahel : impact des médias”, à l'occasion de la quatrième édition du colloque international "plaidoyer pour le dialogue inter-religieux" organisé sur deux jours par la Fondation Konrad Adenauer.

Il a estimé que “même si ce travail est dévolu traditionnellement aux forces de sécurité et de sûreté, l'Etat doit favoriser l'implication de tous les acteurs civils susceptibles de contribuer à une bonne dynamique de gestion des conflits”.

“Le mouvement islamique sénégalais, dans la réalité des faits, n'inscrit pas son discours et son action dans une logique de confrontation et de violence mais il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être faits par tous les acteurs, pour que cela perdure”, a-t-il fait dit.

“Le Sénégal est situé dans une région qui est désormais sous la menace du terrorisme. Bien que le Sénégal n'ait pas encore directement fait l'objet d'une attaque terroriste, le terrorisme demeure une cause majeure de préoccupation dans la région”, a-t-il fait remarquer.

Barro a par ailleurs indiqué que “la crise de la Casamance doit faire l'objet d'une attention particulière dans la lutte contre le terrorisme. Une connexion entre les forces de la rébellion et des groupes terroristes, pourrait être fatale pour le Sénégal”.

Le coordonnateur du REJIR a souligné que le “Sénégal peine encore à mettre fin à cette crise qui n'a que trop duré, au moment où l'implication de certains combattants étrangers auprès des forces du MFDC (Mouvement des forces démocratiques de la Casamance) est encore réelle”.

"Cela est une raison suffisante le Sénégal d'éviter la contagion de la crise du Nord du Mali à partir la partie sud du pays”, a-t-il fait observer.

Il a cependant opté pour “une politique communication et de sensibilisation cohérente et

efficace doit être adoptée pour prévenir le phénomène du terrorisme dans nos pays".

L'Etat du Sénégal, qui doit initier cette politique, devra impliquer l'ensemble des acteurs (politique, société civile, organisations internationales, les médias, les leaders d'opinion et les communautés religieuses''.

FD/AD

SENEGAL-RELIGION

Dans un monde globalisé, on a intérêt à s'affirmer pour ne pas disparaître (paneliste)

🕒 2012-11-14 21:01:05 GMT

Dakar, 14 nov (APS) - Dans un monde globalisé, où les cultures d'un bout du monde croisent celles de l'autre, chaque peuple a intérêt à affirmer son identité culturelle s'il ne veut pas disparaître, a indiqué, mercredi à Dakar, l'Israélien Elie Sommer.

"[...] Dans un monde globalisé, pour la conservation de son identité, il faut se singulariser ou disparaître", a déclaré M. Sommer au second jour d'un colloque international organisé par la Fondation Konrad Adenauer, sur le thème : "Religion, paix et développement".

Il a par ailleurs estimé qu'il faut "nécessairement trouver un compromis pour une paix définitive et durable" entre Israéliens et Palestiniens. Au colloque, le quatrième du genre qu'organisait la fondation allemande, Elie Sommer a animé un panel sur "la religion comme base de valeurs dans la construction et le développement d'une nation, d'une société".

Le pasteur Adama Diouf de l'ONG américaine World Vision a mis l'accent sur le rôle que doivent jouer les leaders religieux dans tous les programmes de développement, pour le bien-être des populations. Il a présenté un exposé sur "le rôle des religieux dans la promotion de la paix et du développement".

M. Diouf a encouragé les leaders religieux africains, de toutes confessions confondues, à travailler ensemble pour relever les défis liés à la pauvreté en Afrique. "La collaboration inter-religieuse marche dans le domaine du développement. Il n'y a pas de développement durable sans paix durable. Les leaders religieux doivent aider au changement des mentalités", a-t-il dit.

Pierre Boubane, président de l'Association pour le développement du Pays bassari (dans le Sud-est du Sénégal), estime que les hommes ont intérêt à revisiter le passé et les traditions qui peuvent, selon lui, aider à construire une "citoyenneté exemplaire". "Impact des valeurs et des religions traditionnelles dans la promotion de la citoyenneté" est l'intitulé de la communication présentée par M. Boubane.

Ont pris part au colloque plusieurs personnalités, dont l'ancien sénateur sénégalais Sidy Dieng, l'ambassadeur d'Israël au Sénégal, Ely Bentura, le nonce apostolique au Sénégal (l'ambassadeur du Vatican), Mgr Louis Mariano Montemayor.

FD/ESF

SENEGAL-CULTURE

Projection du film-documentaire : "L'imam et le pasteur" d'Alan Channer, jeudi



2012-11-28 14:31:24 GMT

Dakar, 28 nov (APS) - La Fondation Konrad Adenauer projette, jeudi à 18 heures, "L'Imam et le Pasteur", le film-documentaire du réalisateur britannique, Alan Channer, sur le dialogue inter-religieux.

"Ce film-documentaire, avec son message de dialogue, de pardon, de réconciliation et d'implication dans les milieux de conflits, s'avère un outil pertinent et puissant dans la société actuelle", indique un communiqué de la Fondation.

Cette production, qui met en scène les relations conflictuelles entre Chrétiens et Musulmans au Nigeria, montre comment des ennemis jurés sont devenus des partenaires pour construire la paix, par-delà les épreuves personnelles et les forces de la haine autour d'eux, explique la même source.

"Deux Nigériens témoignent en duo. Anciens ennemis, ils viennent de Kaduna, au nord du Nigeria, une région qui s'est rendue tristement célèbre depuis plusieurs années, du fait de conflits ethniques et religieux meurtriers et répétés", rapporte le communiqué.

L'Imam Muhammad Nurayn Ashafa et le Pasteur James Movel Wuye sont aujourd'hui co-Directeurs du Centre inter-religieux de médiation de la ville de Kaduna, selon le texte.

Malgré un passé marqué par la violence, ils se décrivent comme "des activistes religieux militants", qui avaient été "programmés pour se haïr tout en évangélisant et en islamisant à tout prix".

Le britannique Alan Channer a reçu en octobre 2007 le Premier prix de la catégorie court métrage de l'Africa World Documentary Film Festival, dans le Missouri (États-Unis d'Amérique).

MF/ESF/DND

>>> Visualiser les images liées à cet article ...

Les journalistes doivent être formés en traitement de l'information religieuse (rapport)

🕒 2012-11-14 19:20:06 GMT

Dakar, 14 nov (APS) - Les journalistes doivent être spécialisés ou bien formés en matière de traitement de l'information religieuse, afin d'éviter de "heurter la sensibilité des croyants", indique le rapport de l'atelier sur le traitement des religions dans les médias.

“Les médias en tant que quatrième pouvoir et outil de transmission des informations, notamment religieuses, jouent un rôle très important. Les journalistes doivent donc bénéficier d'une formation très solide pour véhiculer les messages de ce secteur qui est très sensible”, selon le document remis à la presse.

L'atelier sur le traitement des religions dans les médias a été animé par le Mamadou Kassé, enseignant au Centre d'études sciences et techniques de l'information (CESTI).

Il rentre dans le cadre de la quatrième édition du colloque international "Plaidoyer pour le dialogue inter-religieux". Le thème de cette année est : “Religion, paix et développement”. La manifestation est organisée par la Fondation Konrad Adenauer.

Selon le document, “des constats amers et autres critiques ont été formulés à l'endroit des journalistes, des patrons de presse, des prédicateurs, des leaders politiques, de l'Etat ou du gouvernement et des différents supports sur la manière dont les messages religieux sont retransmis”.

“La responsabilité de chacun est engagée dans cette noble mission d'édification et d'éducation à la foi des croyants et de promotion du dialogue inter-religieux et islamo-chrétien”, indique le texte.

“Malgré le constat des mauvaises informations qui sont souvent véhiculées, on ne sent pas de censure faite à la presse. L'Etat ne joue pas pleinement son rôle pour l'application de la loi”, note le document.

Il ajoute : "les normes d'éthique et de déontologie qui doivent être le soubassement de tout traitement journalistique sont souvent foulées au pied. Et parfois, dans les rédactions, la parole n'est pas donnée à ceux qui sont bien formés”.

Les auteurs du rapport ont déploré "le manque de journalistes spécialisés et bien formés en matière de religion”.

“La diffusion des émissions religieuses se fait souvent à des heures qui ne conviennent pas aux adeptes de ladite religion qui devraient les suivre”, ont-il encore relevé.

FD/AD

Sénégal: Dialogue interreligieux - Les acteurs optent pour la consolidation des acquis

PAR TATA SANE, 14 NOVEMBRE 2012

Religion, paix et développement ». Tel est le thème du colloque axé sur le dialogue interreligieux ouvert, hier, à la Fondation Konrad Adenauer.

Le colloque s'inscrit dans une dynamique de consolidation de la cohabitation religieuse au Sénégal.

« Le Sénégal est l'un des rares pays où le dialogue interreligieux est une réalité.

Cependant, il ne constitue pas une île dans les mouvances du

temps. Toutefois, il n'est pas exclu que certaines tendances néfastes existantes sous d'autres cieux prennent pied à partir de ce beau pays »,

s'est exprimé, hier, à l'ouverture de la cérémonie officielle du colloque, la représentante résidente de la Fondation Konrad Adenauer (Fka) Andréa Kolb.

Dans la même dynamique, Mme Kolb affirme que les Sénégalais de tous bords vivent dans une parfaite communion. « Ceci est visible lors des fêtes religieuses auxquelles les fidèles des autres religions sont toujours associés. C'est pourquoi il est urgent de prendre les devants afin que le Sénégal ne connaisse jamais des situations que vivent certains pays de la sous-région », a expliqué la représentante de la Fondation.

Andréa Kolb a aussi déploré la situation au nord du Mali. Pour le Pr. Abdoul Aziz Kébé, chef du département d'Arabe de l'Ucad, il est pertinent de

s'appuyer sur ces ressorts de paix pour consolider la stabilité dans la sous-région. Pour l'islamologue, il serait convenable d'explorer les

opportunités offertes par les religions pour renforcer la stabilité sociale et le développement économique », a soutenu le Pr. Abdoul Aziz Kébé. Il

ajoute : « toutes les religions révélées sont des ressources de paix. C'est tout le sens de ce colloque.

Il nous permet de développer une réflexion allant dans le sens de consolider les acquis pour que les atouts ne soient pas menacés par des influences extérieures », a-t-il affirmé.

Cette 4ème édition du colloque international portant sur « enracinement et ouverture : plaidoyer pour le dialogue interreligieux », a réuni diverses personnalités telles que les religieux musulmans et chrétiens, la société civile et une forte délégation malienne.

Pour sa part, Terrciel Acoli, membre du comité scientifique, a rapporté que l'enquête préparatoire de ce colloque a révélé une diversité spécifique

de difficultés par région. « Le constat est que la réalité est plus marquée dans le département de Kédougou », a indiqué M. Acoli.

TERRORISME DANS LE SAHEL

Le Sénégal sous la menace

Mankeur Ndiaye, diplomate chevronné à la tête du ministère des Affaires étrangères. Le Général Pathé Seck, un as du renseignement, à l'Intérieur. Macky Sall signe, ainsi, le retour à l'orthodoxie pour mieux assurer la sécurité au Sénégal, devenu un îlot de paix dans un cercle de feu. Mais, est-il pour autant à l'abri de la menace salafiste qui sévit au Nord Mali ?

GADIAGA DIOP DIONE



C'est avec une grande surprise que les Sénégalais avaient découvert que le génial informaticien de Boko Haram est un Sénégalais. La menace djihadiste à partir de la Mauritanie n'est plus à démontrer. Tous les islamistes chassés de la Mauritanie, au nombre de 200, selon la presse, se sont réfugiés au Sénégal. Au mois de décembre 2007, après la mort des touristes français à Aleg (250 km à l'est de Nouakchott) lors d'un attentat, deux des terroristes s'étaient enfuis en direction du Sénégal. Plus tard, on découvrira qu'ils étaient proches d'un groupe terroriste islamiste affilié au réseau Al-Qaïda, selon les autorités mauritaniennes. Dans le même sillage, dix présumés terroristes, membres

de Aqmi dont (03) Sénégalais et sept (07) Mauritaniens, ont été arrêtés par la gendarmerie de Dagana.

La faiblesse des renseignements sénégalais incapables de fournir des informations scientifiques et le non-renouvellement de ses agents à la retraite, ne font que rajouter une couche à la crainte de voir les islamistes opérer sans être gênés au Sénégal et en toute discrétion. Les « katibas » fonctionnent par isolement », soutient Abderrahmane Ngaidé, Maître Assistant à l'Ucad. Et, ce n'est pas parce qu'on ne les voit pas qu'ils ne sont pas présents au Sénégal

Face, donc, à l'optimisme béat de beaucoup de sénégalais - évoquant la démocratie

majeure du Sénégal et la pratique d'un islam confrérique -contre une invasion wahhabite- des spécialistes de la question ne sont pas sans craintes par rapport à une déstabilisation. Lors d'un colloque sur le dialogue interreligieux organisé les 13 et 14 Novembre dernier à la fondation Konrad Adenauer, Bacary Samb, enseignant chercheur à L'université Gaston Berger de Saint-Louis, a évoqué la porosité des frontières et la transnationalité des acteurs du terrorisme pour balayer d'un revers de main l'exception sénégalaise qui voudrait que ce pays continue de nager, toujours, contre vents et marées, dans une paix et une stabilité indestructible.

Sénégal, cible d'attaques terroristes

En dehors des risques de développement des cellules salafistes et leur menace d'implantation au Sénégal, l'autre inquiétude et non des moindres, reste les attaques terroristes auxquelles le pays de la Téranga, lieu par excellence d'intérêts occidentaux, serait exposé. « Il y a un très grave risque, d'après les informations en notre possession. Cette présence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) entraîne le recrutement d'africains de l'Ouest, parmi lesquels, il y aurait des Sénégalais qui seraient amenés à Gao pour suivre des formations, en vue d'être des terroristes », répondait le président sénégalais, alors interrogé sur le « péril terroriste dans toute l'Afrique de l'Ouest » par la presse française, lors de sa visite à l'Élysée, le mercredi 18 avril 2012.

La pauvreté, le lit du terrorisme

Nos démocraties en gestation et le contexte politique des pays de la sous-région n'arrangent pas les choses. L'accentuation de la crise alimentaire qui menacerait plus d'un million de sénégalais ainsi que la pauvreté qui contraste avec le gain facile de la drogue, du rapt et des enlèvements qui sont la marque de fabrique de beaucoup de réseaux terroristes africains constituent les lits de tout extrémisme et de toute rébellion, a fait remarquer M. Samb dans son exposé lors de ce colloque. La pauvreté, le désœuvrement, le chômage, l'analphabétisme et l'ignorance sont des facteurs qui favorisent l'enrôlement des jeunes par les mouvements terroristes. Ainsi, le sahel, à la lisière du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne, se trouve plus que jamais exposé, soutient-il. D'autant plus que selon lui, le Sahara n'a jamais été infranchissable. Et pourrait devenir, au pire des cas, avec la reconfiguration géopolitique dictée par les stratégies de conquête minière, le théâtre d'opérations et de confrontations d'intérêts divergents des grandes puissances. Sous prétexte de la lutte contre le terrorisme.

La montée en puissance de l'islamisme

En plus, pour M. Ngaidé, « les confréries ne sauraient constituer un rempart contre la menace salafiste ». Car le Sénégal est dans une zone géographique où la montée en puissance de l'islamisme risque de ne pas l'épargner. Lors des élections de 2007 en Mauritanie, les ressortissants de ce pays vivant au Sénégal avaient massivement voté pour le Tamassoul, parti islamiste très en vue en Mauritanie, fortement réprimé,

mais toujours présent dans le landerneau politique. Au Maroc, le premier ministre est un islamiste. Tout cela en plus de la percée de Ennahda en Tunisie conforte l'idée d'une montée en puissance de l'islam en Afrique. Compte tenu de ce tourbillon, les Sénégalais continuent de croire, selon M. Ngaidé, que les associations islamistes au Sénégal (voir par ailleurs) sont en perte de vitesse. Ce qui n'est pas forcément établie. Parce qu'on a assisté à leur redéploiement avec la percée des partis religieux lors du dernier scrutin législatif. Abdoul Aziz Kébé, islamologue et chef du département arabe à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, déclarait récemment dans les colonnes du journal Sud quotidien que « ce qui se passe à Tombouctou pourrait arriver au Sénégal », non sans faire remarquer que « le Sénégal ne peut pas être un îlot qui ne soit pas intéressé ou influencé par ce qui se passe alentour ». Tout en s'inquiétant de l'ouverture à Dakar d'écoles, de collège et même d'une université financés par des

salafistes, tenants d'un wahhabisme qui s'oppose à l'islam soufi des confréries et prône la « réislamisation » d'une société en crise.

Assister à ce bouillonnement au niveau mondial et croire qu'il ne sera d'aucune incidence dans notre vécu peut relever de la naïveté. M. Ngaidé souligne, comme l'avait montré Robert Arnaud dans les années 30, que l'Islam a joué un rôle de réorganisation sociale en Afrique. C'est dans ce sillage qu'on assista à la bataille d'El Hadji Omar, à la révolution Torodo dans le Boundou, entre autres soubresauts. Aujourd'hui aussi, la société est dans une déstructuration, analyse-t-il. Elle n'est pas forcément fatale, mais elle est à la recherche d'un nouveau modèle de société et l'évolution ne peut être que douloureuse. Et dans cette quête de renouveau, personne ne peut encore définir les contours. On ne sait pas non plus la place de la religion, du culte, etc., dans l'avenir. ●

PORTRAIT

Mamour Fall, l'imam de Carmagnola

Expulsé d'Italie pour ses liens présumés avec Oussama Ben Laden, l'imam Mamour Fall avait suscité la controverse à la fin de l'année 2003 pour ses déclarations provocatrices dans les médias, rappelle M. Mamadou Barro lors de ce colloque. Le disciple du chef d'Al Qaïda a été auditionné par la Sûreté urbaine. Il avait lancé, tout de go, que « *quelqu'un qui s'est frotté avec les polices américaines et européennes ne peut pas être inquiété par la police sénégalaise* ». Mais qui est ce sénégalais djihadiste ?

On l'appelle l'imam de Carmagnola. Et il n'est pas question pour cet imam de se taire ou de baisser la garde devant ce qu'il appelle « l'agression de l'Islam ». Martelant avec force son attachement aux valeurs de la religion musulmane, il dit être prêt à toutes les formes de sacrifices pour son triomphe. Et comme pour convaincre définitivement sur son option idéologique, l'imam Fall cite Ben Laden comme sa référence.

L'imam Mamour Fall, a eu à rencontrer à trois reprises Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda, entre 1993 et 1996 au Soudan, rapporte le quotidien arabe Asharq Al-Awsat. Il déclare dans son Blog (Parti Islamique Sénégalais), en date du vendredi 24 juillet 2009, « je peux apporter un modeste témoignage sur le Sénégal et les pays de la sous région ouest africaine. En Mauritanie, l'islam est plu-



tôt préservé et très pratiqué par la masse. Concernant le Sénégal, l'imam Fall déclare que le shirk (associationnisme) y est partout, dans les rues, les voitures, les magasins (portraits des marabouts tagawhit un peu partout), « Le Sénégal c'est pire que la France ! ». La propagande de Mamour Fall continue, certes, surtout sur internet, même s'il reste peu connu au Sénégal. ●

TENDANCE SALAFISTE AU SÉNÉGAL

Craintes d'une radicalisation

Lors du colloque tenu à la fondation Konrad Adenauer, Mouhamadou Barro Coordonnateur du Réseau des Journalistes pour l'Information Religieuse (REJIR) a levé un coin de voile sur les mouvements islamistes au Sénégal. Le mouvement salafiste sénégalais n'est pas à priori violent. Mais, des groupes de jeunes qui ont fréquenté cette idéologie, se sont démarqués et ont décidé de créer une autre tendance plus radicale.



Le Wahhabisme que l'on retrouve en Arabie saoudite et dans la péninsule arabique est l'école de pensée qui est à la base de la création du salafisme. Leurs premières actions, partout où ils se trouvent, consistent à raser les tombes. Comme les Wahhabites l'avaient fait avec le tombeau du Prophète et de sa petite fille Zahra. Parce qu'ils les jugent non conformes à l'idée qu'ils se font de la religion. Contrairement aux Malékites qui sont plus tolérants et qui ont laissé prospérer l'Islam des Saints (Marabouts). Dans les années 1980, naît dans les camps de Peshawar, au Pakistan, sur fond de guerre en Afghanistan, le «salafisme jihadiste», une version radicale qui va séduire de nombreux jeunes musulmans, y compris en Europe. Les salafistes appellent surtout à

purifier l'islam de toute trace culturelle étrangère.

Au Sénégal, la tendance salafiste, à son origine, a été incarnée par le mouvement « Al Falah ». Il serait né en 1946 avec Mamadou BA « Djéoul » bien que sa création officielle date de 1975 sous la dénomination du mouvement « Al Falah » pour la culture et l'éducation Islamique. Il a beaucoup recruté dans les milieux commerçants (surtout pulaar et soninké), d'arabisants formés dans ses écoles.

Le salafisme a connu son plein essor au Sénégal avec le discours d'Ahmet Lô, mais avant lui, il y a eu l'influence de l'enseignement d'Alioune Gueye. Les recrues sont des jeunes de la banlieue de Dakar.

Les figures du salafisme sénégalais

Deux figures ont principalement marqué le mouvement salafiste au Sénégal. C'est Alioune Guèye et Ameth Lô. Le premier nommé est né le 22 Octobre 1967 à Rufisque. Il décrocha une maîtrise en sciences des hadiths à l'Université de Médine en 1992. Très actif dans la propagation du salafisme au Sénégal, il a eu à animer plusieurs émissions islamiques à la radio Dunyaa (tafsir al Quran al karim, Minhajou Sounna an-nabayi, mourtadai-islamiya) où il fut directeur des émissions islamiques de 1995 à 1997. Il faisait le tour des quartiers et des régions pour dispenser ses enseignements islamiques. Alioune Guèye fut membre de l'association des

Imams et Oulémas du Sénégal (1997), membre de la commission nationale pour le croissant lunaire (1998), fondateur d'une école pour enfant Daral Hadith (1998). Son influence était réelle surtout dans la banlieue de Dakar. Cet infatigable prêcheur décéda le 23 avril 2001.

Quant à Ahmet Lô, il est originaire du Baol, précisément de Ndam. Il est de la famille maraboutique de Touba de par sa mère (son père est aussi un proche compagnon de Serigne Touba). Né en 1955 dans la capitale du Mouridisme, Ahmet Lô est titulaire d'un doctorat d'Etat après un séjour de 17 ans en Arabie Saoudite.

En 1997, il décide de revenir au Sénégal et crée l'Ecole supérieure africaine d'études islamiques située à Pikine. Ce maître à penser du salafisme dans sa version saoudienne a ouvert une faculté de théologie en 2004 pour une vulgarisation rapide du salafisme au Sénégal, surtout dans la frange jeune. Son enseignement a aussi beaucoup influencé le discours des actuels imams et responsables de la mosquée de l'université de Dakar qui sont pour la plupart ses dis-



ciples.

Il s'investit dans le social grâce à l'appui financier qu'il reçoit de l'Arabie Saoudite et passe pour être le principal partenaire non étatique des autorités Saoudiennes au Sénégal. D'ailleurs, le numéro 2 de l'ambassade d'Arabie Saoudite était présent lors

de l'inauguration de son complexe.

Ahmet Lo se défend d'être un homme qui prêche la violence. En Arabie Saoudite et à Madrid, il a participé à plusieurs conférences contre le terrorisme et pour le dialogue entre l'Islam et les autres religions. Elu président des oulémas d'Afrique, il a présenté, en 2004, la meilleure recherche sur le terrorisme parmi 350 chercheurs à travers le monde. Ce qui lui a valu d'être reçu par le roi Abdallah d'Arabie Saoudite. Il recrute beaucoup chez les jeunes dont le plus grand nombre ont déserté les anciennes organisations structurées et hiérarchisées telles que la HIJR, Al Fallah ou l'AEMUD.

Il faut signaler que des groupes de jeunes qui ont fréquenté Ahmet Lô et les autres idéologues du salafisme se sont démarqués et ont décidé de créer une autre tendance plus radicale. Ces groupes, encore très marginaux, ont rompu le lien avec Ahmet Lô qu'il juge trop conciliant. Une tendance de ses groupes a épousé l'idéologie du (HIJR). Les partisans du « hijr » qui signifie (rupture) appliquent le principe de « la calama wala salama » envers une grande partie des autres sunnites. Il s'agit d'une méthode d'exclusion que les membres de cette tendance utilisent à l'encontre de toute personne qu'ils jugent opposée à leur interprétation des textes.

La tendance « tablig »

Le développement de cette tendance est plutôt marginal. Les fidèles de cette tendance sont identifiés au premier regard par leur accoutrement. Ils portent l'habit pakistanais traditionnel (khamiss) ou plus généralement des tuniques blanches (djellabas) qui descendent jusqu'au niveau de leurs chevilles, un bonnet sur la tête. Ce mouvement qui s'est développé jusque dans les années 90, a perdu son dynamisme. ●



LE MOUVEMENT REFORMISTE

En perte de vitesse ?

Le mouvement islamique réformiste est né au Sénégal dans les années 50, avec des « arabisants » influencés par les courants universitaires islamiques du Maghreb. Il marque une rupture d'avec l'islam traditionnel des confréries. Et devient plus attractif à la fin des années 70 pour se massifier dans les années 80 avec une présence dans tout le pays, intégrant toutes les catégories sociales à cause de la crise économique et la sécheresse qui frappa le pays.

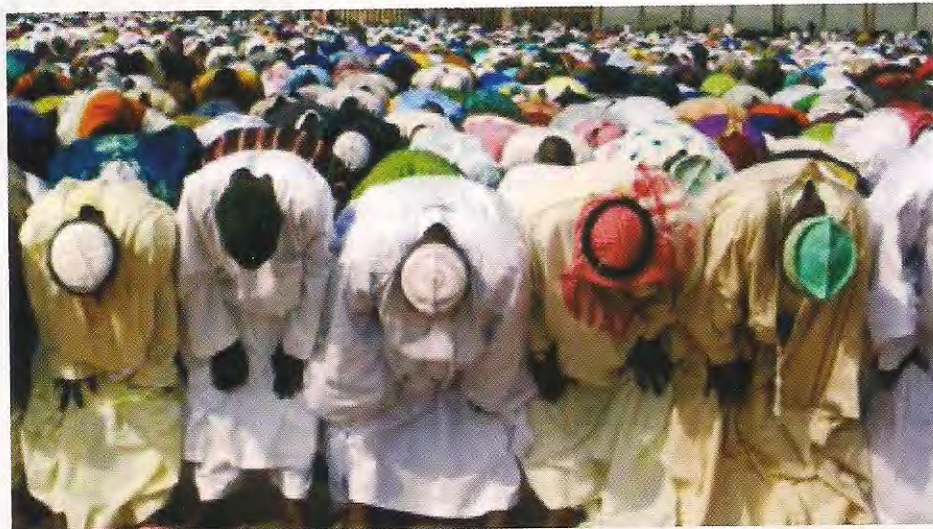
Dans les années 1980 et 1990, la création d'un « Etat islamique » porté par le Groupe d'Initiative pour le Référendum sur l'Application de la Loi Islamique au Sénégal (GIPRALIS), le combat contre la laïcité de la constitution étaient au centre des revendications politiques du mouvement islamique Sénégalais. La mise sur pied en 2002-2003, du Comité Islamique pour la Réforme du Code de la Famille au Sénégal (CIRCOFS) dirigé par Maître Babacar Niang, obéit à cette logique. Mais ces combats sont vite dépassés et abandonnés par leurs acteurs.

Union Culturelle Musulmane UCM

L'UCM est créée le 06 septembre 1953 sous l'impulsion de Cheikh Touré, neveu du réputé Serigne Hady Touré, qui s'imprégna de la pensée réformiste en Mauritanie et en Algérie. A sa création, l'UCM, proche du Parti Africain pour l'Indépendance PAI était plus anticolonialiste et réclama l'indépendance dès 1957. L'UCM existe jusqu'à présent et est dirigé par Ahmet Hyane Thiam, un proche de la famille omarienne. Sur le plan politique l'UCM était proche des idéaux de l'ancien président du Conseil Mamadou Dia. Senghor l'a combattu jusqu'à son implosion. C'est la Jama'atou Ibadou Rahmane qui naît sur ses flancs le 30 janvier 1977.

La Jama'atou Ibadou Rahmane

Elle était particulièrement bien implantée dans les milieux scolaires et universitaires et dans les milieux intellectuels de la classe moyenne pieuse. La JIR crée l'Association des Etudiants Musulmans de Dakar AEE-MUD en 1984. Très rapidement, la jeune association prend de l'ampleur et décide de son indépendance vis-à-vis de la JIR. Ceci pour s'élargir et devenir la Fédération Islamique des Elèves et Etudiants de Dakar (FIEED). Ses étudiants contrôlent la mosquée de l'UCAD depuis 1987 et aussi celle de l'ESP qui n'est pas encore construite



en dur. La structure édite le journal « L'ETUDIANT MUSULMAN » depuis 1988.

Le Rassemblement Islamique du Sénégal (RIS ALWAHDA)

Il a été porté sur les fonts baptismaux en 2009. Proche des familles religieuses, le RIS qui considère que le projet du mouvement islamique ne saurait exclure les tarifas, Le Ris met en place l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans du Sénégal (AEEMS). Depuis 1993, l'AEEMS a la haute main sur la gestion de la grande mosquée de l'Université Gaston Berger...

Le Mouvement de la Réforme pour le Développement Social (MRDS)

Le MRDS, catalogué islamiste, est né en octobre 2000. Ce que son leader Mbaye Niang récuse, le MRDS est présent à l'Assemblée depuis 2002. Le MRDS est membre de la coalition Macky 2012, mais a fait cavalier seul aux dernières élections législatives de 2012 et se retrouve avec deux (2) députés à l'Assemblée nationale.

M. Niang est Imam de la Mosquée Ibadou ou mosquée de l'Aéroport, un haut lieu de rassemblement et de débat des acteurs du mouvement islamique. Les services de renseignements de la police surveillent de près ce qui faisait dans ce lieu de culte. Imam Mbaye Niang a été convoqué à deux reprises à la Division des Investigations Criminelles (DIC) suite à ses discours en 1994 contre la laïcité et en 1998 contre la planification imposée par les bailleurs.

La tendance chiite et l'épopée d'Ahmed Khalifa Niassé

Le chiisme a connu un regain d'intérêt au Sénégal avec la Révolution Islamique d'Iran sous la direction de l'Imam Khomeiny en 1979. Dès 1979, Ahmed Khalifa Niassé, marabout de la branche Niassène des Tidianes, voulut suivre cet exemple et soulever les forces musulmanes contre le gouvernement. Il crée un éphémère Front Islamique de Libération qui s'était fixé pour objectif « de renverser les gouvernants par la violence et d'instaurer au Sénégal, une république islamique calquée sur le modèle iranien ». Proche de Kadhafi, il marquera sa féroce opposition aux occidentaux et particulièrement les français. Il sera arrêté et relâché à plusieurs reprises. ●

Fondation Konrad Adenauer
Comité scientifique du groupe de suivi du dialogue interreligieux
Esquisse sur la loi de laïcité et du dialogue interreligieux au Sénégal

Article premier

La République du Sénégal est laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion. Elle respecte toutes les croyances.

I- D'abord qu'est-ce que la laïcité ?

Si par prudence on se reporte au dictionnaire on note ce qui suit. L'adjectif laïc désigne, ce qui n'est pas *ecclésiastique*, ce qui n'est pas *religieux*. Cette première définition montre que le mot a évolué. En effet dans le vocabulaire de l'Eglise catholique par exemple, laïc s'oppose à *clerc* dans le cadre d'une même religion. De là on est passé à un autre sens puisque laïc va s'opposer à religieux. En ce sens l'Etat laïc, c'est un Etat qui n'est pas religieux, c'est-à-dire qui se situe en dehors de la religion. D'où l'idée que l'on peut imaginer un conflit entre la société laïque représentée par l'Etat et la société religieuse. Le petit Larousse (**Edition de 1970**) nous renseigne sur le sens du mot laïcité en ces termes : « *laïcité* - système qui exclut les Eglises de l'exercice du *pouvoir politique* ou administratif, et en particulier de l'organisation de l'enseignement ».

Mais il apparaît que la tendance générale à l'heure actuelle est de distinguer radicalement entre les manifestations de l'activité étatique et celles de l'activité religieuse. En ce sens l'esprit de laïcité est un esprit de *liberté* qui s'oppose à tout dogme imposé par l'Etat, aussi bien à un *athéisme officiel* qu'à l'autorité d'une *confession* religieuse quelconque.

On aboutit à ce résultat que la laïcité de l'Etat, c'est la neutralité spirituelle de l'Etat, qui selon la formule de Briand, n'est ni religieux, ni irréligieux, mais a-religieux.

Autrement dit, au regard de l'Etat, le seul titre de la religion c'est la *liberté individuelle* qui en matière spirituelle se traduit par la *liberté de conscience*, la liberté de croire ou de ne pas croire. Bien évidemment cette conception de la laïcité de l'Etat se heurte à des résistances de la *part des Eglises et des confessions qui sont porteuses d'une vérité révélée, et qui n'admettent pas la neutralité confessionnelle de l'Etat*.

Tout d'abord la Constitution du Sénégal, dans son préambule proclame le respect et la garantie intangibles des droits et des libertés de la personne humaine, de la famille ; des *libertés philosophiques et religieuses*, sans oublier les libertés politiques.

Au Sénégal : la grande majorité des citoyens se réclame de croyances religieuses. Le peuple-masse est directement concerné par la *religion*. L'Etat laïque sénégalais devait en tirer les conséquences. C'est pourquoi l'article Premier, tout en déclarant l'Etat laïque et démocratique, devait ajouter le respect de toutes les croyances comme un corollaire de l'idée de liberté. **L'article 4** qui traite des partis politiques ne manque pas de souligner que la diversité des options et courants politiques ne peut pas se fonder sur la religion. **L'article 5** à son tour stipule que la discrimination religieuse est interdite. **L'article 8** met l'accent sur la liberté religieuse. Toute atteinte aux libertés et toute entrave volontaire à l'exercice d'une liberté sont punies par la loi (**article 9**). Les institutions et les communautés religieuses ou non religieuses sont également reconnues comme moyens d'éducation (**Article 22**). Ce qui conduit tout naturellement l'Etat à une conception de l'éducation des jeunes gens qui met sur le même pied les écoles publiques et les écoles privées avec une mention particulière pour les Institutions et les communautés religieuses. Dans le contexte sénégalais, la liberté de conscience, les libertés et les pratiques religieuses ou culturelles, la profession d'éducateur religieux sont garanties à tous sous réserve de l'ordre public. Les institutions et les communautés religieuses ont le droit de se développer sans entrave. Elles sont dégagées de la tutelle de l'Etat. Elles règlent et

administrent leurs affaires d'une manière autonome (**article 24**). Et la neutralité religieuse de l'Etat s'interprète comme donnant libre cours au développement sans entraves des Institutions et Communautés religieuses. C'est pourquoi **la loi du 3 juin 1971**, dite « **Loi d'orientation de l'Education nationale** » ne fait qu'expliquer dans un domaine important la laïcité de l'Etat. En effet, il est dit dans la Loi que l'éducation nationale a notamment pour objet de « former des hommes et des femmes libres, capables de créer les conditions de leur *épanouissement* à tous les « niveaux ». Dans cette perspective « l'initiative privée, individuelle ou collective, peut, dans les conditions définies par la loi, *concourir à la réalisation de cette œuvre* ». Et **l'article 2** conclut : « l'égalité des citoyens dans la diversité des origines et des *croyances* fait, de la liberté et de la tolérance, les traits essentiels de l'éducation nationale. Elle en fonde aussi la *laïcité* ».

On peut d'abord dire que non seulement l'Etat n'ignore pas la religion, mais entretient des relations normales avec les Eglises et les Confréries musulmanes. Il suffit de quelques exemples pour illustrer l'assertion.

a) Les autorités de l'Etat participent volontiers aux *manifestations religieuses* les plus solennelles qu'elles soient musulmanes ou catholiques, pour ne prendre que ces deux confessions : Tabaski, Magal, Pèlerinage (à la Mecque, à Rome).
b) L'Etat par ses représentants participe à *certaines activités culturelles* inspirées directement par la religion. Citons : l'Union culturelle musulmane et la Semaine consacrée à El Hadji Oumar Foutiyou, pour ne parler que de la manifestation la plus récente.

Mieux : l'Etat subventionne les Ecoles privées et la part essentielle de cette aide va aux *Ecoles privées catholiques*. Le colloque national de l'Enseignement privé catholique du Sénégal tenu à Dakar les 24 et 25 avril 1976 ne conteste pas le fait, même si les participants ont pu insister sur la nécessité pour l'Etat de faire davantage. Enfin, il faudrait faire un inventaire de toutes les manifestations religieuses qui par le canal de la radio et de la télévision d'Etat sont directement mises en communication avec les fidèles des différentes communautés. En somme la laïcité sénégalaise peut être définie comme une *laïcité compréhensive*, loin de la laïcité de type français telle que nous l'a léguée l'histoire constitutionnelle des Républiques successive. D'où le problème final : la laïcité est-elle conforme aux traditions sénégalaises ?

A l'âge de 10 ans l'enfant commencera sa formation intellectuelle qui ira de pair avec la formation religieuse sous la forme de cours spéciaux dans les cycles primaire et secondaire. Cette prise en charge s'explique parce que la majorité de la collectivité nationale est d'obédience islamique. Mais par esprit de tolérance, les autres confessions pourront également bénéficier de la prise en charge de l'Etat, en accord avec leurs chefs spirituels. Enfin il est prévu, pour couronner l'édifice, des universités islamiques à côté d'universités classiques, avec les mêmes prérogatives et franchises.

En conclusion le Sénégal est un pays d'obédience laïc, mais modéré parce que l'Etat accorde une grande importance et entretienne des bonnes relations avec les religions, surtout dans le domaine de l'éducation. Cela est encore la preuve de croire que un dialogue interreligieux est d'intérêt capital du moins pour l'éducation sociale. Le chef de l'Etat sénégalais, Abdoulaye Wade, estime que le dialogue interreligieux peut servir de socle au dialogue des civilisations mais surtout une entente harmonieuse entre communautés confessionnelles dans les pays. Jusqu'ici, Il n'y a aucun texte ni de loi garantissant le dialogue interreligieux au Sénégal.

Prosper Terreciel AKOLI N'GADZANIA

Pourquoi dialoguer et avec qui ?

Le dialogue interreligieux est un devoir qui s'impose à tout le Monde. Dialoguer c'est essayer de connaître l'autre en vue de créer un climat d'entente et d'amitié durable. On se demande si le dialogue islamo-chrétien a un effet dans les esprits des adeptes des religions eschatologique ?

Je crois que tout effort peut produire des effets salutaires, ou négatifs. Le dialogue islamo-chrétien n'échappe pas à cette règle. Moi, personnellement, je ne suis pas partisan d'un dialogue limité entre ces deux religions étrangères au dépend de leur hôte. J'opte plutôt pour un dialogue interreligieux, qui donnera une occasion à chacune des communautés religieuses d'exprimer librement les principes fondamentaux de sa religion. Cela ; permettra à chaque individu de retrouver son héritage spirituel et culturel bafoué des siècles durant. Je souscris parfaitement à l'idée émise par Paul Card MARELLA : « Les Religions de l'Afrique appartiennent à l'humanité. Et non seulement en tant que patrimoine spirituel développé par le génie des populations de ce continent aux cours de son histoire harcelée par de cruelles alternatives, mais en tant que manifestation éclatante d'un apanage religieux inhérent à la nature humaine » A la rencontre des religions Africaines.

Pour mieux préciser mes points de vue sur le dialogue des religions, je propose à l'auditoire le plan suivant : emprise des poètes chrétiens sur la littérature préislamique ; les conditions posées par le Prophète Mohammed (p.s.l.) et les réponses de l'Evêque de Najerân, je ferai une sommaire étude comparée entre les sources religieuses. Ma conclusion sera axée sur les positions des uns et des autres sur le dialogue interreligieux. Bien avant l'avènement de l'islam, le Judaïsme et le Christianisme étaient solidement implantés dans l'étendue de l'Arabie. Comme l'explique Tor ANDRAE : « les Arabes ne doivent pas avoir de si mauvaises pensées envers les Chrétiens ». « Ces Arabes » n'évitent pas seulement de combattre le Christianisme, ils recommandent même notre religion et font des présent aux couvents étaux églises » (les Origines de l'Islam et le Christianisme p.26).

On peut observer l'entente qui régnait entre les chrétiens et les arabes païens dans les poèmes des hanafites. Je cite :

- ZUHAIR (ne vers 530) est considéré comme un des plus dévoués à la cause divine.

Comme l'illustre ces vers : Ne cachez pas à Allah ce qui est dans vos

cœurs, pour que cela reste ignoré : Car Allah
connait tout ce qui est caché. C'est remis à plus tard

(yu'akhar) et écrit dans un livre, et mis en
réserve pour le jour de la reddition des comptes,
et ce sera puni sans retard (aw, yu'ajjal).

Ces poèmes renvoient à Saint Mathieu :

Ne les craignez donc point ; car il n'y a rien de caché
qui ne doive être connu. (Math : 10, 26)

- Nabigha (540-604 ?) Il fut un grand poète mystique, mais moins dévoué que zouhair. Ses poèmes sont pleines de sagesses et de dévouements en vers Dieu. Elles sentent une odeur égypto-chrétienne :

« Tu es désobéissant en vers Allah, bien que tu
donnes des témoignages d'amour. Il est étrange de le
dire avec ta vie. Si ton amour pour lui était sincère. »

Le poète fait sans doute allusion aux versets suivants : « Mais je sais que vous n'avez point en vous l'amour de Dieu ». (Jean. 5,41).

« Car le Père lui-même vous aime, parce que vous m'avez aimé, et que vous avez cru que je suis sorti de Dieu » (Jean. 5,41).

Nabigha regardait la mort avec des yeux chrétiens. Fasciné par la grandeur des rois Ghassanites, le poète évoque la mort en ce sens :

« Ils ont une libéralité que Dieu n'a accordée à
personne d'autre
Leur esprit ne les abandonne jamais.

Le lieu où ils séjournent appartient à Dieu.
Leur religion est fermée (dinuhum qawim), ils ne
s'attendent qu'à la vie future » ;

Le poète veut bénéficier de la largesse des rois chrétiens, il ne croit pas à la résurrection des morts.

- ADI ben Zayd () était un chrétien très dévoué et jalousement attaché à la religion chrétienne. On peut affirmer sans être démenti que ses « vers ne sont qu'une Bible versifiée ». Non seulement Adi connaissait parfaitement le contenu de la Bible, mais il était un chrétien pieux et sincère. Comme le montre les poèmes suivantes :

Par Allah – qu'il accepte mon serment – je suis comme le moine qui, aussi souvent qu'il prie Dieu en larmes, pousse de grands cris, le cœur saisi de crainte... Le sujet de la mort préoccupait constamment les poètes chrétiens de l'Arabie préislamique.

Adi ben Zayd représente cette catégorie de génies dévoués : Je n'ai jamais rien vu de pareil à la jeunesse. Grâce au mensonge des jours, elle oublie leur dévouement ; elle la lice et les frères, et comment ils ont supporté les attaques (du sort). Qu'espèrent donc les hommes, quand ils ont le bonheur, quand l'amour de la vie est leur unique souci ? Ils croient que les coups du sort ne les atteindront pas et pourtant la malignité du destin les atteint... (op.cit.52).

Il faut rendre un grand hommage au Père Louis Cheickou, qui a réuni les poèmes des poètes chrétiens dans un livre, intitulé : Anasranyatu bayanal arabil – Jahilyati. (1914 – 1919).

Voilà, une vue rapide sur la communauté chrétienne que dirigeait l'Evêque de Najerân ; qui avait entamé le premier dialogue islamo-chrétien.



DIALOGUE PRECURSEUR :

Il ressort de ce qui précède que le Christianisme était très répandu en Arabie préislamique. En dépit des guerres qui inquiétaient la tranquillité de la région, il y avait une certaine liberté des croyances religieuses. Comme l'explique RIMA Ismail : « Tout au long de plusieurs siècles successifs, chacun des deux opposants (Romains et Perses) portait à la religion de l'autre un certain respect, engendrant ainsi une barrière morale à la place de la barrière naturelle du passé. Il incombait dans ce cas, que chaque parti converge ses efforts et ses conquêtes spirituelles vers son côté sans pensé à exhorter l'autre parti à embrasser sa foi ou à agréer sa civilisation tout au long qui les opposèrent durant des siècles » (La vie du Prophete.p.19)

Ce passage nous fait comprendre que la liberté de culte était un acquis bien respecté avant l'avènement de l'islam. Le pacte singé entre l'Evêque de Najeràn et le prophète Mohammad n'était donc pas une chose nouvelle.

D'après Ibn Sa'd, l'auteur de la Tabaqat (1,2,35) Mohamed écrivit aux habitants de Najeràn et leur accorda contre un présent annuel, dont l'essentiel consistait en deux mille vêtements, la protection de Dieu et de son prophète « Pour eux, leur religion, leur pays, leurs églises et leurs services divins aucun évêque, aucun moine ; aucun ermite ne doit être contraint à renoncer à son état »(p.28)

Les sources arabo-musulmanes précisent encore : « Ce pacte de paix et de bon voisinage a été négocié par les hommes de l'Eglise. La délégation était composée de 60 personnes, parmi lesquelles 14 Seigneurs dont Abdoul Masih, surnommé Al-Aquib, Al-Aïhm surnommé Al-Sayyid : Seigneur, Abdoul Haritha, as ben Haritha, Zayd, Khuwaylid, Amru Qasa, Yazid, Khalid, Abdoullah et Mouhsin. Arrivée à la maison du prophète, Mohammad n'avait autorisé à entrer que trois hautes personnalités pour participer à la discussion. Il s'agit d'Al-Aquib, le chef de la délégation et leur porte parole. Rien ne peut être décidé sans son avis. Quant à Zayd, il était leur érudit et responsable de leurs Ecoles. C'était un arabe qui appartenait à la tribu de Bakr ben Wa'Il, qui s'était converti au christianisme. Il était très respecté par les souverains Romains, qui lui construisirent une cathédrale, en raison de sa piété et de son dévouement à la chrétienté. Même après sa rencontre historique avec le prophète Mohammad, il n'avait pas abdicqué du christianisme au profit de l'islam.

Le lieu et l'heure de la rencontre ont été précisés par les sources arabes. Sur ce, Ibn Ishaq a rapporté que Mohammad ben Diafar, ben Zouberr a dit : « Le prophète les avait reçu dans sa Mosquée, à la Médine après la prière de Al-Asr (5h). Ils portaient des jolis dioubba et des pagnes. Les compagnes du prophète qui les avaient vus disaient d'eux : « Ils étaient beaux. On n'a jamais vu une délégation pareille. Lors que l'heure de la prière arriva, ils se mètrent en rang bien soigné pour prier. Des musulmans tentèrent de les en empêcher. Le messenger d'Allah leur dit « da'ohum » : « laissez-les prier ». Les sources musulmanes mentionnent un dialogue intéressant et embarrassant en même temps entre l'envoyer de Dieu et ses visiteurs exceptionnels. A l'adresse des deux prêtres, le prophète leur dit : « Aslamà » (Convertissez-vous). Ils lui répondirent : « Nous nous sommes convertis depuis fort longtemps. » (Père juste, le monde ne t'a point connu ; mais moi je t'ai connu, et ceux-ci ont connu que tu m'as envoyé ». (Jean, 17, 25).

Aussitôt, le messenger d'Allah se répliqua : « Non, ce n'est pas vrais » Ce qui vous empêche de vous convertir, c'est votre prétention que Jésus est un fils de Dieu, votre dévouement à la Croix et votre goût démesuré de manger la viande de porc... Ils lui demandèrent : qui est son père ? Le Prophète de l'islam n'a pas voulu répondre immédiatement à la question posée.

Quelques temps après, Allah le tout puissant, fait descendre plus de 80 versets coraniques consacré à Jésus et à Marie, sa mère. Puis, le prophète leur dit : « Allah m'a ordonné de vous inviter à une profération de malédiction (Al-mubàhalatu). Ils avaient répondu au prophète : « oh Père de Qàsım, nous retournons au pays pour une consultation, puis, nous reviendrons pour vous voir... »

Ibn Abas, à rapporté que « parmi les membres de la délégation huit évêques retournèrent à Médine pour se convertir à l'islam. Ce sont : Aquib, Al-sayyd etc... Cette information n'a pas été confirmée des sources indépendantes.

Le jour fixé pour la profération, le prophète s'était rendu avec sa fille Fatima et ses deux enfants : Al-Assane et Houseyne et leur dit : « Si je prie, dites vous : Amine ! Les chrétiens de Najeràn refusèrent la profération et proposèrent un pacte de paix et acceptèrent de donner chaque année une capitation ». (D'après Ibn Sa'd, 1, 2, 35) (Minbarul islam, N° 5.7.1973. p.267)

Ces passages du Coran s'adressent non seulement aux habitants de Najeràn, mais ils visent à une forte communauté chrétienne de l'Arabe antéislamique et notamment les habitants de Hirat qui habitait plus de vingt paroisses à cette époque. Voici les versets indexés le plus haut :

« Dis : O gens du Livre !
Venez à une parole commune entre nous et vous :
Nous n'adorons que Dieu ;
Nous ne lui associons rien ;
Nul parmi nous ne se donne de Seigneur,
En dehors de Dieu » (S.3-V.64)

« Oui, il en est de Jésus comme d'Adam auprès de Dieu : Dieu l'a créé de terre puis il lui
a dit 'sois' et il est.

La vérité émane de ton Seigneur.
Ne sois pas au nombre de ceux qui doutent.
Si quelqu'un te contredit après ce que
Tu as reçu en fait de science,
Dis : Venez,
Appelons nos fils et vos fils,
Nos femmes et vos femmes,
Nous-mêmes et vous-mêmes ;
Nous ferons alors une exécution réciproque
En appelant une malédiction de Dieu
Sur les menteurs.
Voilà le récit, la vérité : Il n'y a de Dieu
Que Dieu.
Dieu est puissant,
S'ils se détournèrent
Qu'ils sachent que Dieu connaît
Les corrupteurs.

Fondée sur l'amour réciproque imprégnée de la religion Isiaque, il serait difficile, voir impossible à un représentant de l'Eglise de prier Dieu pour faire mal à quelqu'un : ' Ne crie pas contre qui t'offense, et ne lui réponds pas toi-même' 'Si tu désires que ta conduite soit bonne, détourne-toi du mal' (Mérakarêvers XXI^e siècle av. J ; - C. op. cit. p. 285).

« Et remets-nous nos péchés, car nous-mêmes remettons à quiconque nous doit » (Luc, 11 / 4) ».

Le premier dialogue entamé par le messager d'Allah résulte de la conclusion d'un pacte de bon voisinage entre les musulmans et la communauté chrétienne de l'Arabie. Ce pacte de non agression a été strictement respecté par le prophète lui-même et par son premier successeur, Abu Bakr. Mais dès qu'Umar lui succéda, il forgea un hadith lui permettant d'exclure tous les non musulmans de la presqu'île d'Arabie : « Deux religions ne cohabiteront pas dans la presqu'île arabique. »

Je pense que l'Evêque de Najeràn a pris une attitude sage et responsable ; en préférant la signature d'un pacte de paix que de faire face à un islam rampant.

DIALOGUE DES SOURCES

Il est plus facile d'unir les textes des religions eschatologiques que d'unir les cœurs des fidèles. Pour un dialogue sincère et fructueux il faut rompre définitivement avec la méthode d' « Apologie combative » qui consiste à imposer ses idées à son interlocuteur. C'est-à-dire, vouloir avoir toujours la vérité. Celui qui veut chercher la vérité d'où qu'elle vienne doit appliquer le conseil de l'ami de Louis GARDET : « Moi, je n'ai pas la vérité, c'est la vérité qui m'a ».

Le dialogue islamo-chrétien a commencé depuis la rencontre historique de l'évêque de Najeràn avec le prophète (p.s.l.), depuis lors on n'a pas observé une bonne entente entre les deux communautés rivales. Ce dialogue ressemble à une séance de lutte opposa deux champions ; chacun désire de renverser son adversaire. Les supporters eux aussi ne souhaitent que voir leur protégé jeter à terre son rival. Celui qui veut dialoguer doit « s'armer de la séance jusqu'aux dents et de l'avoir de lucidité » comme disait Saliu

KANDJ. Le dialogue, comme la foi : « La foi me dépend pas de désirs, mais elle est ce qui est implanté dans le cœur et prouvé par les actes ». C'est-à-dire, accepter l'opinion de l'autre si elle est juste. En commentant ce hadith, Mohammad Abdouhou (un grand réformiste) précise : « L'absence de mise en pratique est la cause ou l'effet de l'absence de lucidité en matière de religion : C'est ne pas comprendre sa nature et ses réalités intimes » (Commentaire coranique du Manâr in : Islamo-Christiana N° 3, 53. – 1977).

Sans ces intentions dissimulées, il serait possible de rapprocher les adeptes de toutes les religions dites « révélées ». En lisant les écritures « saintes » on y trouve des convergences plus importantes que des divergences. Par exemple, le nom de chameau est mentionné dans l'Évangile de Luc : « Car il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu » (Luc. 18, 25, 26).

Le Saint Coran a employé la même expression pour fustiger le comportement insolent des infidèles : « Ils n'entreront au paradis que quand le chameau pénètre dans le trou de l'aiguille ».

LES BIENFAISSANCES

Le thème des bienfaits est bien mentionné dans les textes égyptiens : « J'ai satisfait deus par ce qu'il aime : j'ai donné du pain à l'affamé, de l'eau à l'altère, des vêtements à celui qui n'en avait pas... (Livre de la sortie à la Lumière. Ch.1-25, p. 69).

Ces motions ont été reprises textuellement par Mathieu : « J'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu... (Math. 25, 23, 40).

Un Hadith Al-qodsî attribué au prophète a repris la même notion de bienfaisance dans un langage poétique : « O Fils d'Adam j'étais malade tu ne m'as pas visité...

La confession de l'âme.

En Egypte ancienne, le mort devait se justifier de : Ne pas avoir commis de péché contre les hommes... de n'avoir point tué ni ordonné de tuer, ni causé de souffrance à personne...

On a trouvé les mêmes enseignements dans la Bible : « Honore ton père et ta mère. Tu ne tueras point. Tu ne commettras point d'adultère...

Quelques siècles plus tard, Allah révéla à son Messager les dix commandements que voici : « Ne lui associez rien ; et soyez bienfaisant envers vos pères et mères. Ne tuez pas vos enfants. N'approchez pas des turpitudes » (S. 6.v.151 - ?).

Les Mille Commandements de Roog Seen.

Avant de quitter l'enclos d'initiés, le Grand Maître (Kumax) dispensait aux circoncis des conseils utiles qui résument les principes moraux et éthiques de la société ancienne. A titre d'exemple :

« O Circoncis, écoute-moi bien,
O Circoncis Njaay. O Ngaan Njaay !
Sais-tu que tu es fils de Seereer ?
Alors sache que le Seereer dit :
Celui qui a le même âge que ton père est ton père
Celle qui a le même âge que ta mère est ta mère
L'ami de ton grand frère est ton grand frère.
Ne touche pas au bien d'autrui.
Evites de faire du mal au fils
De qui que ce soit.
Ne touches pas à la femme d'autrui.
La femme provoque des histoires.
Les histoires attirent Satan.

C'est Satan qui entraîne le désaccord.
C'est le désaccord qui pervertit le Monde.
Oui, pervertir le monde
N'est pas une bonne chose. »

La Fatiha viendrait-elle des hymnes dédiés aux pères créateurs ?

Il y a une similitude frappante entre le « Chemin de Vie » égyptien d'une part et Notre Père des Chrétiens et la Fatiha des musulmans d'autre part. La « Voie de Dieu » est une invention égyptienne. La version Mericare (XXII^e siècle av. J.-C.) est plus ancienne que toutes les autres. C'est l'avis de S. Anis AL-Assiouty : « Le sage Ptah-hotep, au XXVI^e siècle av. J.-C. enseigne : Si tu désires que ta conduite soit bonne, détournes-toi du mal :

« Je vous guiderai vers la voie de vie.

La bonne voie de celui qui obéit à Dieu,
Heureux celui que son cœur conduit vers elle.

Celui dont le cœur est ferme sur la voie de Dieu,
Affermie est son existence sur la terre.

Celui qui a dans l'âme une grande crainte de Dieu,
Grande est sa félicité sur la terre.

- Il a fallu attendre plusieurs siècles pour retrouver les notions morales de l'Égypte Pharaonique dans les écritures « Célestes ».

- Le Notre Père selon l'Évangile de Mathieu :

Notre Père qui est dans les Cieux,

Que ton Nom soit sanctifié,

Que ton Règne vienne,

Que ta volonté soit faite sur la terre

Comme au ciel.

Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien.

Remets-nous nos dettes

Comme nous-mêmes avons remis à nos débiteurs.

Et ne nous soumets pas à la tentation,

Mais délivre-nous du mauvais.

-Cinq siècles après Jésus, Allah envoya son ange Gabriel pour qu'il apprenne à Mohammad, la Fatiha ou le Notre Père des Musulmans :

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux.

Louange à Allah, Seigneur des hommes.

Le Clément, le Miséricordieux.

Souverain du jour du jugement.

C'est toi que nous adorons, toi

Dont nous demandons l'aide.

Conduis-nous dans la voie droite,

La voie de ceux à qui tu as donné

Tes bienfaits, qui ne sont ni l'objet

De ton courroux ni les Egarés.

La Prière négro-africaine :

L'Afrique Noire a ses propres prières qui ont été plagiées et altérées par d'autres. Le « xed » en seh-seh ou « kiim » en saafi-saafi, sont les termes qui désignent la prière, la demande ou la sollicitation. Ignorant l'esclavage, la plupart de ses prières sont des prières utilitaires et non pas adoratives.

Le Notre Père des Galla ou prière du matin chez les Galla :

O Dieu ! C'est en paix que je me suis reposé ;

Fais que je passe en paix cette journée

Tu as préparé en paix le chemin que je suivrai (aujourd'hui)

Fais que, sur ce chemin je marche droit /
 Si je parle, enlève de mes lèvres la calomnie ;
 Si j'ai faim, arrache de moi le murmure ;
 Si je suis dans l'abondance, détruis en moi l'orgueil /
 Que je passe cette journée en t'invoquant
 Toi, Maître, qui ne connais pas d'autre Maître.
 Cite par L.V. Thomas : Les Rel. D'ar. Noire, p.38).
 -Notre Père chez les Seereer du Sénégal :
 Dieu, Notre Maître, l'omniprésent,
 Et son Messenger Hamat Seem.
 Nous ne suivons que le Sentier
 Que Dieu a tracé :
 Car nous n'avons ni pouvoir ni savoir,
 Nous ne faisons que demander à Dieu
 Et à son Messenger Hamat Seen.
 Dieu seul a le pouvoir de faire.
 Que le Miséricordieux, nous donne la paix.
 Qu'il nous protège,
 Nous et notre famille.

Dans le cadre du dialogue interreligieux, l'Afrique Noire a accueilli sur son sol deux religions expansionnistes (islam et christianisme) avec lesquelles une discussion de fond s'impose pour trouver un terrain d'entente.

Le Christianisme et les religions d'Afrique Noire :

On ne connaît pas avec certitude la date de la pénétration du Christianisme en Afrique Noire « Né l'an 19 av. notre ère » en Palestine. Selon S. A. Al-Assiouty : « Jésus serait resté en Egypte une quinzaine d'années » (Origine Egyptiennes du Christianisme et de l'Islam. T.3.p.50). L'auteur précise encore : « Jésus a travaillé en Egypte durant son âge mûr : C'est là qu'il apprit toute la science de l'Egypte... » (idem p.50)

Il ne faut pas oublier non plus que Carthage était un Centre du rayonnement du Christianisme. La présence chrétienne en Afrique Noire à partir de 347, est connue. Il est vrai que l'Eglise a fait beaucoup d'efforts pour soulager les souffrances des paysans ; il lui reste beaucoup de chose à faire encore, surtout, dans le domaine social (mariage, divorce etc....).

Jadis, les responsables de l'Eglise ne voulaient pas écouter les paysans, ils pratiquaient la politique « table rase ». Il y a moins de 60 ans, le prêtre blanc disait à ses disciples : « Qu'est-ce qui reste du Satan ? Toutes les valeurs culturelles et spirituelles de l'Afrique Noire étaient condamnées et assimilées au diable par des missionnaires blancs.

L'avenir du Christianisme en Afrique dépend de la réponse de cette question brûlante : Comment peut-on être Catholique Romain tout en demeurant fidèle aux valeurs spirituelles et culturelles de l'Afrique Noire ? Louis Gardet, lui, aussi, un partisan fervent de dialogue des religions, il recommande vivement l'Eglise Catholique de dialoguer avec les fidèles des religions négro-africaines : « Ces grandes religions ou cultures que nous connaissons mal, et que l'on peut établir un dialogue en profondeur avec les hommes qui en vivent, sans aucune compromission de part et d'autre » (Dans : Revue, Islamochristiana N° 3, année 1977.p.24)

Dès les années 50, le Père H. Gravrand, avait posé les premiers jalons du dialogue utile entre le Christianisme et le Panlogisme. Sur ce, il écrit : « Pour les Seereer Roog Seen n'est pas une notion purement philosophique, mais bien une réalité vivante et présente. En plus des noms propres à Dieu (Roog) ils emploient couramment des surnoms et épithètes qui indiquent d'une façon plus spéciale l'une ou l'autre qualité de l'être suprême. Non seulement Dieu donne à tout ; il est encore régulateur de tout. Comme Roog n'a pas de corps, les Seereer ne font de lui aucune représentation. Il ne connaît ni image, ni statuette » (cahier des religions africaines. 2^{ième} année 1968. vol.2.p.60).

L'Islam et les religions d'Afrique Noire :

L'Islam aurait fait son apparition en Afrique Noire vers l'an 734, comme le note Felix Brigaud : « En 734, Habib ben Ubaïda, par son incursion au Soudan (il était parti du sous), établit le premier contact entre le Monde Arabe et l'Afrique Noire » (Etudes Sénégalaises, fasc., 9. Connaissance du Sénégal. intr. p. VIII).

L'absence de dialogue intellectuel entre l'Islam et les religions d'Afrique Noire a affaibli progressivement les religions du terroir. On a constaté que les sociétés africaines islamisées de longue date ont tout perdu de leur religion traditionnelle, en revanche, celle-ci reste toujours vivace et animées dans les sociétés réfractaires à la pénétration des Arabes, telles que : « Seereer, Joola, Bassari, Baynungk etc... » L'islamisation ressentie de ces populations a été favorisée par l'Administration coloniale, comme l'atteste Henri Deschamps : « La colonisation européenne, tout en arrêtant la conquête brutale de l'Islam, a singulièrement facilité son expansion pacifique » (Les religions d'Afrique Noire.p.85)

Délirés par la pénétration victorieuse de la civilisation arabo-musulmane en Afrique Noire, certains historiens arabes n'hésitent pas à coller aux africains noirs des clichés d'images détestables et des qualifications haineuses et non fondées.

En lisant les écrits des défenseurs zélés de l'Islam arabe, sur les religions africaines, on perd complètement l'espoir de trouver un terrain d'entente avec nos voisins belliqueux. A titre d'exemple, Dr. Ahmed Chalaby (un égyptien ; spécialiste en étude comparée des religions) qui écrit : « L'animisme est le courant dominant en Afrique Noire, les habitants adorent des arbres ; des pierres, des étoiles, des héros et des esprits ancestraux. En général ; ils son nus. Ils n'ont ni une loi, ni une civilisation. Lors que l'Islam pénétra seulement en Afrique Noire que les habitants ont connu lumière de la connaissance. C'est ainsi que l'Islam a posé les règles de la vie saine » (Revue-Minbarul-Islam : Tribune de l'Islam N° 3, année 1973, p.116).

Cette affirmation gratuite et insensée ne reflète pas du tout, le système de pensée religieuse en Afrique Noire.

Fait à Dakar, le 26 Mai 2009

ISSA LAYE TIAW : Chercheur traditionnaliste, indépendant.

Colloque

Plaidoyer pour le dialogue interreligieux IV

« Religion, paix et développement »

Contribution de M. Moïse Takougang

Religion, vecteur de paix ou de discorde ? Approche du contexte actuel à la lumière de l'œuvre de Gotthold Ephraim Lessing « Nathan der Weise »

Introduction

La divergence dans la pratique religieuse a toujours été un sujet sensible dans le monde depuis sa création. On se souvient des deux fils d'Adam et Eve (Cain et Abel) donc l'un agriculteur et l'autre berger n'ont pas pu s'entendre sur un style unique d'offrir les sacrifices au Seigneur, l'histoire se terminera par l'assassinat de ce dernier par son frère Cain (Gn 4, 1-16). Nous nous rappelons également de toutes les difficultés qu'a rencontrées Moïse et le peuple hébreux dans le désert parce qu'ils n'étaient pas sur la même longueur d'onde ; le prophète Eli et le roi Achab ; Jésus face aux dignitaires du judaïsme de son époque et aujourd'hui les conflits, attentats qui fusent de partout, particulièrement sur le continent africain. Si la religion, terme venant du grec « Religare » qui signifie « Lier » ou encore « faire un lien », est conçue comme un lien entre Dieu et les hommes, elle facilite la liaison entre les humains en leur donnant l'occasion de travailler, prier et vivre ensemble, de communier et d'œuvrer pour la paix et la justice. Comment expliquer qu'elle soit devenue au fil du temps l'une des grandes causes de division, de déchirements dans le monde ? La religion est devenue ainsi un sujet préoccupant chez de nombreux savants, philosophes, sociologues, économistes, politiciens, écrivains parmi lesquels le très célèbre écrivain allemand Gotthold Ephraim Lessing.

L'œuvre et l'Auteur

De prime abord, qu'il me soit permis de dire deux ou trois mots sur cet Auteur de haute facture. Gotthold Ephraim Lessing, né le 22 janvier 1729 à Kamenz en Saxe et mort le 15 février 1781 dans la capitale de la principauté de Brunswick, est un écrivain, critique et dramaturge allemand. Fils d'un célèbre pasteur et théologien de Lusace, Lessing est l'aîné de dix garçons, il fit ses humanités dans la Fürstenschule (école des nobles) de Saint Afra de Meissen où il apprit le grec, le latin et l'hébreu avant de faire de brillantes études de théologie à l'université de Leipzig, mais avec beaucoup d'intérêt pour la littérature, la philosophie et l'art. Initiateur du *Stern und Drang*, écrivain de la *Aufklärung* et faisant parti des auteurs du Classicisme allemand (*Deutsche Klassiker*), il publia plusieurs œuvres dont les plus célèbres sont *Kleinigkeiten*- *Damon, oder die wahre Freundschaft*- *Die Juden* - *Der Schatz* - *Emilia*

Galotti - Nathan der Weise. « Nathan der Weise » paru en 1779 est une pièce de theatre composée de 4 actes et 6 personnages principaux à savoir : Nathan, riche commerçant juif de Jérusalem ; Recha, sa fille adoptive. Jeune chrétienne orpheline ; Saladin, sultan et grand monarque musulman éclairé ; Sittah, sa sœur, très intelligente et cultivé, elle est une des conseillères les plus écoutées de Saladin ; Le Templier, demi-frère de Recha et neveu de Saladin, il est la force guerrière de l'Eglise et Daja, la servante chrétienne du juif Nathan. A ce tableau s'ajouterait le Patriarche catholique, anti thèse de la lumière et le Frère lai, moine totalement dévoué au patriarche à qui il obéit à la lettre sans toutefois se poser de questions.

L'action se déroule à Jérusalem à l'époque des croisades. Le marchand juif Nathan apprend au retour d'un voyage d'affaires que sa fille adoptive, Recha, a été sauvée du feu par un chevalier de l'ordre du Temple. Ce chrétien est lui-même un rescapé, seul survivant d'un groupe de chevaliers de l'ordre mis à mort par les Sarrazins. Le sultan musulman, Saladin, lui a accordé sa grâce, ému par sa ressemblance avec son frère défunt, Assad. Le chrétien refuse les remerciements de Nathan, il n'a fait que son devoir.

Saladin a des soucis d'argent et convoque Nathan sous prétexte d'éprouver sa sagesse. Il lui demande ce qu'il croit être la vraie religion espérant que la fidélité avouée de Nathan au judaïsme lui permettra de séquestrer ses biens. Mais Nathan lui donne une réponse sous forme de parabole, la parabole de l'anneau, bouleversant la perspective de Saladin sur les trois religions monothéistes.

Frappé par la réponse de Nathan, le sultan sollicite son amitié. Il est ravi de se voir offrir un prêt sans avoir eu besoin de le demander. Cependant, l'amour étant plus fort que les préjugés religieux, le chevalier chrétien amoureux de Recha, souhaite l'épouser. Nathan semble très réservé sur ce projet de mariage. Apprenant de la servante chrétienne Daja que Recha n'est que la fille adoptive de Nathan et que ses parents étaient chrétiens, le Templier consulte le patriarche de Jérusalem. Bien que le Templier ait présenté le problème d'une façon toute hypothétique, le patriarche réclame à grands cris qu'on lui amène "ce juif", coupable d'avoir élevé une chrétienne dans la fausse religion, et qu'il aille au bûcher car selon lui : *« Tut nichts ! der Jude wird verbrannt ! denn besser, es wäre hier im Elend umgekommen, als dass zu seinem ewigen verderben es so gerettet ward. Zudem, was hat der Jude Gott denn vorzugreifen ? Gott kann, wen er retten will, schon ohne ihn retten / IL n'importe ! Le Juif sera brûlé. Il eût mieux valu pour elle périr ici-bas misérablement, plutôt qu'avoir été sauvée ainsi, pour sa perdition éternelle. Et puis, que prend-il à ce Juif d'anticiper sur les décisions de Dieu ? Dieu n'a pas besoin d'aide quand il décide de sauver quelqu'un »*. Mais un bon frère apporte alors la preuve que Recha, élevée par le juif, est en fait la sœur du chevalier chrétien et que tous deux sont les enfants d'Assad, frère de Saladin converti au christianisme.

Ainsi la pièce illustre-t-elle non seulement l'étroite parenté des trois religions mais le fait que tous les hommes sont frères et que la vérité se trouve bien dans ces liens fraternels qui unissent les hommes, alors qu'elle est absente de leurs querelles.

Lessing ne porte pas au hasard son choix sur Jérusalem, c'est une ville symbolique pour les 3 religions révélées. C'est à Jérusalem que se trouve le tombeau du Christ pour le christianisme, c'est là qu'est situé le mur de la lamentation pour le Judaïsme et c'est également là qu'est située La mosquée al-Aqsa qui fait partie, avec le Dôme du Rocher, d'un ensemble de bâtiments religieux construit sur l'esplanade des Mosquées (Haram al-Sharif) qui est le troisième lieu saint de l'islam, après La Mecque et Médine. Vous avez compris, la tolérance est donc le thème principal de son œuvre. En effet, il ne se passe plus une journée sans qu'on entende attentat par-ci, fusillades par-là, Aqmi, Boko haram, Schebab, mais aussi parfois l'acharnement des médias avec la caricature du prophète Mohamed, des exemplaires du coran brûlés, la réalisation des films polémiques tel que « l'innocence des musulmans », « The Last Temptation of Christ » ou encore le roman et film documentaire « Da Vinci code » présentant l'homosexualité du christ ect... A en croire que la meilleure façon de défendre sa religion, sa croyance ou même sa non croyance consisterait à s'attaquer à la croyance des autres, en se livrant à la provocation ou en versant le sang de celui qui ne partage pas ses convictions. Au vu de l'actualité, nous remarquons parfois que la société dans laquelle nous vivons est composée de véritable Moi, un Moi qui a du mal à s'affirmer et qui se laisse facilement entraîner dans une soumission presque aveugle à une espèce de Gourou social, économique et religieux. Mais il peut arriver parfois que le Moi se révolte en considérant uniquement l'aspect négatif de sa personne et à se dire « le Moi n'est pas beau, il est orgueilleux, egocentrique, détestable... » Et ainsi tenté parfois, pour s'extérioriser, de produire des actes préjudiciables juste dans le but de se faire valoir, se faisant ainsi rejeter par la société et ensuite se cacher derrière ce rejet pour justifier son état. Ceci dit, dans la très grande majorité des cas, les réactions émotives négatives font des ravages chez les personnes seulement lorsqu'elles ont une piètre opinion d'elles mêmes. Une image de soi qui laisse à désirer peut agir comme une loupe et transformer une faute sans importance ou une imperfection en preuve inéluctable d'une lacune de sa personnalité et c'est ce qui est parfois à l'origine des actes anti citoyens posés au nom de Dieu. Nous nous souvenons de ce qui s'est passé à Dakar le 22 octobre 2012.

« Il n'y a pas de paix sans justice, il n'y a pas de justice sans pardon » déclarait le pape Jean Paul II à l'occasion des JMJ (Journées Mondiales des Jeunes) en 2002. En effet, aucune religion ne peut fonctionner en marge du pardon, gage de la véritable justice et de la paix. Lorsqu'on est atteint dans son intégrité physique, morale ou spirituelle, quelque chose d'important se produit en soi. Une partie de notre être est touchée, nous sommes meurtrie, souillée et violée, comme si la méchanceté de l'offenseur avait rejoint le moi intime. Là, on est porté de se montrer méchant à son tour, non seulement envers son offenseur, mais envers soi-même quelques fois, les autres et particulièrement ses amis. Or un croyant qui refuse de pardonner parvient difficilement à vivre le moment présent. Il reste accroché au passé et, par le fait même se condamne à rater son présent, en plus de bloquer son avenir. Dieu dit dans la bible « Ne vous souvenez plus du passé, voici que je vais faire pour toi une chose nouvelle, et déjà elle est proche » Isaïe 43, 18. L'homme n'est pas un être de répétition, sinon son existence n'aurait pas de sens. L'islam est très rigoureux en matière de pardon, en effet, nous pouvons lire dans le coran : « fasabbih bihamdi rabbika wa-s-tagfirh. 'innahû kâna tawwâba : alors, par la louange, célèbre la gloire de ton Seigneur et implore Son pardon. Car c'est Lui le grand Accueillant au repentir » Sourate 110, 3. D'ailleurs, l'islam a toujours prôné la tolérance, je dirais l'acceptation de

la religion de l'autre et la cohabitation pacifique avec les adeptes d'autres religions. La première hégire qui est souvent oublié a eu lieu en 631 lors des premières heures de l'ISLAM. En effet, menacé par les souverains de la Mecque, le prophète Mohammed (psl) envoya ses adeptes trouver protection en Abyssinie, actuel Ethiopie auprès du souverain chrétien Négus (Al NAJASHI). D'ailleurs, dans le coran nous pouvons lire « qul yâ'ayyuha-l-kâfirûn lâ'a'budu mâ ta'budûn wa lâ'antum 'âbidûna ma 'a'bud. Wa lâ 'anâ 'abidu –m-mâ 'aba _t-tum wa lâ 'antum 'abidûma ma 'a'bud. Lakum dînukum wa liya dîn / Ô vous les dénégateurs ! Je n'adore pas ce que vous adorez. Et vous n'êtes pas adorateur de ce que j'adore. Je ne suis pas adorateur de ce que vous adorez et vous n'êtes pas adorateur de ce que j'adore. A vous votre religion, et à moi ma religion » Sourate 109, 1-6.

La Parole de l'anneau

La partie clé de notre pièce est sans doute l'acte III, scène 7 où Nathan raconte à Saladin la parabole de l'anneau. Compte tenu de la longueur du texte, qu'il me soit permis de donner ici juste un petit résumé en français.

Un homme se fait faire un anneau qui détient le pouvoir de susciter l'amour pour celui qui le porte et qu'il lègue à son fils préféré en lui enjoignant de faire de même. L'anneau est transmis ainsi de père en fils, de générations en générations jusqu'au jour où il échoit à un père très attaché à ses trois fils. Près à mourir, il fait faire deux anneaux neufs par un spécialiste, et remet un anneau en secret à chacun de ses fils. Le père mort, les trois fils se disputent l'héritage, chacun persuadé de détenir l'anneau véritable.

Ne trouvant pas de compromis possible, puisque chacun détient la vérité de la bouche de son père et qu'il ne peut donc la remettre en question sans accuser ce père bien-aimé de lui avoir menti, les frères demandent au juge un arbitrage. Le juge remarque que l'anneau a la réputation de susciter l'amour de Dieu et des hommes, et qu'il suffit d'attendre pour voir quel anneau est efficace, à moins que le père n'ait fait fabriquer trois anneaux neufs et que l'anneau originel ne soit perdu. Il invite donc les frères à travailler pour l'avenir en s'efforçant de rendre les générations à venir plus vertueuses que possible.

Dans cette parabole on peut voir le père comme une représentation de Dieu, les trois fils étant les trois religions monothéistes, judaïsme, christianisme et Islam. Comme le père aime également ses trois fils, Dieu aime également les trois religions alors que celles-ci se disputent et prétendent chacune détenir la vérité au lieu d'imiter l'amour dont le père a témoigné à leur égard. Dans l'hypothèse où les trois anneaux seraient neufs le père apparaît comme le représentant d'une religion originelle ou idéale désormais perdue, et les fils comme trois religions révélées, historiques, également proches ou éloignées de la vérité première. Dans cette dernière perspective le juge représente Dieu qui recommande aux hommes de se préoccuper de l'éducation de leurs propres enfants au lieu de leur donner l'exemple détestable de ces querelles. Nathan finira cette histoire ainsi « Und wenn sich dann der Steine Kräfte Bei euern Kindes-Kindeskindern äußern: So lad ich über tausend tausend Jahre Sie wiederum vor diesen Stuhl. Da wird Ein weiserer Mann auf diesem Stuhle sitzen Als ich; und sprechen. Geht!--So sagte der Bescheidne Richter / « Et si ensuite la vertu des pierres se manifeste chez les

enfants des enfants de vos enfants, je vous convoquerai à nouveau dans mille fois mille ans devant ce tribunal. Alors siègera ici un homme plus sage que moi : il jugera --. Allez ! » Ainsi parla le juge plein de modestie ».

Conclusion

Alors à la question de savoir du christianisme, judaïsme, Islam et RTA (Religion Traditionnelle Africain), laquelle est la vraie, je répondrais avec le juge de la parabole: « celle des quatre religions qui apportera le véritable anneau détenant le pouvoir de susciter l'Amour pour celui qui le porte sera à mon avis la vraie religion » et en attendant que s'écoule les mille fois mille ans, Chrétiens, musulmans, Juifs, Adeptes des RTA, « Que chacun, de tout son zèle, imite cet amour pur et loin de tout préjugé ! Que chacun rivalise pour parer sa bague de la vertu de la pierre ! Qu'il seconde cette vertu par la douceur, par un cœur tolérant, par des bienfaits et par un profond attachement à Dieu ! ».

Je vous remercie

Bibliographie

- Lessing, Gotthold Ephraim. *Nathan der Weise*.1779.102 pages
- *La Bible de Jérusalem*. Cerf
- *Le Saint Coran* - Edition bilingue, grand format
- Inhaltsangabe - www.inhaltsangabe.de (19/10/2012)
- Interpretation der Ringparabel – Nathan der Weise. www.hausaufgabenscout.de (19/10/2012)

Moïse TAKOUGANG,

Mitglied des Wissenschaftlichen Komitee zum interreligiösen Dialog KAS /

Student in der Deutsche Abteilung UCAD

Membre du comité scientifique pour le dialogue inter religieux FKA

Etudiant au département d'allemand UCAD

**Le rôle de la Communication dans la construction de ponts de Compréhension,
de Dialogue et de Coopération entre adeptes de toutes les religions**

Distingués Invités,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs
Chers Participants.

Nous voici une fois encore réunis, après trois Colloques sur le dialogue interreligieux, dans cette même place, ici, à la Fondation Konrad Adénauer.

C'est avec une joie et un réel plaisir que je prends la parole à l'occasion de ce quatrième Colloque qui a pour Thème : Religion, paix et développement.

Bien entendu le Thème « Religion, paix et développement » ne peut pas à lui tout seul situer tout le Dialogue interreligieux mais il a en microcosme l'inévitable démarcation entre les peuples du monde, différents par la culture et les impératifs géographiques, qui attendent de la Religion la révélation d'une réponse aux énigmes cachées de la paix et du développement, mieux de la condition humaine.

La coïncidence n'est certainement pas fortuite et implique aussi que l'on fasse de la déficience de la paix et du développement dans le monde l'inspirateur d'un Projet de Communication entre adeptes de différentes Religions. C'est pourquoi, au Sénégal et en Afrique, l'occasion de ce Colloque peut nous conduire à une réflexion approfondie sur la nécessité de promouvoir une Communication concertée et unie dans la perspective d'un développement de la Compréhension, du Dialogue sincère, de la Coopération, de la Solidarité et de la Fraternité entre adeptes de différentes Religions. Le développement de toutes ses virtuosités chez les Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu en Afrique, doit être soutenu par un fond commun d'initiatives clairement insérés dans une vaste Communication à l'échelle du monde.

Je m'exprime ainsi dans la mesure où le Dialogue interreligieux n'est pas une essence mystérieuse, ni un savoir ésotérique, ni même une configuration caractérielle. Il est aussi une vaste Communication à l'échelle du monde et inclut : Opinions que l'on peut avoir et diffuser sur d'autres Religions ; Renseignements que l'on peut trouver et diffuser sur d'autres Religions ; Messages que l'on peut transmettre et diffuser sur d'autres Religions ; Arts et Œuvres exprimant une sensibilité et une disposition que l'on peut réaliser et diffuser sur d'autres Religions ; Cultures et Manifestations exprimant une conviction et une manière de voir que l'on peut produire et diffuser sur d'autres Religions. Il semble que c'est tout cela qui peut développer la Compréhension, le Dialogue plus sincère, la Coopération, la Solidarité et la Fraternité entre adeptes de différentes Religions, pour des relations dites équilibrées au niveau des Droits des Libertés et du Bien être de chacun et de tous.

Les relations entre Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu ont déjà une longue histoire en Afrique. Elles s'insèrent depuis longtemps dans une grande diversité de contextes (Politiques, diplomatiques, Juridiques linguistiques, ethniques) si bien qu'on ne saurait réduire l'actuel Dialogue à la seule relation entre leurs différents mondes. Il s'agit désormais d'un phénomène mondial qui revêt, en chaque continent et en chaque pays, des dimensions spécifiques qui ne sont pas sans exercer une influence sur la globalisation de ce même Dialogue. Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu se trouvent vivre ensemble partout sur la planète, dans des continents comme dans des pays, ont diverses relations et en auront d'avantage dans l'avenir.

Mais dans la cadre de cette définition de relations primordiales entres Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu, il convient bien aussi de s'interroger sur l'actuelle pratique des Droits de l'homme dans les pays concernés où ils vivent, tels qu'ils ont été définis en 1948 par la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Il faut savoir à ce sujet, ce qu'en affirment réellement la TORAH, les Droits du point de vue de la BIBLE, La Déclaration des Droits en Islam, la Déclaration des Droits du Conseil Islamique pour l'Europe de 1981, la déclaration des Droits de l'homme de l'OCI de 1990 ou la Charte Arabe des Droits de l'homme de 1994, ce qu'enfin revendiquent les diverses Liges ou Associations nationales pour la défense des Droits de l'homme. Dans les relations entre Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu, après les Droits de l'homme, on peut s'interroger aussi sur d'autres questions, au regard des Saintes Ecritures et Croyances :

Après les Droits de l'homme, que disent les Saintes Ecritures et Croyances exactement des libertés de pensée et d'expression ainsi que d'association et de participation à la vie publique pour défendre une cause ?

Que disent concrètement les Saintes Ecritures et Croyances du bien être social et de la réduction des déficiences de l'ordre social. ?

Que disent les Saintes Ecritures et Croyances précisément du bien être économique et de la réduction des disparités entre riches et pauvres ?

Que disent les Saintes Ecritures et Croyances du bien être environnemental et de la réduction des éléments naturels et artificiels contre la vie dans tous ses états ?

Sur toutes ces grandes questions essentielles aux grands équilibres de l'homme, un premier bilan serait nécessaire pour en mesurer équitablement les interprétations diversifiées et les applications particularisées à d'autres Croyants. Les interprétations équitables peuvent être révélées et diffusées en commun par tous les Croyants et apparaître dans les Opinions, les Renseignements, les Messages, les Arts et les Cultures des uns et des autres, développer des relations dites équilibrées au niveau des Droits, des Libertés et du Bien être de chacun et de tous.

La Communication concertée et unie peut minimiser les nombreuses dissensions et inimitiés qui se sont manifestées au cours des siècles entre Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu. Elle peut aider à exhorter à oublier le passé de gloires et de déboires des uns et des autres, à s'efforcer en toute sincérité à la Compréhension mutuelle, au Dialogue plus sincère, à la Coopération, à la Solidarité et à la Fraternité.

C'est à l'aune de la Communication concertée et unie, sur les grandes questions essentielles aux grands équilibres de l'homme, dans un vaste mouvement d'adaptation

et de diffusion, dans l'espace et dans le temps, qu'il faut situer les opinions publiques favorables à trouver une réponse aux énigmes cachées de la paix et du développement dans le monde, mieux de la condition humaine par le Religion.

On ne peut pas le nier, les opinions publiques, dans les pays, se retrouvent souvent enfermées avec leurs peurs et leurs fantasmes, leurs préjugés et leurs malentendus, leurs généralisations indues et leurs rejets de l'autre, dans des perceptions globalisantes.

Dans la mondialisation actuelle, il est difficile d'ignorer les effets du discours sur la confrontation vaste mondiale qui oppose le Judaïsme et le Christianisme à l'Islam et aux autres Religions. Effets de discours dont les échos se propagent partout dans le monde, dans la Communication mondiale et sur tous les modes, codes et canaux classiques de transmission. A l'ère de la communication mondiale et des migrations universelles, les effets de ce discours, quand ils sont hostiles pour les Croyances et Convictions religieuses des uns et des autres, font émerger des perceptions globalisantes qui favorisent les antagonismes, les tensions et les conflits.

Tout semble, en effet, se passer comme si le mouvement de mondialisation, de rapprochement des distances et de convergences des intérêts, s'accompagne d'une exacerbation des identités historiques et culturelles.

Au Sud comme au Nord, bon nombre de peuples du monde succombent à la grande tentation du repli sur soi, de l'ignorance de l'autre et de l'isolement dans ce qu'ils considèrent comme étant le fondement de leurs identités historiques et culturelles.

A une époque où le genre humain devient de jour en jour étroitement uni et où les relations entre tous les peuples, nations, Etats, augmentent et se multiplient, les Croyants en Dieu peuvent très bien imaginer plus attentivement les relations qu'ils peuvent avoir entre eux.

A une époque où d'importantes transformations sociales, culturelles et scientifiques s'accélèrent et bouleversent autant la vie collective qu'individuelle, les Croyants en Dieu peuvent aussi imaginer ce qu'ils ont en commun et qui peuvent les pousser à s'unir.

A une époque où l'on pourrait espérer beaucoup grâce à l'avancée scientifique et technologique et que l'on constate des iniquités, des inégalités, des pauvretés, des souffrances et des violences croissantes au sein de l'humanité, les Croyants en Dieu peuvent être appelés à vivre ensemble leur destinées et leurs cheminements vers Dieu.

Toutes ces raisons devraient engager Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu, plus que jamais, à reprendre et à continuer dans la qualité tous les efforts de Dialogue déjà organisés et déployés dans leurs relations.

Il est donc important qu'ils continuent à explorer ensemble des voies, des cheminements, des processus, pour parvenir, lentement mais sûrement, à présenter leurs Religions non pas en Opposition, comme cela est advenu trop souvent par le passé, mais en Partenariat pour le bien de la famille humaine.

Juifs, Chrétiens, Musulmans et autres Croyants en Dieu en Afrique doivent surtout apprendre, par des voies, cheminements et processus, que leurs Religions ne sont pas des blocs monolithiques qui doivent s'affronter mais se comprendre, dialoguer, coopérer, se solidariser, se fraterniser.

C'est dans l'espoir partagé de manifester par la conviction et l'action, toute la beauté universelle des Saintes Ecritures et Croyances, que nous pensons qu'une CONVENTION DE COMMUNICATION, entre les Religions Juives, Chrétienne et Musulmane, est nécessaire, pour soutenir le rôle de la Communication dans la construction de ponts de Compréhension, de Dialogue sincère, de Coopération, de Solidarité et de Fraternité entre adeptes de toutes les religions.

La convention sera d'abord nationale puis régionale et mondiale, élaborée par les laïcs des confessions religieuses, signée par les différents Guides et l'Etat ou les Etats, validée par des Organismes et Institutions. Elle sera applicable par les Acteurs religieux, civils, culturels, sociaux et politiques aux Avis, Opinions, Informations, Renseignements, Symposiums, Colloques, Séminaires, Messages, Arts, Cultures etc...

Il est crucial d'ouvrir une perspective permettant d'aller à l'encontre de toutes les voies, cheminements et processus, qui tendent à mondialiser des antagonismes, tensions et conflits passés ou qui demeurent enfuis dans les consciences et dans les imaginaires collectifs et individuels.

Il est primordial de dé-mondialiser dans les consciences et imaginaires collectifs et individuels les antagonismes, tensions et conflits. Il faut dépasser les séquences temporelles et renouveler la lecture que l'on peut faire des relations entre Juifs, Chrétiens et Musulmans.

Il est maintenant capital de témoigner de la vraie grandeur de Dieu et de la dignité de sa créature « l'homme », pour le bien de l'homme et de la cité terrestre.

L'attention qu'il convient de porter à la communication concertée et unie contribuera à rechercher des solutions que l'on trouvera dans les interprétations équitables aux grandes questions essentielles :

- Des droits de l'homme ;
- Des libertés d'opinion et d'expression, d'association et de participation à la vie ;
- Du bien être social et de la réduction des déficiences plurielles de l'ordre social ;
- Du bien être économique et de la réduction des disparités entre riches et pauvres ;
- Du bien être environnemental et de la réduction des éléments et facteurs contre la vie.

En agissant avant tout sur les interprétations équitables des grandes questions essentielles aux grands équilibres de l'homme et au niveau des causes locales d'antagonismes, de tensions et conflits à résonances et à réminiscences mondiales, les Religions pourront alors constituer le fondement d'un engagement critique contre les faiblesses et les défaillances humaines, pour une quête commune des Droits et des Libertés ainsi que du Bien être de tous, de la Dignité, de la Justice et de la Paix .

Je vous encourage à la discussion et à la réflexion et vous remercie de votre attention.

Albert KABAMBA

Tel : 76 837 89 40 /33 868 53 90

Centre Keur Espérance Abbé Jacques SECK

**Membre du Comité Scientifique por le Dialogue interreligieux de la Fondation
Konrad Adénauer KAS**